

LA CRISE
DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE
EN FRANCE
1929-1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 7 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Jean ZELTNER

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

MEMBRES DU JURY :

Président : M. William OUALID, Professeur.

Suffragants { M. AFTALION } *Professeurs*
 { M. LESCURE }

PARIS

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1933

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CRISE
DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE
EN FRANCE
1929-1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 7 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Jean ZELTNER

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

MEMBRES DU JURY :

Président : M. William OUALID, *Professeur*.

Suffragants { M. AFTALION } *Professeurs*
 { M. LESCURE }

PARIS

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1933

AVANT-PROPOS

Le coton occupe de nos jours, sans contredit, une place prépondérante parmi les matières premières, naturelles ou artificielles offertes aux industries textiles du monde entier.

Une statistique allemande de 1929 évalue à 52 % la part qui revient au coton dans la consommation mondiale de tous les textiles réunis, alors que celle de la laine n'est que de 18 %, celle de la soie artificielle 14 %, celle de la soie naturelle 10 %, le reste étant réparti entre le lin et les autres fibres. C'est dire l'abondance d'une matière dont la production est aujourd'hui vingt fois plus forte qu'il y a un siècle, époque à laquelle elle se chiffrait seulement par 250.000 tonnes.

Si l'industrie cotonnière tire une importance toute particulière du volume de la matière qu'elle emploie, elle est aussi celle dont le produit se répand sur l'aire la plus vaste.

Dans les pays civilisés, le coton s'est substitué ou mêlé aux anciens textiles dans un grand nombre de cas. Dans les zones tropicales ou équatoriales, les cotonnades sont les seuls vêtements connus des peuplades sauvages ou à demi civilisées.

Bien que cette industrie se trouve concentrée depuis longtemps dans les grands pays industriels, son étude est

rendue néanmoins extrêmement complexe en raison du manque d'homogénéité qui la caractérise et qui provient précisément à la fois de son ancienneté et de la facilité relative avec laquelle de petites entreprises peuvent être créées.

En France, notamment, où elle devrait occuper dans l'économie nationale une place prépondérante par suite de l'importance des capitaux qu'elle représente, de la dimension de son chiffre d'affaires, et du nombre d'ouvriers qu'elle emploie, les observations sont rendues particulièrement difficiles du fait de l'absence de renseignements susceptibles d'apporter un concours efficace.

Le manque d'organisation de cette industrie est tel qu'elle est souvent ignorée ou tenue à l'écart des chroniques qui, dans la presse financière ou économique, éclairent quotidiennement le grand public sur les différentes branches de l'activité nationale.

Au cours de ces dernières années, cependant, l'attention du pays a pu être attirée sur les problèmes nombreux que soulève son évolution par diverses manifestations dont la première a été la réunion à Paris, en 1931, du quinzième Congrès de la Fédération Internationale Cotonnière. Cet organe corporatif, dont le prestige est mondial en raison des intérêts qu'il représente, se réunissait à une heure singulièrement opportune pour étudier les causes d'une crise qui venait de s'étendre sur le monde entier et qui affectait plus que toute autre les industries transformatrices du coton. Les questions à l'ordre du jour ont fait l'objet de rapports d'autant plus intéressants que la personnalité de leurs auteurs, français ou étrangers, était des plus appréciée.

D'autre part, le Conseil National Economique, poursui-

vant la série d'enquêtes qu'il a entreprise depuis plusieurs années sur les principales branches de l'économie nationale, vient d'aborder tout récemment l'étude des industries du coton et de la laine.

Le rapport présenté par M. le Professeur Oualid sur l'industrie cotonnière, et qui a paru au mois d'Avril 1932, constitue un travail remarquable tant par l'importance et la valeur de sa documentation que par l'originalité qu'il présente, étant la seule étude vraiment récente et complète qui ait été faite sur cette grande branche d'industrie.

Vers la fin de l'année, en dernier lieu, a été publié le tome deuxième d'un « Cours d'Economie Alsacienne » entrepris sous les auspices de la Faculté de Droit de Strasbourg. Ce livre, dû à la collaboration de MM. Laufenburger et Pflimlin et qui traite plus spécialement de l'industrie de Mulhouse, analyse minutieusement les caractères particuliers que revêt dans cette région l'industrie cotonnière, laquelle constitue, de longue date, sa principale source de richesse.

Au moment où nous abordons nous-mêmes l'étude de la crise dans laquelle se débat encore l'Industrie Cotonnière Française, ces travaux nous apportent une aide précieuse et nous ne manquerons pas de nous y reporter toutes les fois que nous en aurons l'occasion.

Nous ne pouvons que déplorer cependant l'imprécision des statistiques. Nous les empruntons pour la plupart au Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière, ne faisant appel aux statistiques étrangères qu'en l'absence des premières,

En conséquence, nous ne saurions faire autre chose que d'essayer d'analyser dans ses grandes lignes un phénomène dont l'étude très détaillée nécessiterait d'autres moyens d'investigation et une autre compétence que ceux dont nous disposons.

Nous éviterons, dans la mesure du possible, l'emploi de termes techniques qui n'ont que faire dans un pareil exposé, ainsi qu'un abus de chiffres qui n'ont d'intérêt qu'autant qu'ils peuvent être comparés les uns aux autres dans le temps ou dans l'espace.

C'est volontairement que nous laissons de côté l'étude des industries très spéciales du finissage et de la bonneterie, pour limiter ce travail à l'examen des causes et des aspects de la crise dans la filature et le tissage du coton, ainsi qu'à celui des remèdes susceptibles d'y être apportés.

PREMIÈRE PARTIE

Les Causes de la Crise

CHAPITRE PREMIER

Les Causes de la Crise Mondiale

La crise généralisée qui a éclaté en 1929 aux Etats-Unis, et qui, par la suite, a atteint le monde entier, est encore caractérisée, à l'heure actuelle, par une période de dépression profonde dont rien ne semble annoncer l'issue prochaine.

Par sa complexité, son intensité, sa durée, ce phénomène est sans nul doute le plus grave de tous ceux que l'histoire économique ait jamais enregistrés.

Inaugurée par le krach de la bourse de New-York en octobre 1929, la crise a vite retenti en Europe, en Asie, en Amérique du Sud. Si la période la plus critique semble avoir été atteinte, les statistiques marquent encore aujourd'hui une hésitation très nette à affirmer une tendance à la reprise.

Les indices de production, qui manifestaient déjà aux Etats-Unis quelques tendances à la baisse avant la débâcle boursière, se sont affaiblis dans tous les pays à un niveau souvent inférieur à celui d'avant-guerre.

Cette réduction a été accompagnée d'une baisse des prix de gros, qui a entraîné à son tour celle des prix de détail. Et, bien que les salaires n'aient pas toujours suivi cette débâcle avec la même intensité, la classe ouvrière

se trouve durement éprouvée par un chômage dont l'étendue constitue le problème le plus angoissant pour les pays les plus touchés.

La France, qui pendant un an semblait avoir été épargnée par la dépression dont elle ressentait les effets avec moins d'intensité, se trouve à l'heure actuelle dans la nécessité d'ajuster ses prix de détail à ceux des autres pays, si elle ne veut pas rester dans un isolement qui risque de lui être funeste au moment d'une reprise.

A côté de ces difficultés économiques et des ruines et des misères qu'elles entraînent, la confusion monétaire et les troubles politiques dans lesquels le monde se trouve à nouveau plongé, rendent la situation encore plus complexe et les pronostics sur l'avenir plus aléatoires.

Cependant, les économistes se sont efforcés de dégager les causes et les caractères essentiels du phénomène et d'en tirer des conclusions pour l'avenir. Certains n'y ont vu que la répétition d'une série de faits périodiquement constatés depuis de longues années, avec plus ou moins d'intensité, conséquence inéluctable du régime économique dans lequel le monde évolue.

Pour d'autres, la dépression actuelle marque la fin de ce régime, et nombreuses sont les bases des nouvelles organisations prévues ou même ébauchées.

Laissant de côté toutes ces considérations de doctrine, nous allons rappeler brièvement dans quelles conditions économiques et à la suite de quelles circonstances la crise actuelle s'est déclanchée.

*
**

La période de guerre peut être considérée, à bien des égards, comme le prolongement et la dernière étape de

la période de prospérité et de hausse des prix de longue durée qui part de la fin du siècle précédent. Si des temps d'arrêt ont été marqués entre 1896 et 1914 par les crises successives de 1900, 1907 et 1913, les chiffres statistiques de cette dernière année n'en accusent pas moins, par rapport à ceux de 1900, une augmentation considérable de la production, du commerce extérieur, et des prix.

Durant les hostilités, la hausse des prix des marchandises ne fait que s'accélérer, accompagnée de celle des profits et des salaires.

Cependant, une première différence est à noter, qui sépare nettement cette période d'une période normale de prospérité : la hausse des prix est provoquée non par un accroissement de la demande, mais par un fléchissement brutal de la production. Si la guerre a créé des besoins considérables parmi les pays belligérants, la capacité de production des principaux de ceux-ci se trouve ramenée à un taux qui, comme pour la France et la Belgique, est extrêmement réduit.

Une autre anomalie surgit, provoquée par la première, mais plus grosse de conséquences par le point de départ qu'elle marque dans les modifications des coutumes commerciales du monde. L'Europe, dans l'impossibilité où elle se trouve d'exporter, achète sans vendre. Elle achète à crédit. Cette première application, sur une échelle aussi vaste, du crédit à la consommation, fausse le cours des phénomènes normaux en créant l'illusion de la richesse. Le retour à une situation plus normale sera marqué infailliblement par une crise d'une violence exceptionnelle, et d'autant plus grave qu'elle ne se produira que deux ans après la cessation des hostilités.

Pendant ces deux années, la demande est intense, car

les besoins restent considérables. Les crédits consentis au cours de la guerre étaient destinés presque exclusivement à la conduite des hostilités. Après l'armistice, les stocks de toutes natures sont épuisés en Europe. Les populations, rendues à la vie civile, doivent se nourrir et s'habiller. Des maisons, des usines sont à reconstruire. Les chemins de fer, la flotte marchande, durement éprouvés et redevenus indispensables, sont à restaurer et à réorganiser. Les besoins sont illimités.

La hausse des prix prend une allure inquiétante, car si la production augmente dans les pays intacts ou extra-européens, leurs principaux clients sont toujours incapables de les payer en marchandises, et tous commencent à ressentir les effets des resserrements de crédit qui n'ont pas manqué de se produire.

Les avances de trésoreries à trésoreries ont été suspendues. Au crédit public se substitue le crédit privé. « Cette substitution marque une étape essentielle » (1), en raison des crédits beaucoup plus limités dont disposent les particuliers.

★
★

La crise éclate au début de 1920. Les prix des matières premières accusent immédiatement une baisse d'autant plus violente qu'ils avaient atteint des taux extravagants.

INDICE GENERAL DES PRIX

	France	Gde-Bretagne	Etats-Unis	Japon
Avril 1920.....	600	323	266	316
— 1921.....	354	206	154	200

(1) J. Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris, Domat-Monchrestieu, 1932, p. 268.

Les grands marchés exportateurs ont du mal à freiner une production développée à l'extrême : les stocks s'accumulent, les faillites se succèdent, et un chômage intense entraîne partout la réduction des salaires.

Cependant, la période de dépression qui suivra sera d'assez courte durée, et bien qu'elle ait marqué un renversement général de la marche des prix depuis un quart de siècle, la crise de 1920-21 n'aura produit qu'un assainissement tout partiel et momentané ; elle annonce en effet une situation chronique de surproduction, « car la prospérité véritable ne renaîtra dans les pays économiquement intacts qu'après la reconstruction économique des pays affaiblis par la guerre » (1).

La crise laissé l'Europe dans un état d'affaiblissement encore considérable. Si certains pays, comme la France, ont déjà fourni un gros effort pour réparer les désastres causés par la guerre, d'autres au contraire, comme l'Allemagne et l'Italie, commencent à peine à se relever. A la vague de paresse provoquée un moment par la joie de la paix retrouvée, succède chez tous le désir de reconquérir, sur le marché mondial, l'hégémonie d'avant-guerre. Les Etats qui viennent de naître à l'existence veulent affirmer leur indépendance politique par l'aménagement d'une industrie autonome qui n'est souvent pas autrement justifiée. De nouvelles inventions provoquées par la guerre, les nombreux perfectionnements apportés à des industries à peine naissantes en 1913, coïncidant avec cette reconstruction de l'Europe, provoquent une atmosphère d'activité dont jamais, jusqu'alors, le monde n'avait connu l'équivalent.

(1) *Ibid.*, p. 279.

Jusqu'en 1925, il semble que cette activité corresponde à des besoins réels. Les indices des prix marquent, durant toute cette période, une certaine hésitation. A plusieurs reprises, notamment en 1923-24, une légère tendance à la hausse se manifeste, en particulier aux Etats-Unis, mais sans beaucoup d'ampleur. D'ailleurs, la dépréciation des monnaies fausse encore, dans de nombreux pays, le niveau des prix, tout en stimulant plus ou moins artificiellement leurs exportations vers ceux qui ont maintenu un change élevé.

Le retour de l'Angleterre à l'étalon-or, en 1925, marque le « pivot de renversement » (1). L'Europe, entièrement rééquipée, a reconstitué ses forces productives bien au delà même de sa capacité d'avant-guerre, et c'est à dater de cette époque que les chiffres de sa production effective commencent à dépasser ceux de 1913. Grand consommateur de matières brutes et de machines destinées à sa restauration pendant les cinq années qui ont précédé, le vieux continent redevient à partir de cette date vendeur de produits manufacturés sur le marché mondial.

L'offre devient supérieure à la demande : les marchés sont « vendeurs » pour presque tous les produits. Il s'ensuit une baisse des prix, facilitée d'ailleurs par les progrès techniques considérables réalisés dans tous les domaines et qui permettent une production à très bon marché ; baisse des prix également généralisée par le retour progressif de tous les pays à l'étalon-or. La consommation, stimulée un moment par ce phénomène, et surtout par l'apparition sur le marché d'une quantité de produits

(1) A. Siegfried, *La crise de l'industrie cotonnière et la crise mondiale*. Rapport présenté au Congrès de la Fédération Internationale Cotonnière, Paris, 1931.

nouveaux rendus accessibles au grand public, semble encourager un rythme de production qui s'avère de plus en plus rapide.

Cependant, des signes de déséquilibre commencent à apparaître : les phénomènes économiques ne peuvent s'ajuster les uns aux autres à une allure aussi vertigineuse.

C'est d'abord, dans la tendance à la baisse des prix qui s'accuse de plus en plus, un déséquilibre entre les prix de gros et les prix de détail, entre les prix des matières premières et ceux des objets manufacturés. Les seconds ont du mal à suivre les premiers, et un décalage s'accroît, qui gêne la circulation des marchandises.

Les pays agricoles vendent beaucoup et bon marché, achètent peu et cher. Inversement, les pays producteurs d'objets manufacturés peuvent constituer des stocks de matière première à des prix avantageux, mais éprouvent des difficultés à écouler une production que le maintien des salaires à un niveau trop élevé rend beaucoup trop onéreuse.

De même, les indices des prix ne sont plus les mêmes de pays à pays : des différences se font sentir entre les pays éprouvés par la guerre et ceux qui n'ont pas eu à faire face aux mêmes difficultés économiques ou financières, entre les pays socialement avancés et ceux où l'Etat ne se reconnaît pas encore les mêmes devoirs, entre les pays à monnaie d'or et les pays à monnaie d'argent.

« Le monde a cessé d'avancer à la même cadence : les solidarités et les uniformités de jadis ont disparu » (1).

Les pouvoirs d'achat ne sont plus ajustés. Ces diffé-

(1) Lescure, *op. cit.*, p. 293.

rences renforcent la protection douanière engendrée par le nationalisme économique né de la guerre, et constituent ainsi un obstacle de plus au libre échange des produits. La consommation se révèle impuissante à progresser suivant le même rythme, et la menace d'une surproduction générale n'échappe plus aux yeux avertis.

Le crédit à la consommation, organisé par de grandes entreprises privées sur des bases plus psychologiques que comptables, rappelle, par son importance, celui consenti de Trésoreries à Gouvernements pendant la guerre : en 1929, aux Etats-Unis, 70 % des automobiles sont vendues à tempérament. Des millions de consommateurs croient leur pouvoir d'achat considérablement augmenté par les bénéfices, en réalité fictifs, qu'ils réalisent en bourse : le crédit, appliqué à la spéculation, provoque en effet une hausse des valeurs que rien d'autre ne vient malheureusement justifier.

En politique dite « d'économie dirigée », inaugurée par les Etats-Unis en 1923, et à laquelle les Américains avaient été très fiers d'attribuer l'arrêt de la légère hausse des prix qui se dessinait à cette époque, se trouve néanmoins tout à fait impuissante à enrayer la baisse des matières premières qui s'accélère de plus en plus et qui entraîne l'appauvrissement réel des pays agricoles, et par là même, une diminution considérable de leur pouvoir d'achat.

« Sans l'élection du Président Hoover, en novembre 1928, — écrit M. Siegfried (1) — déclanchant tardivement cette orgie d'optimisme que rien, économiquement, ne justifiait plus, il est permis de penser que la crise se fût à la fois manifestée plus tôt et peut-être moins violemment ».

(1) Siegfried, *rapport cité*.

La publication, par beaucoup inattendue, des résultats moins que satisfaisants des sociétés d'automobiles, survenant immédiatement après le krach Hatry à la bourse de Londres, déclanche en Octobre 1929, à Wall Street, une panique d'autant plus aiguë qu'elle survenait après une hausse vertigineuse qui n'était plus, depuis longtemps, suivie par celle de l'indice du mouvement général des affaires.

Cette débâcle, qui se traduit par une diminution de 32 milliards de dollars enregistrée en un mois sur la valeur des titres cotés, marque pour le monde entier la fin d'une décade exceptionnelle dans l'histoire économique, tant par la gravité de la guerre qui l'a précédée que par l'intensité et la rapidité de l'essor éphémère qui l'a caractérisée.

Phénomène de surproduction, ou plus exactement de capacité de surproduction industrielle, encouragé par une « surconsommation » artificiellement provoquée, mais d'autant moins logique qu'elle se produit dans une période de baisse des prix de longue durée, diminuant gravement la puissance réelle d'absorption des pays agricoles : telles semblent être les causes profondes de la dépression actuelle, si du moins on l'envisage dans sa généralité.

*
**

« Mais il faudra en même temps résoudre une autre crise, géographique celle-ci, et sans caractère de périodicité, se rapportant à un déplacement du centre de gravité mondial que nul ne peut plus ignorer » (1).

C'est ici que l'Europe apparaît plus particulièrement et

(1) Siegfried, *ibid.*

plus gravement touchée. La réparation des désastres causés par la guerre, l'équipement économique des pays nouvellement créés, l'établissement de nouveaux courants commerciaux résultant de cette redistribution politique de son territoire, lui ont assuré après 1920 un regain d'activité dont elle n'a pas mesuré assez le caractère trop exceptionnel.

Ayant peu à peu reconstitué sa puissance productrice d'avant-guerre avec les moyens techniques les plus perfectionnés, mais le plus souvent à l'abri de barrières douanières élevées, c'est en vain qu'elle s'est efforcée de reprendre sur le marché mondial son ancienne suprématie.

« Ce reclassement de l'outillage européen, conformément à des incitations où le point de vue économique ne tenait pas toujours la première place, coïncidait en effet avec un reclassement mondial d'une bien autre portée. Le vieux continent, en répandant libéralement les enseignements de sa technique et l'enthousiasme d'une civilisation de production avait, sans l'avoir voulu, développé chez les peuples extra-européens le désir de se libérer d'une hégémonie européenne plus que séculaire » (1).

Aussi, après 1925, la production européenne s'est-elle heurtée à la concurrence de celle des pays jeunes de l'Amérique et de l'Asie, qui n'ont pas éprouvé beaucoup de difficultés à maintenir et même à fortifier des positions facilement conquises pendant la guerre.

En effet, si ce n'est pas dans sa valeur technique, demeurée hors de pair, que le vieux continent se voit actuellement handicapé, c'est par les conditions finan-

(1) Siegfried, *ibid.*

cières et sociales dans lesquelles il évolue, lourd héritage de la guerre, mais aussi de sa civilisation, qui lui rend la lutte économique plus difficile à soutenir.

Ayant eu besoin d'emprunter pour mener à bien les hostilités, pour triompher ensuite des difficultés monétaires, et enfin pour reconstituer ses forces économiques, l'Europe est devenue débitrice. Non seulement elle a perdu ainsi au profit des Etats-Unis son prestige de grand financier, mais le fardeau de ses dettes accumulées pèse lourdement sur les finances publiques de tous ses Etats, déjà déséquilibrées par une législation qui met à leur charge une protection sociale, certes efficace, mais des plus onéreuse. Cette dernière, plus encore par les entraves qu'elle apporte à la libre organisation du travail, a contribué avec les autres facteurs qui viennent d'être énumérés, à mettre la vieille industrie européenne dans un état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence de plus en plus acharnée de pays tels que les Etats-Unis ou le Japon.

Dans ces conditions, l'Europe, bien que n'ayant pas été le foyer de la crise, parce que, peut-être, elle n'avait pas été le centre de l'essor, se trouve cependant plus profondément touchée qu'aucune autre partie du monde, et n'en éprouvera sûrement que plus de difficultés à « justifier son droit à la vie ».



Si donc la dépression actuelle s'est étendue à tous les centres économiques, se traduisant partout par le ralentissement général des affaires, la baisse des prix et le chômage, chaque pays réagit néanmoins d'une façon

différente, suivant les conditions de production et de consommation qui lui sont propres.

Il est évident que la crise ne présente pas des aspects identiques en France et en Angleterre, pas plus qu'elle ne se manifeste aux Etats-Unis comme au Japon, ni au Japon comme aux Indes ou en Chine.

Bien plus complexes encore apparaissent ces divergences si l'on envisage une industrie déterminée. Certaines industries, particulièrement poussées, comme celle de l'automobile aux Etats-Unis, semblent, par suite du « dégonflement » dont elles ont fait l'objet, avoir contribué à déclancher la crise. D'autres, au contraire, monopolisées au profit de certains pays, ou qui trouvent encore auprès du public des débouchés que leur confère leur nouveauté, paraissent souffrir beaucoup moins de la dépression actuelle. Il en est d'autres également qui, sans avoir connu un développement exceptionnel au cours de ces dernières années, ne sont apparemment touchées que par la diminution générale des pouvoirs d'achat, consécutive à toute crise mondiale.

De même qu'elle apparaît différente dans ses aspects suivant les pays où on l'envisage, de même cette dernière semble se superposer, par sa généralité, à une série de crises parallèles propres à chacune de ces industries. Si les mêmes causes profondes se retrouvent pour chacune d'elles, ce n'est pas toujours avec la même intensité. L'accroissement de l'outillage, le déséquilibre de la consommation, ainsi que le déplacement géographique de la production ont pu être aggravés, compliqués ou au contraire compensés par certaines caractéristiques spéciales à telle industrie ou à telle autre. ,

Pour apprécier sainement la situation d'une industrie comme celle du coton, il convient donc de distinguer, dans la mesure du possible, ce qui n'est chez elle que la répercussion d'un phénomène mondial et ce qui a trait plus proprement aux conditions particulières de son activité.

CHAPITRE II

Les Causes de la Crise de l'Industrie Cotonnière dans le Monde

I. — AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ PRODUCTIVE

A ne considérer que les indications quantitatives fournies par l'augmentation des broches à filer et des métiers à tisser (1), l'accroissement de la capacité productive de l'industrie cotonnière dans le monde depuis la guerre ne paraît pas présenter un caractère excessif.

Sans doute, le nombre de broches est-il passé de 146 millions environ en 1914 (2) à plus de 165 millions en 1929, accusant ainsi une augmentation de près de 15 % : le rythme de cet accroissement reste néanmoins numériquement très inférieur à celui de la période de même durée qui va de 1900 à 1914, pendant laquelle ce chiffre avait augmenté de 40 %, passant de 105 à 146 millions.

Dans le tissage, le nombre des métiers, en 1929, n'est

(1) La broche et le métier servent couramment, dans l'industrie textile, d'unités de mesure de la production pour la filature et le tissage.

(2) Ces chiffres ne peuvent être qu'approximatifs, étant donné les différences relevées dans les diverses sources de documentation.

même supérieur que de 10 % environ à celui de 1914 (3.115.000 contre 2.806.000).

Le décalage de ces deux pourcentages n'implique pas cependant une rupture d'équilibre entre filature et tissage. Outre qu'une quantité importante de tissus est encore fabriquée à la main (1), il ne faut pas oublier qu'une fraction de plus en plus forte de la production de fils de coton est absorbée par d'autres industries, telles que bonneterie, pneumatique, fil électrique, etc.

Quoi qu'il en soit, comparés surtout aux indices de développement de nombreuses autres industries durant la même période, ces chiffres, semble-t-il, ne sont pas de nature à expliquer un grave déséquilibre.



Il n'en est pas de même, cependant, si l'on considère que cette augmentation de l'outillage a été accompagnée d'un accroissement considérable de son rendement, par suite des progrès techniques réalisés et surtout grâce à une organisation plus rationnelle du travail.

Si la production horaire par broche n'a guère augmenté depuis 1900 (2), par contre, la proportion des métiers à filer continus, produisant 33 % de plus que les métiers

(1) Une étude du « Cotton Trade Statistical Bureau » de Manchester évalue à la moitié au moins du commerce international de tissus, le volume des besoins encore satisfaits à l'heure actuelle par la production des métiers à bras, alors que le filage à la main a presque entièrement disparu.

(2) Cette production était déjà de 10 grammes environ par broche et par heure sur les métiers continus montés à cette date, qui tournaient aussi vite qu'à l'heure actuelle (10 à 11.000 tours-minute).

Seuls quelques perfectionnements ont été réalisés, réduisant les causes d'arrêt des métiers.

renvideurs autrefois prédominants, s'est accrue considérablement, passant entre 1920 et 1929 de 55 % à 62 %.

Ces chiffres prennent toute leur signification si l'on observe que sur les 64 millions de broches de métiers renvideurs existant dans le monde en 1929, plus de 42 millions appartiennent encore à l'Angleterre dont l'outillage, depuis 1914, n'a guère plus évolué en qualité qu'en quantité.

En tissage, le nombre de battements des métiers par minute ne dépasse pratiquement pas 200, vitesse déjà atteinte avant la guerre. Le perfectionnement le plus remarquable réside dans le développement pris depuis cette date par les métiers automatiques.

Les chiffres donnés par un recensement effectué en 1930 par la Fédération Internationale Cotonnière (1) font ressortir à plus du cinquième de l'outillage mondial de tissage la proportion des métiers automatiques (714.482 sur un total recensé de 3.049.778).

Cette proportion, déjà très importante si l'on songe que le métier automatique n'a fait son apparition que vers 1910, est beaucoup plus considérable encore pour certains pays. Les Etats-Unis, qui viennent au deuxième rang dans le monde par l'importance de leur équipement industriel cotonnier, possèdent, en 1930, sur un total général de 698.955 métiers, 565.324 automatiques contre 133.631 métiers ordinaires seulement.

Le progrès réalisé n'est pas une augmentation de rendement horaire, ces métiers perfectionnés tournant généralement moins vite que les métiers ordinaires. Mais la suppression considérable de main-d'œuvre entraînée

(1) *International Cotton Bulletin*, août 1931.

par son adoption généralisée a facilité le travail en plusieurs équipes, que l'amortissement d'un matériel très coûteux rendait par ailleurs indispensable.

Cette habitude, déjà prise aux Etats-Unis pendant la guerre, de faire marcher les usines jour et nuit, s'est ainsi conservée après les hostilités, s'étendant peu à peu au monde entier. Aux Indes, en Chine, au Japon, où la main-d'œuvre est abondante et bon marché, où l'action syndicale est nulle, la pratique des doubles et même des triples équipes est de règle.

Il en a été ainsi également aux Etats-Unis où les perfectionnements techniques de l'outillage ont pu précisément compenser la cherté des salaires. En Europe même, la réduction à huit heures de la journée de travail a eu dans certains Etats le résultat inattendu de provoquer une augmentation de la production en suscitant le recours à des pratiques identiques.

Il est difficile d'évaluer numériquement les effets de ces transformations, mais ces trois facteurs, accroissement des unités productives, progrès techniques, travail plus intensif, ont eu sans aucun doute pour résultat d'augmenter d'une façon considérable la capacité potentielle de production de filés et de tissus de coton dans le monde.

M. le baron Edmond de Moreau d'Andoy, dans le rapport remarquable qu'il a présenté au congrès de la Fédération Internationale Cotonnière à Paris en 1931 (1), appliquant à l'accroissement mondial du nombre de broches depuis 1914 le coefficient d'augmentation constaté depuis cette date sur le rendement des filatures belges, estime que la capacité de production dépasse en 1929 de 30 à 35 % celle de 1914.

(1) E. de Moreau d'Andoy, *La Crise des Industries du Coton*,

Un chiffre global d'environ 23 millions de balles de coton ayant été traité à cette date, c'est donc une quantité approchant 30 millions de balles que la filature mondiale devrait être à présent en mesure d'absorber (1).

Or, les statistiques montrent que la consommation de coton brut a atteint son point culminant en 1927, avec 26.500.000 balles (2).

(1) Ces évaluations n'ont rien d'excessif si l'on considère :

a) Que la consommation annuelle des filatures belges est en moyenne, de 1927 à 1929, de 200 balles par 1.000 broches, alors qu'elle atteint dans certains pays comme la Chine ou le Japon 400 à 500 balles ;

b) Que si l'on applique purement et simplement aux 165 millions de broches existant dans le monde, cette moyenne de consommation de 200 balles, on arrive au chiffre impressionnant de 33 millions de balles, qui devraient représenter la demande en coton des filatures du globe.

(2) Les statistiques américaines de « l'Annual Cotton Handbook » n'enregistrent ce maximum qu'en 1928 avec des chiffres différents de ceux de la Fédération Internationale Cotonnière. Mais, les recensements de cette dernière étant semestriels, les chiffres annuels varient suivant que l'on fait porter les estimations sur l'année ordinaire ou sur l'année cotonnière qui va du 1^{er} août au 31 juillet.

II. — RALENTISSEMENT RELATIF DE LA CONSOMMATION

Cette augmentation d'un peu plus de 15 % dans la consommation des articles de coton entre 1914 et 1928 correspond à un taux d'accroissement annuel légèrement supérieur à 1 %, à peu près équivalent à celui de la population de la terre. Ce progrès est identique à celui qui s'est produit au cours des quatre années qui ont précédé la guerre : 23.000.000 de balles en 1914 contre 19.500.000 en 1910.

Par contre, il est nettement inférieur à ceux qui ont été réalisés depuis la guerre par de nombreuses industries.

Des raisons particulières n'ont-elles pas, durant les 15 dernières années, désavantagé le coton ?

M. Siegfried, auquel nous empruntons cette remarque, explique ce phénomène de la façon suivante :

« Il faut mentionner ici, écrit-il, la transformation récente du caractère même de la consommation internationale, sous l'influence des mœurs américaines. Il y a déclin relatif dans la demande des produits de première nécessité, au bénéfice d'articles correspondant à des besoins simplement subsidiaires : on semble paradoxalement préférer tout ce qui se consomme dans le loisir ; le luxe, du moins le simili-luxe de série, est devenu populaire ; chacun y est candidat. De ce fait, toute une série de dépenses sont devenues courantes dans les bud-

gets de chacun : automobiles ou motocyclettes, radios, gramophones, appareils électriques, téléphoniques, photographiques, cinématographiques, équipement ménager, etc. La vie comporte, notamment pour le peuple, une part de divertissement beaucoup plus grande qu'autrefois : c'est un immense débouché pour des industries sorties de terre, en quelque sorte, qui, il y a 20 ans, n'existaient pas. Le phénomène dépasse de beaucoup, par sa portée, la simple excitation d'un boom passager ; il faut y voir, croyons-nous, un effet de la démocratisation générale, qui modifie profondément la psychologie des masses.

« Il s'ensuit que la demande des articles dits « américains » tend à absorber une fraction croissante du pouvoir d'achat des clientèles, du moins dans la mesure où celles-ci, en s'enrichissant, s'américanisent. Suivant le *National Industrial Conference Board* de New-York, les dépenses « diverses » qui seraient seulement de 8 % dans un budget moyen de l'Europe occidentale (France), sont de 20 % dans le budget américain correspondant.

« Ces 20 %, on le devine, ouvrent des possibilités indéfinies aux entreprises de la publicité, par la création d'une consommation pour ainsi dire classique, et plus on s'enrichit, plus la part de ces dépenses facultatives s'accroît.

« Mais on voit en même temps dans quelle mesure certains articles de base, comme le coton, peuvent se trouver relativement désavantagés de ce fait. Toute augmentation de la prospérité stimulera sans doute, absolument, la consommation cotonnière, mais, à supposer qu'un budget s'améliore, il n'est nullement certain que la demande de coton, de pain, de souliers, s'accroisse en

proportion au delà d'un certain niveau ; le plus clair du bénéfice risque d'aller à d'autres produits, susceptibles de satisfaire les fantaisies « élastiques » de la clientèle. La destinée récente de l'industrie automobile et celle de l'industrie cotonnière offrent un exemple frappant de pareil contraste.

« Ces remarques, poursuit-il, éclairent en somme la possibilité et les limitations de la consommation cotonnière.

« Il est des plantes qui fleurissent à certaines altitudes, mais au-dessus comme au-dessous cessent d'atteindre un complet développement : certains climats économiques conviennent de même tout particulièrement à l'épanouissement des clientèles cotonnières, mais au-dessus comme au-dessous, le débouché ne donne plus son plein rendement. Normalement, un Chinois consommera plus de coton qu'un sauvage vivant la vie de la nature ; mais un civilisé occidental ne consacrera qu'une part proportionnellement moindre de son revenu à l'achat d'articles cotonniers... Dans ces conditions, la consommation du coton, qui est un signe de prospérité chez les peuples du niveau économique chinois, ne sera plus un signe de cet ordre dans les pays de l'Europe occidentale » (1).

Ces observations, d'ordre psychologique, trop souvent ignorées ou négligées dans les milieux industriels, expliquent clairement pourquoi l'industrie cotonnière ne pouvait profiter, au même titre que d'autres, de la récente prospérité mondiale. Cependant, les peuples « de niveau économique américain » n'ont pas été seuls à profiter de

(1) Siegfried, *rapport cité*.

cet essor : le « standard of living » des classes populaires s'est partout amélioré, ainsi que celui des populations immenses d'Afrique ou d'Asie qui se rapprochent plus, précisément, du « niveau économique chinois ».

Il semble tout de même surprenant, dans ces conditions, que la consommation mondiale des articles cotonniers, étant donné son caractère universel, n'ait augmenté que proportionnellement à la population.



C'est que d'autres facteurs sont intervenus en sens opposé, tendant au contraire à une diminution de la demande, et ne s'exerçant plus seulement dans la limitation de celle-ci.

L'essor extraordinaire pris par l'industrie de la soie artificielle depuis la guerre, et, plus encore, les modifications apportées par la mode à la lingerie féminine ont eu, sans aucun doute, pour résultat de réduire, du moins en poids, la consommation de tissus de coton des pays de l'Europe occidentale, par rapport à celle de 1914.

La production mondiale de soie artificielle, qui était de 12 millions de kilos en 1913 et de 85 millions de kilos en 1925, est passée à plus de 173 millions en 1928, ce qui, en poids, équivaut environ à 900.000 balles de coton américain (1). Sans conclure de là qu'il en est résulté pour l'industrie cotonnière une réduction équivalente de la demande annuelle, il s'est produit cependant, pour certains articles fins, une substitution assez importante de ce nouveau textile aux dépens du coton.

(1) M. Pierre de Smet, Secrétaire général de l'Association cotonnière de Belgique. Rapport présenté au Congrès de Paris, 1931.

Si la consommation de coton brut a pu souffrir de cet état de chose, il ne faut pas oublier par contre que la fabrication de tissus mélangés mi-soie artificielle, mi-coton, couramment réalisée par les tissages de coton, a contribué, au cours de ces dernières années, à stimuler l'activité de ceux-ci.

Plus grave de conséquence est l'évolution de la mode depuis la fin de la guerre. Tout d'abord, le métrage employé par la femme pour sa lingerie de corps est à peu près moitié moins considérable aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Et le résultat en est d'autant plus sensible sur la consommation des pays à civilisation avancée qu'il s'accompagne d'une augmentation très nette de la finesse des tissus employés à cet usage, c'est-à-dire une réduction considérable de poids.

Mais il n'est pas inutile de faire remarquer ici que ces changements exerçant une influence défavorable sur la demande, ont été en partie compensés par tous les débouchés nouveaux que l'industrie cotonnière a trouvés pour ses produits. Dans le vêtement et l'ameublement, le coton s'est lui-même substitué au lin, bénéficiant, dans une certaine mesure, de la réduction de la consommation mondiale de ce textile, estimée inférieure en 1928 de 160.000 tonnes à celle de 1913 (1).

Par ailleurs, sans parler de l'utilisation du coton brut par les industries chimiques, l'emploi de cette fibre pour l'appareillage électrique, les rubans de machine à écrire, les tissus de pneumatiques, etc., est arrivé à constituer un débouché important pour les usines des pays les plus évolués.

(1) M. Pierre de Smet, *id.*



Augmentation de 30 à 35 % de la capacité productive, augmentation parallèle de la consommation de 15 % seulement, telles sont, rapidement expliquées, les constatations qui viennent d'être faites, concernant l'évolution de l'industrie cotonnière mondiale au cours de la période dite de prospérité qui a précédé la crise.

Or, « le degré de prospérité d'une industrie dépendant de son degré d'activité, en d'autres termes, de sa masse d'outillage actif et du rythme auquel celle-ci travaille » (1), le décalage signalé plus haut nous amène à conclure que l'industrie qui fait l'objet de cette étude traverse depuis longtemps une crise qui lui est propre et que la crise générale n'a fait que mettre plus en lumière, en s'y superposant.

En effet, si, comme l'écrit M. Moreau d'Andoy, « une augmentation de l'outillage est, en soi, un signe de prospérité, ce signe n'acquiert son entière valeur que si l'outillage donne son plein rendement. Au contraire un chômage étendu est un signe de dépression. Il implique un important capital inactif dont l'amortissement pèsera lourdement sur les résultats financiers des entreprises. En outre, il crée un état de concurrence acharnée qui réduit à l'extrême les bénéfices industriels et fait obstacle à un relèvement de ceux-ci tant qu'une portion de l'outillage reste inactive » (2).

Les statistiques éclairent ces affirmations, et font ressortir que l'outillage de l'industrie cotonnière mondiale, pris dans son ensemble, travaille à un taux de rendement inférieur à celui d'avant-guerre, le point culminant ayant

(1) Baron Ed. de Moreau d'Andoy, *rapport cité*.

(2) *Ibid.*

été atteint en 1927, avec une moyenne de 158,80 balles pour 1.000 broches, contre 160,34 en 1913 (1).

Qu'est-ce à dire, sinon que l'augmentation de rendement effectivement réalisée dans certains pays, comme il a été vu plus haut (2), s'est effectuée au détriment de certains autres qui ont dû voir leur productivité en diminuer d'autant.

Les chiffres ci-dessous, comparés pour l'année 1927, donnent avec clarté un aperçu de ces différences :

PAYS	Moyenne de consommation annuelle en balles par 1.000 broches
Monde entier.....	158,80
France	123,86
Grande-Bretagne	52,41
Allemagne	136,25
Italie	186,03
Tchéco-Slovaquie	139,25
Belgique	189,65
Suisse	71,03
Indes	298,48
Japon	490,61
Chine	549,14
Etats-Unis	192,64
Canada	174,26 (3)

Dans ces conditions, il devient difficile de continuer à parler de l'industrie cotonnière mondiale. Nous avons raisonné jusqu'à maintenant sur une abstraction purement spéculative.

(1) D'après les enquêtes de la Fédération Internationale Cotonnière.

(2) Voir p. 28 note 1 (1°).

(3) Remarque : ces chiffres ne doivent pas être interprétés d'une façon trop absolue, parce qu'il faut tenir compte des différences entre les qualités de coton traitées par chaque pays, et des modifications qu'elles entraînent sur le poids.

Il n'existe pas à proprement parler d'industrie cotonnière mondiale. Il y a des industries cotonnières dans le monde qui se sont développées séparément, les unes au détriment des autres, de même qu'il y a des crises de ces industries, qui, sans doute, se fondent toutes dans la crise générale parce que cette dernière s'étend sur le monde entier, mais qui sévissent dans chaque pays avec une intensité différente.

III. — CHANGEMENTS SURVENUS DANS LES POUVOIRS CONCURRENTIELS DES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS

L'explication de ces divergences doit être recherchée dans le déplacement, déjà signalé, survenu depuis la guerre dans l'équilibre économique du monde, déplacement qui est lui même, d'ailleurs, une cause indirecte de surproduction.

Mais l'industrie cotonnière devait, beaucoup plus que d'autres, ressentir les effets d'une pareille tendance parce que, d'une part, cette évolution commence à se dessiner pour elle bien avant la guerre, et que, de plus, elle s'y prête par nature beaucoup plus aisément.

*
* *

Cette extrême mobilité semble résulter, en premier lieu, du rôle prédominant joué ici par des machines d'un maniement relativement facile et d'une robustesse à toute épreuve : standardisées en grande partie depuis déjà de longues années, elles peuvent aisément être fabriquées et installées n'importe où.

Le travail exigé, du moins pour les tissus de fabrication courante qui constituent le gros de la production mondiale, ne requérant qu'une habileté professionnelle très restreinte et surtout un effort physique extrêmement faible, permet l'emploi d'une main-d'œuvre composée en majeure partie de femmes et

d'enfants. Ce personnel, enfin, est d'autant plus facile à recruter et à former que l'industrie cotonnière, là où elle s'installe, se substitue en général à un artisanat manuel que son caractère de première nécessité a contribué à développer chez tous les peuples, même les plus reculés.

Si par ailleurs l'établissement d'une filature, techniquement plus difficile déjà que celui d'un tissage, nécessite également l'immobilisation de capitaux plus importants (1), les sommes à investir sont relativement beaucoup moins considérables que celles nécessaires à l'installation de la majorité des autres grandes industries.

En dernier lieu, étant donné le prix relativement élevé du coton brut et la quantité restreinte des déchets de fabrication, les frais de transport n'ont sur le prix de revient qu'une importance minime, et la proximité des sources de matières premières ne joue ici presque aucun rôle. En outre, les perfectionnements techniques récemment réalisés et généralisés ont même réussi à éliminer les conditions spéciales de climat qui présidaient autrefois, dans une certaine mesure, à la répartition géographique des centres industriels cotonniers.

- ★ ★

C'est pour toutes ces raisons, semble-t-il, qu'une industrie du coton est de celles qu'un pays économiquement jeune est tenté d'établir. Aussi voyons-nous, déjà avant la guerre, les Etats-Unis, puis l'Inde et l'Extrême-Orient essayer de s'affranchir de l'hégémonie européenne, com-

(1) L'installation d'une filature revenait en 1929 à 400 francs environ par broche en ordre de marche, avec 10.000 broches minimum. Celle d'un tissage était estimée à 10.000 francs par métier ; l'unité correspondante étant de 250 métiers,

me les principaux pays du continent étaient arrivés peu à peu à se soustraire à la dépendance de l'Angleterre.

Avec ses 45 millions de broches et ses 648.000 métiers, la Grande-Bretagne jouissait en 1900 d'un avancement prodigieux sur tous les pays du monde, dont elle était le seul grand fournisseur en filés et en tissus de coton. Cependant, à partir de cette date, son développement industriel se ralentit visiblement par rapport à celui des autres grands centres manufacturiers, comme en témoignent les chiffres ci-après, alors que l'Allemagne, la France, l'Italie deviennent eux-mêmes exportateurs.

TABLEAU DE L'ACCROISSEMENT DE L'OUTILLAGE
DES PRINCIPALES INDUSTRIES COTONNIÈRES JUSQU'A 1914

Pays	1.000 broches		Pourcentage d'augmentation	Métiers		Pourcentage d'augmentation
	1900	1914		1900	1914	
Europe Contie.	34.420	44.550	29 %	»	»	»
Angleterre....	45.500	55.971	22 %	648.000	805.000	24 %
Etats-Unis....	19.472	32.107	65 %	439.000	696.000	58 %
Japon.....	1.274	2.750	116 %	5.000	25.000	400 %
Inde.....	4.945	6.500	31 %	40.000	104.000	160 %
Chine	550	1.000	81 %	»	»	»
Monde	105.681	146.397	40 %	»	»	» (1)

L'arrêt d'une importante partie de l'outillage européen pendant la guerre favorise le développement intensif de certaines de ces industries, soit que, comme aux Etats-Unis, elles aient à faire face aux demandes des pays bel-ligérants, soit que, comme aux Indes ou au Japon, elles suppléent à la déficience des produits anglais qui, par suite des difficultés de communications, ne peuvent plus arriver jusqu'en Extrême-Orient.

(1) *Statistical Evidence on the present position and prospects of the Lancashire Cotton Industry.* Enquête du Cotton statistical Bureau, Manchester, sept. 1929.

L'Europe, diminuée à la suite des hostilités, ayant à réparer les dommages causés sur le front (1.800.000 broches ont été détruites en France) ou à surmonter des difficultés économiques et financières considérables, éprouve de la peine à remettre immédiatement en état son industrie si fortement éprouvée.

L'Angleterre, cependant, relativement moins touchée, aurait pu espérer reconquérir dès 1919 une situation qui ne paraissait que momentanément ébranlée. Mais la crise de 1920, frappant durement l'industrie cotonnière britannique qui se ressent particulièrement de la baisse du pouvoir d'achat de l'Extrême-Orient résultant de la dépréciation de l'argent, — au moment précisément où le coton atteint des prix astronomiques (43 cents le 23 juillet 1920) (1), — enlève du coup à la vieille industrie du Lancashire tout espoir de voir renaître un jour la prospérité qui lui avait fait prendre cet essor prodigieux. Une étude faite récemment en Angleterre résume en quelques lignes l'étendue de cette désillusion : « en 1924-25, lorsque la demande mondiale eut atteint de nouveau le niveau d'avant-guerre, la Grande-Bretagne ne produisait plus que 5.500 millions de yards contre 8.000 avant la guerre, et ses exportations étaient tombées de 6.900 millions à 4.500 millions de yards. Environ 1.000 millions avaient été perdus aux Indes et, sur le reste (2.400 millions), les deux tiers à peu près étaient à imputer au développement des industries nationales et un tiers à la concurrence étrangère sur les marchés ouverts » (2).

La crise de 1920 avait permis en effet aux industries cotonnières qui s'étaient développées à la faveur de la

(1) Lescure, *op. cit.* p. 272.

(2) *The Cotton Industry since the War*, Manchester, mai 1931.

guerre de consolider les positions prises aux dépens de l'Angleterre. Et, alors que la consommation mondiale de coton brut n'avait pas encore atteint en 1924 le niveau de 1912-13, les pourcentages de la production ainsi estimée à cette date pour les principaux centres, par rapport aux chiffres d'avant-guerre, illustrent d'une façon saisissante les changements survenus :

Grande-Bretagne, 70 %.

Reste de l'Europe, 70-75 %.

Asie (Inde, Chine et Japon) 165-175 %.

Amérique (Etats-Unis, Canada, Mexique, Brésil) 100-105 % (1).

De même l'augmentation de l'outillage :

	Broches (milliers)			Métiers		
	1914	1924	1928	1914	1924	1928
Angleterre.....	55.971	56.750	57.136	805.000	792.000	755.000
Europe Contin ^{te}	44.550	42.000	47.768	—	—	—
Etats-Unis.....	32.107	37.786	35.542	696.000	761.000	747.000
Japon.....	2.750	4.825	6.272	25.000	69.000	78.000
Indes.....	6.500	7.928	8.703	104.000	151.000	167.000
Chine.....	1.000	3.300	3.504	5.000	22.000	26.000

A partir de 1925, la demande dépasse le chiffre de 23 millions de balles de 1913, et augmente rapidement.

Si l'on enregistre aux Etats-Unis une réduction de l'outillage qui passe, en filature, de plus de 37 millions de broches à 35 environ dès 1928, et en tissage de 760.000 métiers à 747.000, cette résorption cependant s'accompagne d'une augmentation de la production. Ce phénomène, à première vue paradoxal, s'explique par le glissement qui s'est produit de la Nouvelle-Angleterre vers les Etats du Sud, provoqué par l'utilisation plus rationnelle d'un matériel plus perfectionné, et entraînant la disparition d'un certain nombre d'usines dans les vieux centres

(1) *The Lancashire Industry, op. cit.*

industriels du Nord. Le marché National étant conquis, les débouchés se font plus rares et les Américains trouvent plus d'avantages à augmenter le rendement de leur industrie qu'à immobiliser à nouveau des capitaux qui risquent de rester improductifs. Les gros efforts réalisés dans cette voie, accompagnés par la propagande intense effectuée par le « Textile Institute » de New-York en vue d'accroître tous les débouchés susceptibles de s'ouvrir à l'industrie cotonnière, entraînent un accroissement de la production en produits finis, qui atteint son maximum en 1927 avec 8.980 millions de yards carrés, c'est-à-dire supérieure au chiffre atteint par l'Angleterre avant la guerre avec un outillage beaucoup plus considérable.

En Asie, la progression est plus rapide encore, avec cette différence cependant que la courbe de l'accroissement de l'outillage dépasse en général celle du développement de la consommation.

L'Inde, qui reste le plus gros consommateur de cotonnades du monde asiatique, voit le nombre de ses broches passer de 7.928.000 en 1924 à 8.700.000 en 1928 et à plus de 9 millions en 1931. Si les métiers ne progressent pas tout à fait dans les mêmes proportions, cela est dû sans aucun doute à la propagande nationaliste déclanchée par Ghandi, qui avait réussi à remettre en faveur les tissus fabriqués à la main : il ne faut pas oublier en effet que cette industrie domestique compte encore dans ce pays plus de 2 millions de métiers à main, dont la production satisfait environ 26 % des besoins nationaux (1).

A vrai dire, ce développement de l'industrie hindoue n'est que la continuation d'un mouvement ébauché de-

(1) A. Pearse, secrétaire général de la Fédération Internationale Cotonnière, *The Cotton Industry of India*, Manchester, 1930.

puis longtemps, mais facilité par la guerre, et protégé ensuite par le « boycottage » des marchandises anglaises d'une part, et également par des droits d'entrée qui n'ont cessé de s'élever depuis 1917-18. La victoire obtenue en avril 1930 par cette politique ultra-protectionniste et marquée par l'établissement de droits *ad valorem* de 20 % sur l'entrée des marchandises étrangères ne laisse pas prévoir, par ailleurs, un ralentissement de cette expansion.

Depuis 1914, la Chine, elle aussi, a à peu près quadruplé le nombre de ses broches et quintuplé celui de ses métiers, qui s'élèvent respectivement à 3.500.000 et 25.980 en 1928, et dépassent en 1931 4.000.000 pour la filature et 29.580 pour le tissage, ceci grâce à l'apport de capitaux étrangers, notamment japonais.

C'est le Japon, cependant, qui semble, au cours de ces dernières années, avoir porté l'atteinte la plus grave à l'ancienne suprématie britannique. Disposant d'un matériel des plus modernes, d'une main-d'œuvre habile, docile et peu coûteuse, mais surtout d'une organisation commerciale hors ligne, il a réussi à gagner peu à peu tous les grands marchés de consommation, enlevant à l'Angleterre une part de ce qui lui restait encore dans chacun d'entre eux. Le tableau suivant montre la progression suivie depuis 1924 par l'outillage et la production de cotonnades :

 PRODUCTION DE TISSUS (1.000 yards²)

	Broches	Métiers	Production totale	Largeur	
				15 inches et au-dessus	moins de 15 inches
1924....	4.825.000	—	3.142	1.586	1.556
1925....	5.447.000	64.460	3.230	1.765	1.465
1926....	5.680.000	64.460	3.924	2.408	1.516
1927....	6.116.000	77.000	3.739	2.279	1.460
1928....	6.436.000	78.350	3.859	2.535	1.324
1929....	6.837.000	80.200	3.964	2.790	1.274

On peut faire les remarques suivantes : en premier lieu, la production n'a pas augmenté au même rythme que l'outillage, ce qui laisse entrevoir quelle puissance de concurrence le Japon peut encore développer, sans même qu'il y ait pour cela un nouvel accroissement des unités de production. D'ailleurs l'exportation de tissus n'a pas cessé de suivre une progression ininterrompue, les irrégularités de production étant dues surtout à la diminution de celle des tissus de petite largeur réservés exclusivement au marché intérieur.

*
* *

Si tous ces pays d'Asie et d'Amérique ne font depuis 1924, comme nous le venons de le voir, que poursuivre une politique industrielle encouragée par la carence de l'Europe au cours de la guerre et des années qui ont immédiatement suivi, bien plus surprenante est l'évolution des industries cotonnières du vieux continent à partir de cette époque. Passant de 44 millions de broches en 1924, chiffre qui avait déjà rattrapé celui de 1914, à près de 49 millions en 1928, son outillage réalise encore ainsi une augmentation de 10 %, alors que dans le même temps sa production, évaluée d'après la consommation de coton brut, s'accroît de 43 % (de 5.585.000 balles à 8.069.000), marquant durant ces quatre années un progrès supérieur à ceux de toutes les autres industries similaires du monde (1).

Ce phénomène est lié sans aucun doute à l'histoire politique de l'Europe et aux remaniements territoriaux effectués par le traité de Versailles. Des pays comme la France, malgré l'appoint d'un outillage cotonnier impor-

(1) D'après le *Cotton trade statistical Bureau* de Manchester.

tant, ont eu le légitime désir de reconstruire les usines détruites au cours de la guerre. D'autres, comme l'Allemagne, ont voulu reconstituer à l'intérieur de leurs nouvelles frontières réduites le matériel dont ils avaient été amputés. La Tchécoslovaquie et l'Autriche ont désiré rétablir, chacune à leur profit, l'équilibre qui avait été rompu, après leur séparation, entre filature et tissage. D'autres Etats enfin n'ont vu dans cet équipement industriel qu'une occasion d'affirmer une indépendance politique naissante, voire même, comme pour l'Italie, une supériorité nouvelle. Mais la plupart d'entre eux ont dépassé le but, et, sans parler de la Suisse ou des Pays-Bas qui n'ont guère modifié leurs positions, ni de la Russie dont la production mal connue a augmenté considérablement ces dernières années, les principaux pays de l'Europe continentale se trouvent aujourd'hui dans la nécessité absolue d'exporter une fraction plus ou moins grande de leur production (France, 30 % ; Allemagne, 10 % ; Belgique, 50 % ; Tchécoslovaquie, 40 % ; Italie, 40 % ; Pologne, 30 %) (1).

Etant donné le nombre des marchés qui sont arrivés à se suffire à eux-mêmes, il y a là, manifestement, un emploi irrationnel de capitaux, conduisant à la création d'installations que par ailleurs le niveau présent de la consommation internationale justifie mal.

Cependant, la détresse de l'industrie cotonnière anglaise aurait dû suffire à freiner l'expansion de celles des Etats continentaux, handicapés de la même façon au regard de l'exportation.

Les statistiques révèlent en effet en Angleterre, depuis

(1) *Ibid.*

1924, un affaiblissement continu de la situation : régression de la consommation de coton brut, de la production en tissus, et surtout des exportations. A cette date déjà, qui marquait pourtant le point culminant de la reprise succédant à la crise de 1921, la production de filés ne représentait que 69 % de celle de 1912 et celle des tissus 67 %. En 1929, la production de filés a encore baissé de 6 % et l'exportation de tissus de 16 % par rapport aux chiffres de 1924.

Il serait faux, en outre, de ne voir là qu'un aspect du déclin supposé de l'industrie anglaise en général, puisqu'en 1929 les indices de production par rapport à 1924 sont de 111,8 pour l'ensemble des industries, et 93,9 pour l'industrie cotonnière.

La diminution moins rapide de l'outillage montre seulement combien une vieille industrie, disposant de moyens financiers puissants, est lente à avouer sa défaite. Il n'en reste pas moins que depuis 1921 on évalue à 25 % la proportion des broches et des métiers arrêtés. Ce chiffre suffit à lui seul à montrer l'intensité de la crise qui sévissait depuis cette date dans le pays qui avait été le plus grand centre industriel cotonnier du monde.

Ce phénomène, qui n'atteignait malgré tout que l'Angleterre, s'explique en résumé par les deux ordres de faits suivants.

C'est en premier lieu la restriction des échanges internationaux : il est difficile d'évaluer en chiffres absolus le montant du commerce mondial des cotonnades. Cependant, il est hors de doute que, s'il n'a pas diminué depuis la guerre, sa progression a été infiniment moindre que celle de la consommation. Des quantités de marchés sont arrivés peu à peu, à l'abri de barrières douanières élevées,

à subvenir en tout ou en partie à leurs propres besoins, et l'on estime qu'un cinquième seulement de la production mondiale est actuellement livré au transit international.

D'autre part, sur les marchés qui restent partiellement ou complètement ouverts à la pénétration des marchandises étrangères, un changement de pouvoir concurrentiel s'est produit aux dépens de l'Angleterre, le plus souvent au profit du Japon. Les parts respectives calculées pour les deux pays sur le total des exportations de tissus font ressortir la progression de ce déplacement :

	1913	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Grande-Bretagne.	65 %	54,6 %	52,7 %	48,4 %	46,4 %	46,9 %	44,2 %
Japon		10,8 %	12,8 %	16,8 %	15,7 %	14,7 %	17,5 % (1)

Ces chiffres sont encore bien plus significatifs si l'on s'en tient aux seuls marchés d'Extrême-Orient qui restent les clients les plus importants de l'exportation des cotonnades :

	Indes (2)		Chine (3)		Indes Néerlandaises (3)		
	Angleterre	Japon	Angleterre	Japon	Angleterre	Japon	Hollande
1914...	97,1 %	0,3 %	59,8 %	15,1 %	45 %	1 %	44 %
1923...	91,2 %	6,8 %	—	—	33 %	18 %	33 %
1924...	88,8 %	8,3 %	35,6 %	51,3 %	33 %	25 %	26 %
1925...	88,5 %	8,5 %	23,9 %	64,9 %	35 %	25 %	26 %
1926...	82, %	13,6 %	23,6 %	67,3 %	—	—	—
1927...	78,2 %	16,3 %	15,6 %	69,2 %	—	—	—
1928...	78,2 %	16,4 %	—	—	—	—	—
1929...	75,2 %	18,4 %	—	—	—	—	—
1930...	—	—	—	—	18 %	46 %	27 %

Cette migration du Lancashire vers l'Extrême-Orient ne s'est pas accompagnée d'un déplacement matériel de l'outillage ainsi remplacé, ni de sa suppression ; en fait,

(1) *The Cotton Industry since the War*, op. cit.

(2) *Cotton trade statistical Bureau*.

(3) Arno Pearse, op. cit.

il y a eu double emploi, qui n'aurait pu se résorber que par un accroissement accentué de la consommation mondiale.

Ce phénomène dynamique, impossible à combattre, menaçait au même titre tous les pays d'Europe.

A la veille de la crise générale, en effet, alors que l'Amérique, avec 24 % de l'outillage mondial, participe pour un peu plus d'un quart à la consommation totale de coton brut, l'Asie qui ne détient encore que 12 % de cet outillage absorbe déjà plus de 31 % des matières premières.

Et l'Europe, écrasée par ses 102 millions de broches, qui représentent 64 % de l'effectif total, n'arrive que péniblement à traiter 41 % des balles de coton consommées dans le monde entier.

Quelle était, au milieu de toutes ces difficultés, la situation plus particulière de l'Industrie Cotonnière Française, et dans quelles conditions se trouvait-elle prête à faire face à la crise universelle ?

CHAPITRE III

L'Industrie Cotonnière Française

L'industrie cotonnière française, avec ses 10.300.000 broches et ses 200.000 métiers arrive au quatrième rang dans le monde par l'importance de son outillage, après l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne (1).

Elle n'occupe par contre que la sixième place par sa consommation de coton brut, laissant encore devant elle le Japon et les Indes. (Il est intéressant de noter à cet égard la différence marquée par notre industrie lainière qui, bien que quatrième également dans le monde par ses moyens de production, arrive tout de suite après les Etats-Unis et concurremment avec l'Angleterre pour la consommation de matière première : cette différence s'explique en grande partie par les difficultés techniques beaucoup plus considérables qui s'opposent à la génération de l'industrie de la laine, et par la supériorité que confère en cela aux dirigeants de nos usines la vieille expérience des traditions familiales).

Son importance dans l'économie nationale n'est pas

(1) Par le nombre de ses machines à imprimer (285), elle pourrait même occuper le 3^e rang, passant avant l'Allemagne, qui n'en possède que 210.

moindre. L'industrie du coton arrive sans conteste au premier rang parmi les autres branches textiles ; le recensement de 1926, qui donne les seuls résultats précis, fait ressortir qu'elle occupe à elle seule plus du cinquième du personnel actif de l'industrie textile, soit près de 200.000 ouvriers sur un total de 933.000, et contre 171.000 pour l'industrie lainière, 113.000 pour l'industrie de la soie et 105.000 pour celles du lin, chanvre, jute, etc. Ces chiffres ont certainement augmenté en valeur absolue depuis cette date et c'est environ 230.000 ouvriers que l'industrie du coton, y compris le finissage, fait vivre à l'heure actuelle.

La production normale de son outillage peut être évaluée à environ 1.300 millions de mètres de tissus représentant au total près de 9 milliards de francs (1).

Enfin, une part de cette production supérieure au tiers est destinée à l'exportation, représentant chaque année 6 à 7 % de la valeur totale de l'actif de notre balance commerciale. Il est à remarquer cependant que le commerce du coton se solde en France par un déficit, et que nos exportations n'arrivent pas à payer les achats de coton brut.

Avant de retracer l'évolution de ces chiffres au cours de ces dernières années, il est tout d'abord indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur les principaux facteurs qui conditionnent cette industrie en France, et qui la caractérisent par la physionomie toute particulière qu'ils lui donnent.

(1) Etant donné la faible valeur des produits cotonniers, ce chiffre d'affaires est évidemment inférieur à ceux qu'atteignent l'industrie de la laine (18 à 20 milliards) et surtout celle de la soie.

I. — CARACTÈRES PRINCIPAUX

La dispersion géographique semble être au premier chef une caractéristique essentielle de cette branche de l'activité nationale.

A la suite d'une longue évolution se rattachant à l'histoire politique et économique de notre pays, et qui a déjà fait l'objet de nombreux ouvrages (1), l'industrie cotonnière se trouve répartie aujourd'hui dans cinq grandes régions dont le tableau ci-dessous fait, pour chacune d'elles, ressortir l'importance :

Régions	Broches		Métiers		Machines
	à filer	à retordre	méca- niques	à bras	à imprimer
Est (Meurthe-et-Moselle, Vosges, Belfort, Haute-Saône, Doubs)	3.233.000	127.000	80.600		35
Alsace	1.863.000	174.000	38.200		157
Nord (Centre de Lille).....	1.637.000	787.000			
— (Centre de Roubaix-Tourcoing)	1.372.000	240.000	6.300		—
Saint-Quentin	—	—	3.700	3.000	—
Amiens	—	—	6.500	1.000	—
Normandie et Ouest.....	1.640.000	109.000	36.900	1.800	62
Loire et Rhône.....	—	—	24.900	2.300	—
Diverses	509.000	62.700	3.000		32
Totaux.....	10.254.000	1.500.500	200.100	8.100	286

Ces différences dans la répartition de l'outillage annoncent déjà à elles seules des différences parallèles aussi bien dans la production que dans la structure commer-

(1) J. Randon de Grolier, *L'Industrie Cotonnière dans les Vosges*, thèse, Paris, 1931 ; Laufenburger et Pfimlin, *L'Industrie de Mulhouse*, Paris, 1932.

ciale des entreprises, dans la nature ou la qualité de la main-d'œuvre comme dans les relations existant entre patrons et ouvriers.

« La production cotonnière française, écrit M. Oualid, n'est point marquée comme la production anglaise par une grande spécialisation des usines. Elle fabrique toute la gamme des articles destinés aux clientèles les plus variées, depuis le tissu lourd et grossier que consommera l'indigène de nos colonies jusqu'aux broderies fines et aux linons légers dont se vêtira la mondaine élégante. La spécialisation, dans la mesure où elle existe, est une spécialisation géographique, chacun des grands centres cotonniers ayant sa production de prédilection, qui n'exclut d'ailleurs pas nécessairement les autres » (1).

C'est ainsi que si le Nord est plus spécialisé dans la filature, le centre de Roubaix-Tourcoing se consacre à la fabrication des gros numéros, tandis que celui de Lille produira surtout des fils fins employés à la confection des tissus légers, les fils à coudre venant principalement des usines alsaciennes.

En ce qui concerne le tissage, les Vosges se consacrent presque exclusivement aux articles classiques, destinés pour beaucoup à l'exportation coloniale. Si l'Alsace manifeste plus de diversité, la Normandie produit surtout des tissus lourds, tandis que Roanne est spécialisé dans les articles fantaisie tissés en fils teints.

Mais, à vrai dire, cette diversité de la production résulte bien plus encore des besoins auxquels notre industrie se trouve avoir à répondre. Les exigences d'un marché intérieur plus que tout autre soumis aux influences de la

(1) W. Oualid, *L'Industrie Cotonnière*. Rapport présenté au Conseil National Economique. Supplément au *Journal Officiel*, 26 avril 1932.

mode et d'une clientèle coloniale répartie sur le monde entier gênent considérablement, même au profit de quelques-uns, une unification définitive des articles manufacturés.

Ce phénomène contribue également à expliquer, dans une certaine mesure, la résistance que semble opposer l'industrie cotonnière française aux tendances modernes de concentration qui exigent avant tout une certaine uniformité du produit.

Sans doute certaines complications techniques qui ne sont pas spéciales à la France empêchent-elles cette industrie, moins d'ailleurs que les autres branches textiles, de voir augmenter l'importance des entreprises au dépens de leur quantité. Cependant, la France, avec 1.324 établissements dont la moitié occupe moins de cinquante ouvriers et les deux tiers moins de 200, ne réalisant par ailleurs qu'une moyenne de 30.000 broches par filature, et n'ayant que les deux cinquièmes de son outillage intégrés dans des entreprises groupant à la fois filature et tissage (1), apparaît nettement dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'étranger.

Là encore, d'ailleurs, il est intéressant de noter que ces chiffres ne s'appliquent pas indistinctement à toutes nos grandes régions cotonnières. C'est ainsi que les 2.400.000 broches (1.600.000 à filer et 800.000 à retordre) du centre de Lille sont réparties dans 25 usines seulement, soit une moyenne de 80.000 broches par usine (2), alors que l'Alsace arrive tout juste à 30.000 avec 67 établissements de filature groupant en tout 2.100.000 broches (3). Dans

(1) W. Oualid, *id.*

(2) N° spécial de la *Réforme économique*, mars 1931 : *Le Coton*.

(3) MM. Laufenburger et Pfimlin, *Cours d'Economie alsacienne*, t. II : *L'Industrie de Mulhouse*, Paris, 1932,

les Vosges, l'importance des entreprises est certainement plus faible encore et leur nombre plus considérable.

Cette multiplicité des petites entreprises s'accompagne, là où elle existe, d'un mode d'exploitation familial qui semble en être également la raison, et qui constitue un deuxième trait particulièrement caractéristique de notre industrie cotonnière.

Le caractère personnel de ces entreprises, à l'origine, est dû sans aucun doute à l'ancienneté et à la facilité relative de leur établissement (1). Sa survivance, malgré l'orientation générale de la grande industrie vers la forme anonyme à la fois plus forte et moins dangereuse, ne s'explique guère, cependant, que par la persistance chez nos chefs d'industrie d'un tempérament spécial, conservé à l'abri du traditionalisme de certaines de nos provinces. Que ce soit chez les industriels normands, chez ceux des hautes vallées des Vosges, ou parmi l'aristocratie protestante de Mulhouse, ce tempérament se traduit le plus souvent à la fois par un individualisme farouche et par un esprit de caste des plus fermés qui s'opposent à toute intrusion étrangère dans les vieilles affaires de famille, voire même à toute entr'aide mutuelle. Cette physionomie si curieuse de la plupart de nos industriels du textile, admirablement dépeinte par André Maurois (2), issu lui-même d'une famille identique d'industriels lainiers, et à laquelle MM. Laufenburger et Pflimlin consacrent la moitié de l'étude qu'ils viennent de publier sur l'industrie de Mulhouse, se retrouve à l'origine d'un certain nombre de particularités économiques et sociales surtout, sur lesquelles nous aurons à revenir au cours de ce travail.

(1) Voir p. 40.

(2) Dans son roman *Bernard Quesnay*.

Le nombre très restreint pour l'industrie cotonnière des grandes sociétés dont les actions sont souscrites par le public ou cotées en bourse ne fait que souligner ce qui vient d'être dit. Il n'en est pas moins vrai cependant qu'à l'heure actuelle 82 % de l'outillage appartient à des sociétés anonymes ou à responsabilité limitée. « Mais, fait observer M. Oualid, il faut surtout voir en ces transformations juridiques un désir d'échapper à certaines obligations fiscales particulièrement lourdes, et notamment au refus de l'administration d'autoriser les entreprises individuelles à mettre en réserve une partie de leurs bénéfices sans les taxer à l'égal des profits distribués. Si bien que la totalité des sociétés à responsabilité limitée et la majorité des sociétés anonymes demeurent encore des entreprises personnelles de fait, car elles restent sous l'autorité du groupe familial autrefois associé en nom collectif ».



Dispersion géographique et diversité parallèle dans la structure des entreprises avec prédominance du caractère familial expliquent les différences qui existent également, suivant les régions, dans la nature et la qualité de la main-d'œuvre et dans les relations du patronat avec cette dernière.

Le Nord s'oppose encore à cet égard aux autres centres cotonniers. La concentration de l'industrie dans de grandes villes fortement peuplées facilite l'organisation syndicale, aussi bien parmi les salariés que chez les employeurs « qui ont pris, vis-à-vis de ces derniers, une attitude de résistance et de lutte, tempérée par un paternalisme fondé sur toute une série d'œuvres sociales : indemnités de

cherté de vie, caisses d'assurances maladie, crèches, écoles ménagères, sociétés de sports, de musique, habitations et jardins ouvriers et surtout allocations familiales » (1).

Ces interventions n'ont cependant pas empêché des conflits graves de se produire, provoqués par les exigences ou les résistances des organisations ouvrières dont l'importance est toujours allée croissante en face du développement de l'action syndicale patronale (2).

Il en est de même dans tous les centres fortement industrialisés : à Roanne, dans le Territoire de Belfort, à Rouen, où le pourcentage des ouvriers syndiqués est en moyenne de 15 à 20 % (3). Il est à remarquer que cette proportion reste bien inférieure à celle des autres industries. Cela tient d'une part à la multiplicité des fabrications (coton, laine, lin) peu favorable à la cohésion des travailleurs à l'intérieur d'un même syndicat, mais surtout à la prédominance, dans cette industrie, de l'élément féminin qui atteint 62 % de l'effectif ouvrier et qui est naturellement moins porté à s'intéresser à la vie corporative (industrie de la laine 45 % seulement).

Dans les Vosges, cependant, cette proportion d'ouvriers

(1) W. Oualid, *rapport cité*.

(2) Il est intéressant de noter les observations identiques relevées par MM. Laufenburger et Pfimlin en ce qui concerne la région de Mulhouse : les auteurs font remarquer que le déclin de l'influence puritaine, caractérisée jusque-là par un abstentionnisme total dans le domaine social, provoque l'apparition de groupements corporatifs en même temps que celle d'une politique naissante d'intervention.

(3) 22 % pour le département du Nord ;

18 % pour le territoire de Belfort ;

16 % dans la Loire (Oualid, *rapport cité*).

Ces chiffres sont d'ailleurs imprécis, car les statistiques groupent indistinctement tous les ouvriers du textile, coton, laine, chanvre, lin, etc., qui font partie des mêmes syndicats.

syndiqués n'est plus que de 1,5 %. C'est qu'ici l'industrie disséminée le long des vallées dans des villages groupant au plus trois ou quatre usines, utilise une main-d'œuvre essentiellement rurale. Les relations des employeurs avec leur personnel « offrent un caractère presque familial, du fait que l'usine est souvent située à côté de la maison du patron et que les fabriques du coton perpétuent à notre époque l'usine d'autrefois où l'employeur connaissait individuellement ses ouvriers » (1).

Cette sollicitude patronale à laquelle répond une confiance quelquefois surprenante de la part des ouvriers, et qui est dans bien des cas facilitée par les fonctions de maire auxquelles sont souvent appelés les industriels locaux, rend moins indispensable de la part de ceux-ci une action sociale qui, de fait, est extrêmement réduite.

Lés conflits du travail sont peu fréquents : et M. Oualid signale que, de 1927 à 1928, sur 136 conflits auxquels prenaient part 68.367 grévistes dans l'industrie textile, le département des Vosges enregistrait une seule grève intéressant un établissement unique et 110 ouvriers seulement.

Le syndicalisme patronal reflète d'ailleurs lui-même cette diversité géographique ainsi que l'individualisme des chefs d'entreprise. « Son organisation, note M. Oualid, comporte essentiellement, en dehors de groupements représentant spécifiquement les industries du finissage, un ou deux syndicats par région de production, suivant que la filature et le tissage y sont représentés globalement ou séparément ».

Ces groupements régionaux sont à l'heure actuelle au nombre de treize, tous rattachés au Syndicat Général de

(1) Oualid, *rapport cité*.

l'Industrie Cotonnière situé à Paris. Ce dernier, qui s'occupe « de l'étude et de la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux de l'industrie cotonnière », s'assigne également pour objet, aux termes de la loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels « toute opération pouvant être faite en commun, directement ou non, par les membres du syndicat et comprenant notamment, en ce qui concerne les matières premières et tous objets nécessaires à leur industrie : l'achat, la réception, la répartition, l'expédition et généralement tout ce qui pourrait s'y rattacher ».

Son Comité de direction, assisté des Comités spéciaux de la Filature, du Tissage et du Finissage, exerce, dans de nombreux domaines, une activité laborieuse dont nous aurons l'occasion, à plusieurs reprises, d'apprécier les différentes manifestations.

Il participe enfin aux travaux de la Fédération Internationale Cotonnière fondée en 1904 à Manchester, et qui, groupant les représentants de vingt et une nations, constitue sur le plan international l'un des organes corporatifs les mieux documentés et les plus compétents.



On ne saurait trop insister sur l'importance que prennent ces facteurs psychologiques qui commandent la vie de l'industrie cotonnière française, en période de crise surtout, et sur l'influence qu'ils ont exercé par là même au cours de son évolution depuis la guerre.

Si cette évolution a d'ailleurs reflété dans l'ensemble les tendances qui ont caractérisé celle des industries similaires des pays du continent, certains de ses aspects parti-

culiers ont contribué cependant à retarder les effets de la crise en même temps qu'ils en atténuaient la violence, tandis que d'autres, au contraire, faisaient prévoir une dépression plus longue et craindre un réajustement plus difficile de la situation.

II. — EVOLUTION

Le retour de l'Alsace à la France, en 1918, créait pour l'industrie cotonnière du pays tout entier une situation nouvelle.

A vrai dire, les conditions assez défavorables imposées par les Allemands à la production Mulhousienne n'avaient pas favorisé depuis 1871 le développement d'un outillage déjà considérable à cette date. Et c'est 1.800.000 broches, dont 100.000 à retordre, avec 46.000 métiers, que cette province ramenait à la mère patrie — qui s'était vue dépossédée, lors de l'annexion, de 1.400.000 broches environ et de 29.000 métiers. Cette progression plus forte des métiers s'expliquait par le fait qu'avant 1870 les filateurs du Haut-Rhin avaient trouvé avantage à installer leurs tissages (occupant relativement plus d'ouvriers) dans les Vosges, où la main-d'œuvre était moins coûteuse.

Mais, au cours de ces quarante années, les progrès avaient été beaucoup plus rapides en France même. La migration qui s'était produite de l'Alsace vers les Vosges et l'Est de la France avait porté l'outillage de cette seule région cotonnière de 400.000 broches en 1870 à 2.970.000 en 1912, et de 20.000 métiers environ à plus de 50.000 pour le tissage. A cette date, la France possédait 7 millions et demi de broches et 150.000 métiers : ayant peu à peu conquis son marché intérieur, elle exportait déjà une fraction importante de sa production.

Les problèmes graves que soulevait, dans ces conditions, après les hostilités, un accroissement brusque de l'outillage de 25 % pouvaient à juste titre faire prévoir un arrêt momentané dans le développement futur des moyens de production ainsi augmentés.

L'Industrie Cotonnière Française se trouvait en outre dans la nécessité de reconstruire tout d'abord les usines sinistrées du fait de la guerre, dont le matériel était évalué environ à deux millions de broches, tant pour la région du Nord, qu'en Alsace recouvrée.

Néanmoins, après avoir constaté que la remise en marche de cet outillage a été effectuée dans sa presque intégralité au cours des premières années qui ont suivi la guerre, les statistiques, malgré leur imprécision, font ressortir en 1929 une augmentation nouvelle de 10 % sur les chiffres de 1919.

Le nombre des broches passe de 9.300.000 — compte tenu des unités sinistrées, naturellement — à 10.200.000, et celui des métiers de 180.000 à 200.000. Cet accroissement d'un tiers depuis 1914 (7.500.000 broches et 150.000 métiers) est supérieur à tous ceux qu'ont enregistré dans le même temps les grands pays industriels européens et américains.

★ ★

Cette augmentation quantitative n'a pas été en outre sans une certaine amélioration de la valeur technique du matériel. Déjà avant-guerre les usines cotonnières, sous ce rapport, étaient loin d'être en retard sur l'étranger. Le développement récent entre 1900 et 1914 surtout, de l'industrie vosgienne, lui avait fait adopter à cette époque les perfectionnements les plus modernes. L'Alsace, par

ailleurs, s'était plus attachée, au cours de l'annexion, à rajeunir son outillage qu'à en accroître la quantité, et, en 1914, le nombre des broches de métiers continus dépassait largement celui des broches de renvideurs (1).

La restauration des usines dévastées avec un matériel entièrement neuf a également contribué à moderniser notre industrie du Nord, la Filature Lilloise en particulier, où 20 % des broches seulement étaient restées intactes. Enfin, au cours de la dernière décade, sans parler des constructions nouvelles, une substitution s'est effectuée dans les anciens établissements eux-mêmes, au détriment des métiers self-acting dont le nombre de broches passe de 4.217.000 en 1923 à 3.545.000 en 1929, alors que celui des broches de continus monte dans le même temps de 5.383.000 à 6.709.000, portant leur proportion à 66 % du total.

Ce pourcentage, bien qu'inférieur à ceux des pays économiquement plus jeunes — 80 % en Belgique et en Italie, 95 % aux Etats-Unis — place la filature française dans une situation privilégiée par rapport à celle de l'Angleterre (24 %) et même de l'Allemagne (59 %).

En tissage, les progrès ont été moins considérables. S'il ne reste plus que 8.000 métiers à bras sur les 25.000 qui existaient encore après la guerre, l'équipement des usines en métiers automatiques n'a pas atteint le développement qu'il a eu dans d'autres pays, et c'est à une proportion de 9 % seulement de l'effectif total qu'arrivent les 18.000 métiers de types « Northrop » ou similaires possédés par les industriels français (2).

(1) Laufenburger et Pfimlin, *op. cit.*

(2) Allemagne 10 %, Italie 20 %, Suisse 18 %, Etats-Unis 80 %, Canada 55 %.

Quoiqu'il en soit, il résulte des chiffres qui précèdent que la capacité virtuelle de production de l'Industrie Cotonnière Française s'est accrue depuis la guerre de 30 % environ, dont 20 à 25 % représentent l'appoint nouveau de l'outillage alsacien.

**

Il était peu probable, malgré tout, que la production effective ait augmenté dans les mêmes proportions. Et, de fait, les chiffres de la consommation de coton brut par les filatures françaises, d'après les statistiques de la Fédération Internationale Cotonnière qui constituent la seule base précise d'évaluation, sont loin d'accuser une progression identique.

Dates.....	1913	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Milliers de Balles	1023	725	1008	1179	1063	1122	1179	1182	1180	1227

Il résulte de ces chiffres que les importations de matières premières n'ont dépassé le niveau d'avant-guerre qu'à partir de 1923-24, la plus forte augmentation enregistrée depuis n'étant que de 15 % environ en 1929 sur la moyenne 1912-14. Ce léger accroissement se traduit encore par une diminution relative de la production réelle, si l'on prend comme point de comparaison le seul qui soit rationnel, c'est-à-dire, pour 1913, le chiffre global de la production française et de la production alsacienne.

	Filés (tonnes)	Tissus (pièces de 100 m.)
1913 (Alsace non comprise)...	200.000	13.300.000
1913 (Alsace comprise).....	249.000	16.800.000
1926	238.200	13.400.000
1927	229.100	12.386.000
1930	246.200	12.489.000 (1)

(1) W. Oualid, *rapport cité*.

Les données ci-dessus sont d'ailleurs confirmées par le ralentissement du rythme auquel travaille l'outillage, tel qu'il ressort des indices mensuels de production par broche et par métier publiés par le Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière,

	Filature (kgs)	Tissage (pièces de 100 m.)
1913	3.220	7.7
1926	2.820	7.
1927	2.540	6.37
1928	2.767	6.47
1929	2.735	6.49

ou des indices semestriels de la Fédération Internationale.

Consommation annuelle en balles par 1.000 broches

1913	1920	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
136,49	87,13	127,07	113,88	119,33	124,37	123,86	121,85	124,79

Cependant, une première remarque s'impose : il est nécessaire, pour l'interprétation correcte de ces chiffres, de tenir compte de la tendance générale déjà signalée vers une amélioration des qualités traitées, tendance à laquelle la France n'a pas échappé. Il s'ensuit qu'une diminution du poids de matière première n'entraîne pas nécessairement une réduction identique de la valeur ou du métrage des produits fabriqués.

Les statistiques confirment, dans une certaine mesure, ces observations : c'est ainsi qu'elles accusent tout d'abord des changements dans la provenance du coton consommé par la filature :

	Etats-Unis	Egypte	Indes	Divers
1913.....	79 %	8 %	10 %	3 %
1930.....	62 %	10 %	19 %	9 %

La proportion de coton américain marque une régression au profit des cotons égyptiens et de provenances

diverses, en général de qualité meilleure. La progression du coton des Indes s'explique par la substitution, pour une raison de prix, des qualités les plus élevées de ce pays aux qualités les plus basses des Etats-Unis.

De même, le nombre des broches filant le coton égyptien est passé de 2 millions environ en 1920 — compte tenu du matériel détruit — à 2.600.000 en 1929.

★★

Quoiqu'il en soit, une réduction de la production, pour autant qu'elle en ait été ainsi atténuée, n'en reste pas moins flagrante.

« Ses causes peuvent être analysées en deux séries, l'une tenant aux conditions mêmes de la production, l'autre aux conditions de la consommation » (1).

L'abréviation légale de la journée de travail a eu certainement en France des répercussions plus fâcheuses qu'ailleurs, en raison de la pénurie croissante de main-d'œuvre qui affecte toutes nos industries nationales. Cette insuffisance s'est particulièrement aggravée depuis que l'effet du déficit extraordinaire des naissances résultant de la guerre est venu s'ajouter au déficit malheureusement permanent de la natalité française ; elle se traduit dans l'industrie cotonnière par un « chômage technique », évalué en période d'activité normale à 6 % des broches et 12 % des métiers (2).

Le chiffre élevé de ces pourcentages, qui dans bien des

(1) W. Oualid, *rapport cité*.

(2) M. Angliviel de la Beaumelle, délégué du Syndicat Général de l'Ind. Cot., « Causes de la dépression dans l'Industrie Cotonnière Française ». Rapport présenté au Congrès de la Fédération Internationale Cotonnière, Paris, 1931.

cas atteint 20 et 25 %, s'explique également ici par l'instabilité d'une main-d'œuvre essentiellement féminine « pour qui l'activité industrielle est intermittente et s'exerce surtout dans la jeunesse ou après l'établissement des enfants ».

« Par ailleurs, notamment dans les Vosges, les conditions d'emploi de la main-d'œuvre textile, son caractère mi-agricole mi-industriel, son habitat, ses mœurs, son particularisme, son caractère traditionnel et familial, l'isolement des centres industriels, la crainte chez les employeurs de voir une main-d'œuvre venue de l'extérieur modifier une mentalité et une existence quasi-patriarcale... toutes ces raisons expliquent la faiblesse du nombre des étrangers employés dans l'industrie textile, par contraste surtout avec d'autres industries » (1).

C'est ainsi que l'appoint des ouvriers venant du dehors, exception faite des usines situées en bordure de la frontière belge, n'atteint pas en moyenne 2 % de la main-d'œuvre cotonnière.

Cette pénurie de travailleurs, dont les inconvénients se retrouveront souvent, a eu pour résultat en France d'empêcher l'organisation du travail en plusieurs équipes. Dans quelques rares usines de filature ou de tissage seulement, la production a pu ainsi rattraper et dépasser le taux d'avant-guerre, que l'instauration de la journée de huit heures avait fait baisser partout ailleurs dans de notables proportions.

Les autres industriels, devant la difficulté d'accroître le rendement horaire d'un matériel déjà très perfectionné, ou d'une main-d'œuvre à qui les salaires à la tâche avaient depuis longtemps fait rendre le maximum, n'ont

(1) W. Oualid, *ibid.*

pu que mettre à profit les dispositions des règlements d'administration publique qui presque partout toléreraient un supplément annuel de 150 heures, ou augmenter alors le nombre de leurs unités productives.

Si l'on estime à 15 % la réduction de production entraînée par la diminution légale des heures de travail, — 51 heures par semaines au lieu de 60 avant-guerre, — et à 5 % celle qui résulte de l'arrêt forcé d'un certain nombre de machines dû à la pénurie de main-d'œuvre, on peut évaluer à 20 % la part de l'accroissement d'outillage qui n'a servi qu'à réajuster le niveau de la production en face des conditions nouvelles qui lui étaient imposées.

On s'explique dès lors, dans une certaine mesure, que le retour de l'Alsace ne se soit pas traduit par une crise que beaucoup redoutaient. Il n'en était cependant pas moins grave de conséquences car, s'il remettait l'industrie cotonnière française en état de livrer une quantité de produits égale à celle de 1913, cette production se trouvait grevée d'une part de frais généraux qui dépassait presque du quart celle qui entraînait à cette époque dans son prix de revient. Ce résultat paraissait d'autant plus grave qu'il allait être nécessaire d'exporter une fraction de plus en plus importante de cette production, étant donné la diminution enregistrée sur la consommation du marché intérieur.

Il est une fois de plus extrêmement difficile de chiffrer cette consommation et par conséquent d'en mesurer les variations.

Il n'est pas moins certain cependant que le marché français a obéi, à cet égard, aux tendances déjà mentionnées qui se traduisent par un recul de la consommation de cotonnades dans les pays à civilisation avancée. Il est

même probable que la clientèle française, plus sollicitée et plus influencée qu'aucune autre par des changements de mode qu'elle est la première à provoquer, a réduit sa demande davantage encore, ne réservant qu'à des tissus plus fins ou mélangés la part de ses besoins que les articles de soie ne pouvaient satisfaire.

Malgré les gains réalisés par ailleurs du côté des débouchés industriels, ou par suite de la substitution du coton au lin pour certaines catégories d'articles tels que mouchoirs, draps, linge de table, linge d'office etc., « la consommation de tissu de coton par tête d'habitant demeure actuellement inférieure en France de 20 % environ (en poids) à ce qu'elle était en 1913 » (1).

On arrive même, en retranchant les exportations de tissus des chiffres additionnés de la production et des importations, à constater sur les chiffres d'avant-guerre, compte tenu de la consommation alsacienne, un pourcentage de diminution variant entre 30 et 40 % (2).

Il était donc indispensable, dans ces conditions, qu'un contingent plus important trouvât, à l'extérieur, des débouchés dont l'accroissement seul pouvait entraîner une progression dans la quantité des produits fabriqués.

Malheureusement, notre industrie paraissait fortement handicapée par le poids de l'outillage supplémentaire dont elle avait été dotée, au regard surtout des pays dont le seul souci était de réduire le plus possible leurs prix de revient, plus particulièrement en augmentant le rendement de leur matériel par un travail plus intensif.

(1) Angliviel de la Beaumelle, *rapport cité*.

(2) Ces calculs, effectués par M. Oualid, seraient les seuls rationnels s'ils ne portaient pas d'un chiffre de production trop imprécis, généralement sous-estimé par les industriels peu soucieux de faire connaître à leurs voisins le montant réel de leurs ventes.

Comment, dès lors, expliquer que les industriels aient pu trouver au cours de cette dernière décade des débouchés suffisants et suffisamment rémunérateurs pour leur permettre d'accroître leur production en augmentant encore le nombre des broches et des métiers ?



L'industrie cotonnière française a bénéficié, à vrai dire, au cours de ces dernières années, d'une prospérité incontestable dont les étapes principales peuvent être facilement dégagées par une étude impartiale des circonstances chronologiques qui l'ont servie d'une façon si heureuse.

Certes, les comptes rendus des assemblées annuelles du Syndicat Général, trop souvent pessimistes, ne sauraient à eux seuls donner cette impression. Peut-être cet organe corporatif reflète-t-il d'une façon un peu trop partielle les doléances des industriels toujours prêtes à s'exprimer. Plus probant, semble être à cet égard, le travail récent de MM. Laufenburger et Pflimlin qui retrace plus objectivement la période d'essor qui a favorisé le développement de l'industrie mulhousienne depuis la désannexion.

L'Alsace, cependant, plus que toute autre région cotonnière, pouvait s'inquiéter à juste titre du changement nouveau qu'elle allait être obligée d'apporter à l'orientation d'une production dont la presque totalité — 95 % — était en 1914 absorbée par le marché allemand.

Nous avons vu comment, au début, la destruction des usines du Nord d'une part, et l'application de la loi de huit heures, en écartant la menace de la surproduction,

avaient contribué à éviter à l'Industrie Cotonnière Française toute entière les troubles qu'elle avait pu craindre.

D'ailleurs, des dispositions avaient été prises au traité de Versailles en vue de favoriser l'industrie mulhousienne. L'article 68 fixait à 40.000 tonnes — chiffre égal en principe à la moyenne des expéditions effectuées de 1911 à 1913 en Allemagne — la quantité annuelle de produits cotonniers de provenance alsacienne qui pouvaient pendant cinq ans bénéficier de la franchise douanière à son entrée sur le marché allemand.

De fait, en raison de la situation alors désastreuse de ce dernier, cette stipulation n'a eu pour l'industrie textile qu'une utilité très restreinte. Mais l'absence de protestations énergiques de notre part contre l'inobservation de cette clause montre suffisamment que notre industrie pouvait se passer, en partie, des avantages que ce régime comportait.

En 1924, cependant, le marché allemand avait absorbé plus de 8.000 tonnes de filés et 20.268 tonnes de tissus, soit plus de 30 % de notre exportation totale de cotonnades. Il était à craindre, dans ces conditions, que l'extinction de ce régime de franchise douanière ne se traduisit par une crise sérieuse pour notre industrie.

Il prit fin le 10 janvier 1925, sans qu'aucun accord commercial fût intervenu entre la France et l'Allemagne. Mais « l'année 1925 a vu malgré tout un remarquable redressement de l'industrie textile de Mulhouse, qui a suivi quelques semaines seulement de ralentissement des affaires et de chômage partiel ».

« L'industrie intéressée, poursuivent MM. Laufenburger et Pflimlin de qui vient cette affirmation, le doit à ce que, par son excellente technique et sa puissante

organisation commerciale, elle a pu conserver en partie son débouché vers l'Allemagne et s'en ouvrir ou élargir de nouveaux en France, dans nos Colonies, dans l'Europe Centrale et Orientale. Or, ce résultat était obtenu à une époque où l'outillage détruit du Nord et de l'Est était à peu près reconstruit. Mais il convient de remarquer qu'il a été facilité, notamment pour l'exportation, par la dépréciation du franc, qui avait d'ailleurs déjà produit une sorte de « dumping de change » dans les années précédentes ; beaucoup d'acheteurs étrangers spéculaient à la baisse du franc, qui était souvent plus déprécié au jour du règlement qu'à celui de la conclusion du marché.

« En 1926, la chute du franc a produit une excitation fâcheuse de la production, heureusement tempérée par la prudence des industriels qui, pendant la période de chute accélérée de la devise nationale — juillet-août 1926 — ont refusé la plupart des commandes et évité la formation de stocks, cause principale de la crise de 1921 ».

Les importations de coton brut se sont élevées en 1925 à 325.000 tonnes, en augmentation de 14,43 % sur le chiffre de 1924 et de 21,72 % sur celui de 1913. La production s'est élevée également à 225.000 tonnes de filés environ et 11.985.000 pièces de tissu écru, accusant ainsi une augmentation de 3,68 % pour le fil et de 4,21 % pour le tissu par rapport aux chiffres déjà favorables de 1924 (1).

Les exportations ont enregistré néanmoins une baisse sensible du fait que la fermeture du marché allemand n'a pas été compensée intégralement par les débouchés nouveaux. Et ce sont 547.944 quintaux de tissu seulement

(1) Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière. Rapport annuel, 1926.

que notre industrie expédie hors de France, contre 671.319 en 1924, les exportations vers l'Allemagne étant tombées de 202.684 à 53.055 quintaux.

Le marché intérieur a d'ailleurs suppléé largement à cette défection, en raison surtout de la stabilité relative des prix du coton qui se sont maintenus jusqu'en avril 1926 entre 600 et 700 francs malgré une hausse de 50 % déjà enregistrée par le dollar entre juin 1925 (21 francs) et avril 1926 (30 francs) (1).

Les cours du coton, cependant, malgré leur tendance à la baisse en Amérique, n'ont pas échappé en France aux violentes fluctuations de change qui ont caractérisé l'année 1926. S'élevant à 1.163 francs en juillet, ils se sont effondrés ensuite à 442 francs en décembre, paralysant dans leur chute toutes les transactions qui avaient été particulièrement stimulées au cours du premier semestre.

Si cette défaillance momentanée du marché intérieur s'est traduite par un léger ralentissement de l'activité industrielle durant l'hiver 1926-27, le développement progressif des exportations, tant sur l'étranger que sur les colonies, a évité à l'industrie les conséquences fâcheuses que la revalorisation rapide de notre monnaie aurait pu entraîner. Malgré l'importance de plus en plus restreinte de nos ventes en Allemagne, qui sont tombées à 11.785 quintaux pour les tissus, le chiffre global de nos exportations repassait de 554.000 quintaux à plus de 603.000, les colonies enregistrant à elles seules une augmentation de 25 %.

Cependant, le fait que le marché allemand restait pres-

(1) *Ibid.*

que inaccessible pour nos produits n'était pas sans présenter de graves inconvénients, « d'autant plus que depuis la revalorisation du franc, la faculté d'absorption du marché français était en voie de diminution, tandis que celle du marché allemand était redevenue très forte » (1).

Par ailleurs, si l'outillage français accusait, à la faveur de toutes ces circonstances, une progression des plus sensibles, l'Allemagne à l'abri derrière ses barrières douanières avait peu à peu reconstitué ses forces productives d'avant-guerre, qui redépassaient 11.000.000 de broches en 1927 — contre 11.400.000 en 1914.

Il était donc urgent qu'un accord intervint pour mettre fin dans l'un et l'autre pays à une politique « dont les conséquences n'auraient sans doute pas tardé à se faire jour sous forme de surproduction et de concurrence ruineuse » (2).

Le traité de commerce signé au mois d'août 1927 par la France et l'Allemagne, et devançant finalement l'établissement d'un tarif dont le vote avait été longtemps attendu du Parlement, réalisait sur les articles de coton un abaissement de taux d'environ 30 %, en même temps qu'il faisait bénéficier les produits français de la clause de la nation la plus favorisée.

Cette modification des droits de douane, coïncidant avec une période d'activité commerciale intense chez nos voisins, se traduisit instantanément par une reprise sérieuse de nos exportations vers ce marché, comme en témoignent les deux tableaux récapitulatifs ci-après :

(1) Laufenburger et Pfimlin, *op. cit.*

(2) *Ibid.*

EXPORTATION DE FILES

Q. M.	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Total.....	151.814	83.278	160.243	102.894	71.423	304.767	236.475	161.472
Allemagne ...	102.376	26.169	81.582	26.144	6.887	149.368	103.907	37.156

EXPORTATION DE TISSUS

	1913	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Algérie....	125.425	96.945	96.726	109.483	125.897	124.412	156.533	143.488	176.996
Colonies...	280.200	167.851	206.805	203.548	288.345	357.294	381.760	361.598	410.861
Allemagne.	—	122.646	38.725	202.684	53.055	11.785	129.179	76.915	20.252
Total gén.	553.536	437.073	446.974	671.319	554.065	615.496	784.191	732.119	670.067
% colonies. par rapport au total gé- néral.	50,6 %	38,4	46,2	33,2	52,	58,2	48,6	49,3	61,3

Ces importations massives de l'Allemagne, qui représentaient pour les filés un sixième de la production des filatures d'outre-Rhin, et pour les tissus un dixième de la production des tissages (1), eurent pour résultat d'engorger le marché qui dut restreindre sa demande dès 1928, mettant sa propre industrie dans une situation des plus difficile.

Cette fois encore, cependant, l'Industrie Cotonnière Française n'eut pas à souffrir de cette restriction. Elle retrouvait en effet un marché intérieur singulièrement assaini, dont les besoins étaient alors d'autant plus considérables que sa consommation, depuis le redressement financier de 1926, avait été réduite au minimum.

Cette circonstance marque le point de départ d'une nouvelle période de prospérité facile pour cette branche textile qui, délaissant les marchés étrangers malgré les

(1) Rapport du Comité des Associations Patronales des Filateurs Allemands au Congrès de la Fédération Internationale de Paris, 1931.

positions avantageuses qu'elle avait été à même d'y prendre au cours des années précédentes, se laisse gâter par un marché métropolitain en plein essor et par des colonies dont le développement lui procure des débouchés d'autant plus sûrs qu'ils lui sont réservés.

Les stocks qui, en 1927, avaient un peu gêné les trésoreries des industriels, sont rapidement résorbés et passent pour le tissage d'une moyenne de 907 mètres par métier en juillet 1927 à 607 en novembre 1928 et à 493 en septembre 1929. Les indices de production, qui n'avaient d'ailleurs pas fléchi sensiblement, accusent de même que les prix une tendance à la hausse, tandis que les carnets d'ordres sont en général remplis quatre ou cinq mois à l'avance.

★★

L'Industrie Cotonnière Française semblait donc se trouver, à la veille de la crise, dans une situation somme toute favorable.

Malgré les charges que fait peser sur ses prix de revient l'amortissement d'un matériel dont elle ne peut tirer qu'un rendement relativement restreint, du fait de la pénurie de main-d'œuvre qui en immobilise une partie, elle réussit à écouler une production importante et variée qui paraît lui assurer des profits satisfaisants.

Ceux-ci ont malheureusement servi au cours de ces dernières années à une augmentation irrationnelle de cet outillage déjà pléthorique. Ce phénomène paradoxal ne s'explique que par la structure toute particulière des manufactures de coton. L'individualisme outrancier des industriels se traduit par un manque total de cohésion et de compréhension de leur intérêt corporatif. Chacun veut développer ses moyens, non seulement aux dépens

du voisin, mais sans se préoccuper des conséquences probables d'une pareille expansion et des répercussions qu'elle peut avoir sur ses propres affaires.

Les marges de bénéfice assez restreintes dont ils se contentent finissent par constituer en fin d'année un revenu intéressant pour des chefs d'industrie travailleurs et peu dépensiers, en général seuls à la tête de leurs affaires et qui n'ont souvent aucun capital étranger à rémunérer. Par ailleurs, ces industriels se voient vite dans l'obligation, pour pouvoir se procurer le surcroît d'ouvriers qui leur est nécessaire, d'augmenter les salaires qui subissent de cette façon une poussée orientée mécaniquement vers hausse.

Une hausse corrélative des prix de revient s'ensuit, laquelle nécessite un renforcement de la protection douanière qui entoure déjà les principaux marchés de notre industrie.

Ce régime d'économie fermée, dont profitent ainsi un peu paresseusement nos établissements cotonniers, présente des avantages certains tant que ce marché protégé ouvre des possibilités qu'on a pu espérer illimitées.

La crise, cependant, allait mettre en lumière à la fois la fragilité de ces espoirs et les inconvénients de ce système qui, s'il contribue à rendre la situation moins difficile, risque d'en retarder longtemps l'assainissement.

DEUXIÈME PARTIE

Les Aspects de la Crise

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Les premières répercussions de la crise sur l'Industrie Cotonnière dans le monde

C'est précisément au moment où les industries européennes se trouvent dans la nécessité d'écouler à l'extérieur une partie de plus en plus considérable de leur production accrue, au moment où les Etats-Unis, leur marché intérieur devenu trop étroit, se tournent également vers d'autres débouchés, c'est au moment enfin où le Japon, ayant peu à peu conquis les marchés d'Extrême-Orient, essaie de concurrencer les autres grands pays industriels à l'intérieur même de leurs frontières, qu'apparaissent dans le monde économique les premiers symptômes de fatigue.

Sans parler des troubles politiques dont la continuité en Chine commençait à lasser la patience du Japon, et de l'Angleterre surtout, depuis la guerre à l'affût de la moindre reprise, la dépréciation de l'argent, accélérée

depuis 1925 (1), commençait à éprouver singulièrement le pouvoir d'achat des pays dont la monnaie restait basée sur la valeur de ce métal, lesquels constituent les marchés les plus importants en matière de cotonnades. La baisse des prix de gros, évaluée à 25 % entre 1925 et 1930, s'ajoutant à la précédente, affecte peu à peu la puissance d'absorption des grands pays agricoles.

La République Argentine, par exemple, déjà en 1927, n'exporte qu'à un prix moyen de 116 ce qu'elle vendait 100 en 1913, alors qu'elle est obligée d'acheter à 155 ce qu'elle payait 100 à la même date.

L'Angleterre au contraire, en 1929, importe à 134 contre 100 et exporte à 159, mais, alors qu'elle achète une quantité de produits de 36 % supérieure à celle de 1913, elle n'arrive plus à vendre que 87 % de ce qu'elle réalisait avant la guerre (2).

Le Lancashire ne payait fin 1929 pour son coton américain que 49 % de plus qu'en 1913, mais recevait encore 91 % de plus par yard de tissu, prix qui n'était déjà plus rémunérateur pour le fabricant (3).

L'industrie cotonnière anglaise, étant donné les difficultés qu'elle traversait depuis longtemps déjà, devait être la première, et plus que toute autre, touchée par la diminution de la consommation d'une clientèle à qui elle réservait encore la plus grosse partie de ses produits. La dépréciation des monnaies d'argent a été sans aucun doute

(1) Ce métal a baissé de 45 % de 1925 à 1930.

(2) Lescure, *op. cit.*

(3) D'après le rapport présenté au Congrès de la Fédération Internationale Cotonnière de 1931 par l'Association des Filateurs de Manchester.

pour elle le point de départ de la crise violente où elle sombre en ce moment.

Ses importations de coton brut, qui étaient passées de 3.022.000 balles pour l'année cotonnière 1925/26 à 2 millions 800.000 en 1928/29, tombent à 2.465.000 en 1929/30 et à 1.964.000 en 1930/31 (1).

La production de filés en 1930 était de 28 % en dessous de celle de 1929, alors que l'index général de production de l'ensemble des industries britanniques ne fléchissait que de 8 %. Mais, tandis que la part de cette diminution imputable à la réduction des achats du « home market » était de 20 %, celle due à la régression des exportations s'élevait à 23 % (2).

Cependant, la consommation mondiale de coton brut, malgré les répercussions graves de la crise qui partout se généralisait, est loin d'accuser des pertes aussi considérables. Atteignant encore en 1928/29 le chiffre élevé de 25.882.000 balles, elle passait en 1929/30 à 25.209.000 balles et 22.488.000 pour l'année 1930/31, ne baissant que de 14 % en deux ans.

★ ★

Cette constatation assez surprenante s'explique tout d'abord par les mêmes considérations qui ont permis d'analyser le ralentissement de cette consommation au cours des années précédentes. « La crise, dans les conditions où elle se présente chez les peuples les plus évolués, découronne en quelque sorte le pouvoir d'achat des clientèles de leurs éléments les plus facultatifs : le pro-

(1) Statistiques de la Fédération Internationale Cotonnière.

(2) *The Cotton Industry since the War*, op. cit.

duit de luxe est le premier et le plus directement touché » (1).

Il est normal par conséquent que le coton, restant le textile de base de l'industrie de première nécessité qu'est l'industrie du vêtement, ne soit pas touché dans les mêmes proportions que les produits les plus atteints par la dépression.

Par ailleurs, si les industries de certains pays se resentaient déjà avant 1929 d'un malaise certain, comme en Angleterre ou aux Etats-Unis, d'autres au contraire n'ont pas souffert immédiatement, ni avec autant d'intensité, d'une crise qui s'est déclanchée après coup. C'est le cas de plusieurs pays du vieux continent, et du Japon qui n'a ressenti que beaucoup plus tard, sur les marchés d'où il avait réussi à évincer la concurrence européenne, les effets d'une fabrication locale dont le développement comme aux Indes ou en Chine n'a été qu'à peine ralenti.

C'est donc, semble-t-il, très indirectement et avec des différences marquées que les industries du coton ont été atteintes par les répercussions de la crise générale qui a eu surtout pour effet d'accuser les changements survenus dans les pouvoirs concurrentiels des principales d'entre elles, et de mettre définitivement en lumière l'inutilité des sacrifices consentis par certaines pour conserver, en dépit de toute évidence, des positions depuis longtemps chancelantes.

Toutes, cependant, ont été touchées de la même façon par la baisse des prix du coton brut, qui a certainement contribué, au milieu de la dépression actuelle, à en ralentir la consommation davantage encore que le marasme même engendré par la paralysie universelle des affaires.

(1) Siegfried, *rapport cité*.

CHAPITRE PREMIER

La Crise du Coton

Le coton, en effet, n'avait pas échappé au mouvement général qui orientait les prix des matières premières vers la baisse.

La crise du coton, qui ne se rattache à la crise des industries cotonnières que par ses conséquences, mais qui à ce titre mérite de retenir notre attention, a eu également pour cause essentielle un déséquilibre entre la production et la consommation.

Si la moyenne des récoltes de 1925 à 1930 n'est guère que de 14 % supérieure à celle des cinq années qui ont précédé la guerre (29.282.000 balles contre 25.659.000), accusant ainsi une progression à peu près identique à celle de la consommation, cette dernière a cependant suivi un rythme beaucoup plus lent et plus régulier. L'examen du tableau ci-après, montrant par rapport à 1921, année qui marque le début de la reprise d'après-guerre, les pourcentages respectifs d'augmentation de l'offre et de la demande, en fournit la preuve.

Dates	Récolte	%	Consommat.	%	Indice d'écoulement	Cours à New-York	
						Plus haut	Plus bas
1921..	20.729	100	19.118	100	92	40.00	10.85
1922..	22.024	106	19.335	101	88	23.75	12.80
1923..	23.075	111	21.393	111	93	31.30	20.35
1924..	22.946	110	22.016	120	96	37.65	23.50
1925..	27.713	133	22.718	124	82	31.50	22.15
1926..	29.470	142	24.400	127	82	24.75	17.85
1927..	32.685	157	25.837	135	79	19.20	12.15
1928..	27.018	130	26.501	139	98	23.90	17.00
1929..	24.489	142	25.471	133	86	21.65	17.65
1930..	27.748	133	25.610	134	92	19.55	12.45
1931..	27.089	130	23.838	122	88		

Alors que la consommation croît régulièrement jusqu'en 1928, la progression de la récolte montre des irrégularités évidentes, qui ne font en réalité que refléter celles de la production américaine.

A cet égard, il serait donc faux d'attribuer comme on l'a souvent fait une grande part des responsabilités de la crise cotonnière aux nations colonisatrices qui s'efforcent de développer dans leurs possessions la culture du coton. Les Etats-Unis interviennent pour 50 % dans la production mondiale et, alors que la moyenne de leurs récoltes des années 1925 et 1930 a augmenté de 19 % par rapport à celle des années 1910/14, celle des cotons « divers » ne s'est accrue que de 5 %.

De toute façon, il s'agit là d'une surproduction, l'offre dépassant en 1927 de 57 % celle de 1921, alors que le maximum enregistré d'après ces chiffres en 1928 par une demande cependant sans cesse croissante n'était que de 38 %.

Les divergences entre ces deux courbes se répercutent inévitablement sur les prix, et l'on constate que l'indice établi en calculant chaque année le pourcentage de la récolte effectivement consommé se présente sous la forme d'une courbe des prix aplatie et simplifiée, les légers

décalages entre les deux s'expliquant aisément par l'action de la spéculation jointe à celle des stocks.

Ce procédé ingénieux de comparaison, que nous empruntons encore à l'auteur du rapport présenté par la délégation belge au Congrès International de 1931 (1), permet immédiatement de constater au cours de cette période trois tendances à la baisse nettement caractérisées.

La première, en 1921, a été rapidement conjurée par l'absence de stocks telle qu'elle ressort des indices d'écoulement qui s'étaient maintenus très élevés de 1917 à 1920. En 1926, cet indice, passant de 82 à 76, fait prévoir une deuxième crise : celle-ci, cependant, est passée presque inaperçue ; grâce en effet au développement continu de la consommation, l'excédent provenant d'une récolte exceptionnelle a pu être facilement résorbé.

Mais, « l'examen de l'indice d'écoulement qui se maintient en général très bas depuis 1924, explique immédiatement pourquoi la reprise ne pouvait être que partielle, et pourquoi il était impossible que les prix revinssent à un niveau élevé. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner que les cours fléchissent depuis l'été 1927, malgré l'accroissement de la consommation et la mauvaise récolte de 1928 » (1).

A plus forte raison, la récolte abondante de 1929, coïncidant avec une diminution de la demande, allait-elle précipiter ce fléchissement des cours et le transformer en une chute presque verticale.

C'est au cours de cette année là que les producteurs américains, prévoyant ce qui allait arriver, et désireux

(1) Baron E. de Moreau d'Andoy, *rapport cité*.

de s'assurer, malgré tout, des profits qu'ils réalisaient grâce à des exploitations de plus vaste étendue, s'adressèrent à leur Gouvernement par ailleurs déjà largement engagé dans la voie des interventions.

La « Cotton Stabilization Corporation », instituée en Juin 1929 par le « Federal Farm Board » à la suite de ces réclamations, avait pour mission de « barrer les prix » à 16 cents 25, c'est-à-dire de se porter acheteur à ce cours pour une quantité indéterminée.

De fait, en janvier 1930, malgré le déclanchement de la crise dans l'intervalle, le coton était encore coté à New-York à 17,55 contre 18 au mois de juin. Mais la baisse tant redoutée ne tarda pas à s'accélérer et, bien que le Farm Board ait fait porter ses opérations sur 1.300.000 balles, le coton ne valait plus en décembre 1930 que 9 cents 45 la livre.

Devant un échec aussi lamentable, sur les conséquences duquel nous aurons à revenir, le système fut bientôt abandonné, et le coton, rendu aux influences spéculatives, mais surtout à la menace des stocks ainsi accumulés qui pèsent sur ses cours, devait connaître au 11 juin 1932 à 4 cents 91 le prix le plus bas qu'il ait jamais enregistré depuis 1896.

**

Dans le cas du coton, l'action de la production sur les prix apparaît donc plus efficace que celle de la consommation assez peu élastique dans son ensemble, contrairement à ce qui se passe notamment pour le charbon et les autres matières extractives.

Il n'est pas douteux, cependant, que les prix — ou plus

exactement les variations de prix — exercent à leur tour une certaine influence sur la demande.

Celle-ci peut en effet se décomposer en deux parties : l'une, normale et difficilement compressible, correspond au total des besoins individuels. L'autre, plus variable, représente l'avance de la consommation des usines sur la précédente. Cette seconde fraction de la consommation est presque entièrement régie par la spéculation qui s'exerce ainsi sur le cinquième environ de la totalité (1).

Etant donné, en effet, les fluctuations qui même en temps normal s'inscrivent dans les cours du coton, étant donné par ailleurs les conditions mêmes de fabrication, les industriels se trouvent forcément en face d'un risque. La nécessité où ils sont de faire des opérations à terme les incite rapidement à exercer leur esprit spéculatif sur des quantités plus importantes que celles dont ils ont besoin de se couvrir. Et souvent ils réalisent de cette façon des bénéfices plus importants que ceux qui découlent directement de la fabrication.

Ce n'est donc pas seulement une dépréciation des stocks ou un arrêt des transactions à long terme que provoque une chute des prix du coton.

C'est également, beaucoup plus grave, une dépression psychologique qui paralyse toute une partie de l'activité de cette industrie et contribue par là à la mettre dans une situation plus difficile encore.

(1). Les statistiques de la Fédération Internationale Cotonnière accusent, chaque semestre, une quantité de stocks en filature variant pour le monde entier entre 3 et 5 millions de balles.

CHAPITRE II

Les aspects économiques de la Crise dans l'Industrie Cotonnière Française

I. — LA SITUATION COMMERCIALE

C'est aussi par là que l'industrie cotonnière française a été tout d'abord atteinte, devançant la majorité des autres branches de l'activité nationale.

Plus que d'autres, en effet, nos industriels sont habitués à spéculer sur leurs achats (1). Les délais de livraison relativement longs nécessités par l'éloignement du centre d'approvisionnement, les conditions de la bourse du Havre (50 balles minimum) au regard des ordres peu importants à couvrir les avaient entraînés de longue date à faire porter leurs opérations sur des quantités dont l'importance dépassait celle de leurs besoins. Les bénéfices réalisés mécaniquement au moment de la dépréciation du franc n'avaient fait que développer ce goût

(1) L'importance des stocks de nos filatures mesure jusqu'à un certain point la différence qui nous sépare de l'Angleterre, par exemple, où les industriels ont l'habitude de se rendre une fois par semaine à la bourse de Manchester pour y effectuer personnellement leurs achats. Alors que les stocks s'élèvent dans ce pays à trois ou quatre balles pour mille broches consommant annuellement 50 balles, ils sont chez nous de 20 à 30 balles pour 120 à 125 consommées.

du jeu, malheureusement dangereux pour des profanes n'ayant comme eux ni les moyens ni l'habileté qui justifient, dans certains cas, la chance des spéculateurs professionnels.

Lorsqu'en 1930 les cours atteignirent des niveaux qui depuis plusieurs années ne s'étaient jamais longtemps tenus aussi bas, de nombreux manufacturiers, jugeant le moment opportun, se décidèrent à acheter en masse. Encouragés par les facilités accordées par les courtiers ou par des maisons américaines, se laissant trop facilement convaincre par des pronostics séduisants, sinon désintéressés, certains d'entre eux sont allés à cette époque jusqu'à couvrir trois années de production.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la chute persistante des cours les ait placés dès ce moment dans une situation particulièrement délicate et d'autant plus désastreuse que beaucoup ont hésité longtemps, dans l'espoir d'une reprise, avant de liquider ou de renverser ces positions que des appels de marge répétés rendaient très onéreuses.

Cet effondrement des prix, de 42 % dans le courant de 1930 — de 573 francs le 10 janvier à 331 francs le 30 décembre —, avait également pour résultat de déclancher une baisse des prix des produits finis et des marges de bénéfice des filateurs et tisseurs, et de commencer à resserrer les achats de la clientèle peu désireuse, dans ces conditions, de s'aventurer dans des commandes à long terme.

En même temps que cette restriction dans l'importance des ordres, commençaient à se faire sentir, à l'exportation surtout, les effets de la diminution des pouvoirs d'achat des pays étrangers déjà plus gravement atteints par la

crise, et de nos colonies appauvries par la baisse des matières premières.

★ ★

Sans doute, le chiffre global de nos exportations de cotonnades accusait-il déjà en 1929 une régression sur celui de 1928. Mais il serait faux de voir là les effets prématurés d'une crise qui ne s'était pas encore généralisée. Ce mouvement n'était dû, en réalité, qu'à la diminution de nos envois à l'étranger qui, depuis le chiffre record de 1927, se restreignaient de plus en plus. Bien que les efforts tentés aux colonies n'aient pu compenser cette perte, la production totale, au cours de cette année, avait atteint son point culminant, trouvant sur le marché intérieur des débouchés particulièrement favorables.

TISSUS DE COTON (tonnes)

	Produc- tion	Impor- tations	Etranger	Exportations Colonies	Total	Consommation intérieure
1927....	173.404	1.287	40.240	38.180	78.420	96.271
1928....	177.570	1.690	37.040	36.160	73.200	106.060
1929....	182.200	2.334	25.870	41.130	67.000	117.334
1930....	153.370	4.170	19.770	33.860	53.630	103.916
1931....		3.156	13.590	28.810	42.400	

(1)

En 1930, nos exportations marquent, à partir du deuxième trimestre, un ralentissement général, et enregistrent en fin d'année un recul de plus de 20 % sur 1929. Cependant cette proportion, un peu moindre en valeur, est généralement inférieure à celle des autres pays, et notre part dans le total du commerce international passe de 7,2 % à 8,6 % (pourcentages basés sur la valeur) (2).

(1) M. Oualid, *rapport cité*.

(2) *Cotton Statistical*, Manchester.

Nous avons vu en effet que les exportations de l'Angleterre ont décliné au cours de la même année de 33 %. Celles du Japon, subissant surtout une perte sur la valeur, passent de 413 millions de yens à 272 (1). Celles de l'Italie tombent de 617.000 quintaux à 460.000, et celles de la Belgique de 454.000 quintaux à 334.700.

La France ne devait pas conserver longtemps cette situation relativement privilégiée. Au cours de 1931, le recul de ses exportations est encore de 20 %, et le premier semestre de 1932, qui dans de nombreux pays marque sinon une reprise du moins un nivellement des statistiques, sera pour elle le plus mauvais depuis le début de la crise.

La consommation de coton brut par ses usines, qui n'avait pas varié de façon très appréciable au cours des deux années précédentes, tombe brusquement de près de 25 % en 1931/32.

	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32
Nombre de balles...	1.227.000	1.171.000	1.122.000	882.000

Cependant, ces resserrements successifs ne se sont produits ni avec la même intensité, ni avec la même régularité dans nos principaux marchés.

★ ★

Nos colonies, à la suite des efforts réalisés par les industriels pour satisfaire au mieux les goûts des indigènes, efforts encouragés d'autre part par la politique poursuivie depuis quelques années et les interventions incessantes du Syndicat Général auprès des Pouvoirs Publics pour

(1) D'après le rapport présenté au Congrès de 1931 par l'Association Japonaise des Filateurs de Coton d'Osaka.

leur réserver l'exclusivité de cet important débouché, étaient arrivées, en 1929, à absorber 411.495 quintaux de cotonnades d'une valeur de 1.337.542.000 francs. Ce chiffre record avait été atteint grâce surtout aux demandes considérables de l'Algérie dont la part représentait la moitié de cette somme.

EXPORTATIONS DE TISSUS A DESTINATION DES COLONIES

		1928	1929	1930	1931
Algérie.....	Q. M.	143.488	176.926	133.691	141.790
Tunisie.....		40.423	47.799	36.682	34.336
Maroc		16.125	12.991	5.205	4.836
A. O. F.....		26.451	22.839	15.007	4.752
Madagascar ..		45.261	44.723	24.797	34.798
Indochine		72.416	86.450	101.801	55.128
Autres Colonies		17.434	19.367	19.433	12.431
		361.598	411.295	338.616	288.071

Cependant, le recul de ces marchés où s'écoule le quart environ de notre production de tissus était inévitable, étant donné la chute survenue depuis la fin de 1929 sur les cours des produits qui constituent les richesses essentielles des principales de nos possessions d'outre-mer.

« C'est ainsi qu'en Indo-Chine, le riz, qui représente (en valeur) 65 % des exportations de la colonie, a baissé de près de 53 % de septembre 1929 à janvier 1931 — qu'à Madagascar, dans le même laps de temps, le café a baissé de 39 %, les cuirs secs de 55 %, le manioc de 48 % — qu'en A. O. F. l'arachide, qui représente près de 43 % des exportations, a vu son prix diminuer de plus de 58 % de janvier 1929 à janvier 1931 » (1).

Aussi n'est-il pas étonnant, dans ces conditions, de voir nos exportations coloniales arriver en 1930 à un

(1) Rapport du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière, 1931.

chiffre inférieur de 18 % à celui de 1929. Il peut paraître surprenant au contraire que cette diminution ne soit pas plus sensible. L'Indo-Chine seule accuse une augmentation malgré la baisse de l'argent qui, s'ajoutant à celle du riz, la plaçait dans une situation particulièrement défavorable au regard de ses principaux concurrents dont la monnaie était dévalorisée par rapport à la sienne. En l'occurrence, les maisons d'exportation vers ce marché, qui s'étaient imprudemment chargées de stocks importants, ont éprouvé des pertes considérables devant la carence des commerçants chinois, dont un grand nombre ont fait faillite. Et nos exportations à destination de cette possession devaient en 1931 être réduites à peu près de moitié, alors que le total de nos exportations coloniales subissait un fléchissement nouveau mais moindre de 15 %.

En 1932, malgré quelques tendances à la reprise, et en dépit des légères hausses sur certains produits exotiques, il est peu probable que cette partie de nos débouchés atteigne le chiffre de l'année précédente.

*
* *

Plus grave encore est la perte subie sur les marchés étrangers. Si ceux-ci n'absorbaient guère que la moitié des quantités de tissus exportées, cette part représentait en effet une proportion beaucoup plus élevée de leur valeur. En 1929 nous exportions à l'étranger 261.000 quintaux métriques de tissus valant 1.377 millions de francs, alors que nos exportations à destination des colonies ne représentaient que 1.337 millions, bien que se montant à 411.000 quintaux.

Les premières ne s'élevaient en poids qu'à 39 % du

total, mais dépassaient 59 % de la valeur, soit une moyenne de 51 fr. 50 par quintal contre 32 fr. 50 pour les autres. Ceci s'explique facilement du fait que l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, les Etats-Unis nous achètent des tissus de qualité supérieure destinés à une clientèle évidemment plus raffinée que nos indigènes d'Afrique ou d'Asie.

Par ailleurs, ces pays absorbaient la presque totalité de nos exportations de filés. Il suffit d'examiner la chute de ces dernières pour se rendre compte immédiatement du caractère inquiétant de la défaillance de ces clients.

EXPORTATIONS DE FILÉS

		1928	1929	1930	1931
		—	—	—	—
Allemagne ...	Q. M.	103.872	32.885	18.294	9.373
Belgique		32.285	37.156	19.676	11.889
Suisse		17.319	18.143	12.783	8.280
Pays-Bas		25.097	16.119	6.014	2.360
Total général...		236.126	162.038	115.254	86.583

La demande à vrai dire exceptionnelle de l'Allemagne en 1927 et 1928 était due plus à la situation du marché allemand qu'à la mise en application des accords douaniers du mois de septembre. Commencant à faiblir dès le mois de mars de 1928, elle n'a pas cessé de reculer depuis, en raison des difficultés où se trouvait dès cette date l'industrie cotonnière chez nos voisins, pour tomber en 1931 au chiffre insignifiant de 937.300 kilos, au moment où la crise sévissait chez eux avec le plus d'intensité. Les premiers mois de 1932 ne semblent pas annoncer un relèvement sensible.

La consommation de nos tissus est tombée encore plus bas dans ce marché qui, depuis 1928, a perdu la place qu'il occupait parmi nos principaux clients. En régres-

sion depuis 1927, nos exportations de tissus à l'étranger ont baissé également au cours de ces deux dernières années dans des proportions beaucoup plus fortes que celles à destination des Colonies, enregistrant une diminution de 45 % — colonies 30 %.

EXPORTATIONS de TISSUS à DESTINATION de L'ÉTRANGER

	1928	1929	1930	1931
Allemagne	76.915	20.284	14.449	14.424
Angleterre	37.296	34.831	29.994	20.771
Union Econ. Belg.-Lux.	38.688	35.895	23.569	14.115
Suisse	55.866	29.070	18.461	21.162
Etats-Unis	19.523	17.002	13.315	14.156
Répub. Argentine.....	21.723	19.984	15.436	7.789
Total pour l'étranger..	370.521	260.943	197.368	143.358

Cette régression semble se poursuivre au cours de 1932 avec plus de persistance que celle de nos colonies.

Les raisons principales d'un pareil mouvement doivent être évidemment recherchées dans la diminution survenue dans la capacité d'absorption des marchés étrangers du fait de la crise qui, dès 1930, n'épargnait plus aucun pays.

Cependant, les mesures douanières que certains d'entre eux ont cru devoir prendre pour pallier aux effets de la dépression ont aggravé encore la paralysie croissante des échanges internationaux. Pour ne parler que des pays qui intéressent directement notre industrie cotonnière, des relèvements de droits ont été effectués dès 1930 en Hongrie, au Chili, en Suisse (100 %), en Espagne, en Lettonie, au Portugal.

Enfin, la dévaluation de la livre et les droits de 20 à 50 % ad valorem appliqués par l'Angleterre en décembre 1931 « prive notre exportation de tissus d'un débouché

à peu près équivalent à celui que nous offrait la Tunisie au cours de ces dernières années » (1).

D'autre part, la réglementation du trafic des devises, édictée par 22 nations en proie à des difficultés monétaires, et dont le mouvement commercial représente près du quart du commerce mondial, constitue une prohibition de fait qui s'oppose pratiquement à l'entrée des marchandises étrangères. L'organisation de la compensation des dettes et des créances françaises vis-à-vis d'un certain nombre de ces pays a cependant déjà fait l'objet de conventions mises en vigueur dès le début de 1932, en particulier avec la Lettonie, l'Esthonie, l'Autriche, la Hongrie, le Chili, la Grèce, la Yougoslavie. Mais le recouvrement de nos créances est rendu extrêmement difficile du fait que nos exportations vers ces régions, surtout agricoles, sont de beaucoup supérieures à la valeur des marchandises que nous en importons.

Il faut ajouter enfin que la façon dont s'est développée la crise à l'intérieur de notre pays place notre industrie dans une situation particulièrement défavorable, quant aux prix de revient, par rapport à la plupart de ses concurrents étrangers.

Jusqu'en 1929, le prix relativement bas des salaires avait aidé nos exportations, favorisées par ailleurs par les crédits que nous permettait de consentir la situation brillante de notre marché financier. Mais à cette date, la protection élevée contre la baisse des denrées agricoles d'importation commence à provoquer un déséquilibre entre les prix de gros et les prix de détail, ces derniers

(1) Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière. Rapport annuel 1932.

augmentant au contraire par suite des effets de la mise en application de la loi sur les assurances sociales.

	Prix de gros (1)	Prix de détail (2)
1929 1 ^{er} trimestre.....	640	602
2 ^e trimestre.....	626	621
3 ^e trimestre.....	602	606
4 ^e trimestre.....	588	614
1930 1 ^{er} trimestre.....	560	599
2 ^e trimestre.....	549	590
3 ^e trimestre.....	519	621
4 ^e trimestre.....	498	643
1931 1 ^{er} trimestre.....	494	648
2 ^e trimestre.....	496	635
3 ^e trimestre.....	423	599
4 ^e trimestre.....	413	527

Une légère régression dans le deuxième indice au cours du premier semestre 1930 fut suivie d'une hausse d'autant plus désastreuse qu'elle survenait au moment où le coût de la vie commençait à baisser sérieusement dans les autres pays. Ce n'est qu'à partir du deuxième trimestre 1931 que les prix de détail se décident en France à suivre la tendance générale des prix mondiaux.

Si notre industrie cotonnière a vu, malgré cela, s'accroître en 1931 sa part dans le commerce mondial des tissus, elle le doit surtout au fléchissement des exportations britanniques, américaines et japonaises particulièrement accusé cette année là, et à la valeur relativement élevée de ses produits. Mais il est douteux que ce pourcentage se soit maintenu à 8 % au cours des deux années suivantes, et il est à craindre qu'il ne subisse une forte régression au cours des années prochaines.

(1) Statistique générale de la France.

(2) Coût de la vie à Paris (Comité Technique de l'Alimentation).

★ ★

Quoiqu'il en soit, ce phénomène, décelant en France pendant plus d'un an encore le maintien au moins apparent d'une prospérité relative, a eu pour effet de ménager dans une certaine mesure les facultés d'absorption du marché métropolitain, qui reste malgré tout le client le plus important de notre industrie cotonnière.

Aussi, en 1930, sa consommation n'accuse-t-elle sur celle de l'année précédente qu'une diminution de 15 %, passant de 1.173.340 quintaux métriques de tissus à 1.039.160. Cette diminution est moindre encore si l'on remarque que le chiffre de 1929 était le plus élevé depuis la guerre : et la demande du marché français, représentant 70 % de la production nationale (95 % pour les filés), reste finalement supérieure en 1930 à ce qu'elle était en 1927, et à peu près équivalente à celle de 1928 (962.710 Q. M. et 1.060.600 Q. M.) (1).

Cependant, bien que les krachs boursiers n'aient pas eu en France les mêmes répercussions qu'aux Etats-Unis, bien que le « standard of living » des milieux agricoles soit resté momentanément élevé, d'autres signes n'allaient pas tarder à révéler une dépression du marché intérieur.

« Tout d'abord, écrit le délégué général du Syndicat Cotonnier, dans son rapport annuel de 1931 (mois de mai), la crise générale aggrave le manque de confiance déjà créé dans la clientèle par la baisse du coton et, comme elle tend en même temps à restreindre l'aide apportée par les banques à l'industrie et au commerce, elle a pour effet à la fois de réduire au minimum les

(1) M. Oualid, *rapport cité.*

achats des grossistes, et de pousser les industriels à vendre à des conditions très défavorables.

« En second lieu, la population ouvrière de l'industrie représente, autant que l'agriculture, un élément très important de la clientèle de nos tissages : or, soit dans l'industrie cotonnière, soit dans les autres branches de la production nationale, on constate depuis deux ou trois mois une généralisation et une intensification du chômage, qui sont sans doute la condition inéluctable de toute reprise ultérieure, mais qui se traduiront au début par une baisse de la consommation. Celle-ci risque même d'être assez accentuée car les prix des produits agricoles n'ont pas suivi le mouvement de baisse des produits industriels, et il s'ensuit que les ouvriers ne trouvent pas dès maintenant, dans une diminution du coût de la vie, une compensation à la réduction momentanée de ressources qu'entraîne pour eux le chômage ».

De fait, les ventes sur le marché intérieur devaient, à partir de 1931, se heurter à des difficultés de plus en plus considérables.

Les conséquences en ont été d'autant plus graves pour notre industrie que la concurrence étrangère venait à son tour lui disputer avec succès ce débouché en voie de restriction.

La situation privilégiée de la France n'avait pas échappé en effet aux yeux des fournisseurs étrangers. Par le maintien de ses droits de douane au niveau de 1928, contrastant avec les relèvements déjà effectués ailleurs, par le pouvoir d'achat dont il disposait encore, par la solidité de sa devise et les facilités de paiement qu'il acceptait, notre pays représentait alors un débouché presque exceptionnel en Europe.

De plus, la diminution plus grande des prix de revient, généralement réalisée par d'autres industries cotonnières, et, plus tard, l'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre et le Japon, ont fait bénéficier leurs produits d'une véritable prime à l'exportation.

Cet ensemble de facteurs défavorables a eu comme conséquence une augmentation sensible de nos importations de filés et de tissus au cours de 1930.

IMPORTATIONS

		Filés	Tissus
		—	—
1928.....	Q. M.	25.405	16.902
1929.....		34.485	23.349
1930.....		40.127	32.401
1931.....		21.609	31.360

Cependant, dès la fin de 1931, des mesures furent prises pour la défense de notre marché, que l'aggravation des effets de la crise rendait d'ailleurs moins attrayant. Outre les surtaxes compensatrices de change appliquées en novembre sur les marchandises de provenance anglaise, et étendues ultérieurement au Japon, des contingentements sont venus limiter provisoirement chaque trimestre les quantités importées de l'étranger, ceci en attendant qu'une dénonciation générale des accords commerciaux nous permette de modifier les droits du tarif, pour la plupart consolidés.

L'efficacité de ces mesures un peu brutales ne semble pas douteuse : les statistiques enregistrent, pour les huit premiers mois de 1932, 4.811 quintaux de filés et 7.642 de tissus importés seulement, contre 12.767 et 13.140 pour les huit mois correspondants de 1931.

Somme toute, grâce à la moindre dépression du marché intérieur, la situation commerciale, dans son ensemble, ne s'est aggravée que progressivement et son évolution, sans avoir connu les secousses violentes éprouvées dans certains pays, semble avoir atteint sa phase la plus critique dans le cours de cette dernière année.

II. — LA SITUATION INDUSTRIELLE

La situation à proprement parler industrielle de nos manufactures de coton n'a de loin pas suivi la même progression.

Nous avons eu l'occasion de voir comment, dès 1930, par suite de la baisse déjà sensible des prix du coton brut, certains chefs d'industrie particulièrement optimistes étaient arrivés à compromettre la situation financière de leurs entreprises. Pour les plus prudents eux-mêmes, cette baisse des cours de la matière première n'était pas sans présenter des inconvénients graves, au regard surtout de la relative aisance des autres branches de l'activité nationale.

Une âpre concurrence commence à se faire sentir. Suscitée par le désir de retenir une clientèle que la baisse rend déjà plus réservée, elle se traduit infailliblement par une diminution des bénéfices, seul élément alors compressible des prix de revient. C'est ainsi, constate le délégué général du Syndicat, que pour une valeur momentanément identique du coton brut, le prix du calicot 3/4 20 x 20 a baissé de 11 % de fin février au milieu de mai 1930 (1). Si la baisse des produits ouvrés reste néanmoins inférieure dans l'ensemble à celle de la matière première (2), cela s'explique du fait que le coton n'entre que

(1) Syndicat Général. Rapport annuel 1930.

(2) « De 573 francs le 10 janvier 1930, le prix du coton s'est abaissé à 331 francs le 30 décembre 1930, ce qui équivaut à une chute de 42 %. En décembre 1930, le prix du kilo de filé, chaîne 28, n'était plus à Mulhouse que de 12 fr. 55 au lieu de 17 fr. 90 en janvier : soit une baisse de 30 % qui a eu pour résultat de diminuer sensiblement l'écart de filature », Laufenburger et Pfimlin, *op cit.*

pour 30 % environ dans le calcul du prix de vente du tissu.

Cependant, il est difficile de constater un ralentissement sensible de la production. D'après les indices d'activité publiés par le Syndicat, le pourcentage des métiers en marche pour l'année 1930 est encore de 87,1 contre 88,6 en 1929 : le tissage a en effet trouvé, en particulier dans l'Est, une compensation intéressante dans la fabrication des tissus mélangés de soie artificielle, dont la demande s'était beaucoup accrue depuis 1929.

Par contre, la moyenne mensuelle des ordres pris au cours de l'année s'étant affaiblie, celles des stocks en usine passe de 577 mètres environ par métier à 905 entre janvier et décembre.

Pour la filature, le pourcentage des broches actives est tombé de 96,3 à 91,9. Si de ce fait les stocks de produits ouvrés n'ont pas beaucoup augmenté, la quantité des balles de coton accumulées par les filateurs est passée de 276.000 au 31 janvier 1930 à 316.000 au 31 janvier 1931, représentant de beaucoup le chiffre le plus élevé parmi les industries similaires d'Europe (1).

En dépit des difficultés qu'elle fait prévoir, la situation de l'Industrie Cotonnière Française est cependant meilleure que celle de ses voisins. Dès le mois de juin 1930, M. de La Beaumelle signale que l'industrie britannique

(1) Grande-Bretagne	178.000
Allemagne	169.000
Russie	204.000
Italie	194.000
Tchécoslovaquie	60.000
Belgique	94.000

Janvier 1931, statistiques de la Fédération Internationale Cotonnière,

a dû fermer ou liquider 108 filatures représentant plus de huit millions de broches, et 265 tissages avec plus de 136.000 métiers — que le Lancashire « compte actuellement 136.000 chômeurs, et que 30 % des filatures y travaillent moins de 24 heures par semaine. En Belgique les tissages ne marchent que trois jours par semaine. En Allemagne, la filature ne travaille qu'à 65 % de sa capacité normale de production. En Italie, non seulement la pratique jusqu'alors courante de la double équipe a dû être souvent supprimée, mais un chômage de un ou deux jours par semaine est fréquent » (1).

Dans ces conditions, la France pouvait difficilement maintenir une situation apparemment exceptionnelle. Outre la diminution généralisée du pouvoir d'achat de nos différentes clientèles, l'année 1931 a été caractérisée par un véritable effondrement des cours du coton. Passant de 331 francs au mois de janvier à 350 francs en juillet, ils sont tombés brusquement à 171 francs au début d'octobre, accusant ainsi en trois mois une baisse de plus de 50 %.

Les conséquences de cette chute verticale ont été particulièrement graves pour notre industrie. Les stocks, accumulés par des mois de mévente, dépassaient en tissage au mois de juillet 1.100 mètres en moyenne par métier. D'après les recensements de la Fédération Internationale Cotonnière, 376.000 balles se trouvaient à la même date entreposées dans les magasins des filatures. L'importance de ces stocks dont la valeur peut être chiffrée à quelques milliards, donne une idée des difficultés financières que leur brusque dépréciation a entraînées dans la plupart des entreprises.

(1) Syndicat Général. Rapport 1930,

Le péril était d'autant plus grand que nombre d'entre elles connaissaient déjà des soucis de trésorerie extrêmement sérieux. La compression des bénéfices qui avait commencé l'année précédente s'était transformée rapidement en perte nette pour les industriels. Devant l'augmentation croissante du coût de la vie, ils se trouvaient en effet dans l'impossibilité de réduire des salaires augmentés depuis juillet 1930 par les nouvelles charges sociales d'assurance obligatoire.

Par ailleurs, les exigences sans cesse croissantes d'une clientèle appauvrie par la crise, et de plus en plus prudente, les poussaient à une guerre de prix acharnée, dont le principal résultat fut de fausser complètement les tarifs de vente.

« Cette fois, la baisse sur les produits fabriqués, et notamment sur les filés, a dépassé largement la baisse de la matière première. A Mulhouse, de décembre 1930 à décembre 1931, le prix du filé, chaîne 28, s'est effondré de 12 fr. 55 le kilo à 7,95. C'est en vain que les producteurs ont tenté d'enrayer la baisse en réalisant une entente pour les prix : l'écart (1) fut fixé à 4 francs pour la chaîne 28 (il avait été de 6 fr. 50 environ en janvier 1930) : mais en fait, le prix de 3,50 fut couramment pratiqué. Si l'on considère que les frais généraux d'une entreprise, loin de s'abaisser dans la même mesure que la matière première, se sont au contraire accrus proportionnellement en 1930 et surtout en 1931, ces chiffres apparaissent comme les indices d'une situation désastreuse. De fait, à la fin de 1931, tous les établissements cotonniers de la région (Est) vendaient leurs produits à perte, et la demande était si

(1) On appelle « écart de filature » la différence entre le prix d'un kilo de coton brut et le prix d'un kilo de coton filé.

faible qu'ils consentaient à traiter des affaires à tous les prix » (1).

Pendant les mois de décembre 1931 et janvier 1932, la moyenne générale des stocks détenus par les tissages, qui avait plus que doublé en deux ans, excédait le montant des ordres en main, et l'écart de filature tombait à 3 fr. 30.

Les pertes étaient évaluées à 150.000 fr. par mois pour une filature de 30.000 broches supposée fabriquer de la chaîne 28 à raison de 2 kilos par broche, et à plus de 100.000 francs pour un tissage de 500 métiers ne fabriquant par hypothèse que du calicot $3/4$ 20 × 20 dont le prix de vente était tombé au-dessous de un franc le mètre (2).

Certes, cet état de choses s'explique en partie par la diminution croissante de la consommation. Mais outre que celle-ci a suivi, comme nous l'avons vu, une progression assez lente, elle était facile à prévoir, et aurait pu provoquer dès l'origine des mesures susceptibles d'atténuer, sinon éviter, des pertes aussi massives pour nos industriels. Or, il est assez curieux de constater que jusque vers le milieu de 1931, tout au moins, l'activité industrielle, d'après les indices communiqués par le Syndicat Général, n'accuse pas un ralentissement très sensible.

(1) Laufenburger et Pflimlin, *op. cit.*

(2) Renseignements communiqués par le Syndicat Général. — Des prix de façon de 20 à 24 francs étaient couramment pratiqués à cette date dans le tissage : ils s'élevaient à 50 francs au début de 1930 et à 38 francs au début de 1931 pour une pièce de 100 mètres de calicot $3/4$ 20 × 20.



En réalité, l'Industrie Cotonnière Française a souffert, et souffre encore, d'un fait d'ordre psychologique, à savoir « la quasi impuissance dont ont témoigné jusqu'à présent les entreprises pour réagir, soit individuellement, soit collectivement, contre la démoralisation du marché et l'effondrement des prix » (1).

Les conditions particulières d'activité de cette branche textile, sur lesquelles nous avons précédemment insisté, expliquent ce phénomène sans d'ailleurs le justifier.

Il était inévitable d'abord que toutes les entreprises ne fussent point touchées par la crise de la même façon, ni en même temps. Sans même parler de l'influence de leur situation géographique, il est évident que le genre de fabrication, la valeur de leur organisation de production et de vente, leur degré d'intégration, la plus ou moins grande prudence de leur gestion financière devaient entraîner, dans une même région cotonnière, des différences sensibles sur la marche des affaires.

Aussi certains industriels plus favorisés devaient-ils s'opposer pendant longtemps à toute limitation concertée du travail. Devant cette opposition, les autres, quelle que fut leur majorité, et pour qui la baisse des prix se traduisait déjà par des pertes, n'arrivaient pas non plus à s'entendre. Soucieux avant tout de conserver une main-d'œuvre déjà restreinte, que par ailleurs, il faut le reconnaître, ils désiraient épargner, ils se sont efforcés de retarder le plus possible un chômage même partiel qui eut infailliblement provoqué une migra-

(1) M. Angliviel de la Beaumelle, *rapport cité*.

tion ouvrière vers un voisin plus entêté. Malgré les difficultés de trésorerie qu'elle présentait, cette résistance était rendue possible par le fait que de nombreux chefs d'entreprise n'ont pas hésité à utiliser leurs fortunes personnelles comme fonds de roulement, après avoir épuisé les réserves que les bénéfices substantiels des années précédentes leur avaient permis d'accumuler.

Cependant, cette attitude même contribuait à rendre la situation de plus en plus malsaine. Certains industriels, arrivés « à bout de souffle » ont été contraints à la liquidation judiciaire : d'autres, en proie à des difficultés financières de plus en plus graves, se trouvaient obligés de réaliser leurs stocks à tout prix, et l'une et l'autre de ces éventualités ont eu comme effet commun d'apporter, sur le marché, des marchandises nouvelles à des conditions sans aucune relation avec les prix de revient, mettant les usines encore viables dans une position extrêmement critique.

Pour comble de paradoxe enfin, la plus grande partie de l'outillage de ces entreprises en déconfiture, dont l'arrêt définitif aurait constitué pour le reste de notre industrie un assainissement forcé, continuait à produire en dépit de toute logique, et à des conditions désastreuses pour la concurrence.

La politique des banques, à cet égard, n'a pas été des plus heureuses. Assez peu en faveur parmi les petits industriels, dont l'individualisme s'oppose à toute intervention de quelque nature qu'elle soit, le recours aux établissements de crédit a surtout été utilisé par les grosses sociétés, plus familiarisées avec ce genre d'opérations. Ayant eu au début à répondre à des demandes de fonds

assez importantes, motivées par des pertes sur les stocks ou par des spéculations portant sur des quantités de matière première souvent considérables, les banques ont accordé un peu imprudemment à ces grosses firmes des crédits élevés que l'aggravation de la situation allait peu à peu bloquer.

L'énorme dépréciation également subie par le matériel et les bâtiments industriels les mettait en effet dans l'impossibilité de récupérer par une réalisation de l'actif les sommes ainsi immobilisées : les établissements bancaires ont préféré, pour limiter leurs pertes, continuer à fournir à ces entreprises les fonds de roulement indispensables pour les faire marcher de la façon la moins onéreuse, c'est-à-dire avec le maximum de rendement.

En même temps, préoccupés d'augmenter la liquidité de leurs avoirs devant le sentiment d'insécurité bancaire qui s'était répandu à l'automne sur la place de Paris, ils prétextaient l'insuccès de ces expériences pour opposer à toutes les sollicitations nouvelles des conditions telles qu'il devenait presque impossible pour les entreprises cotonnières les mieux gérées d'obtenir le moindre découvert (1).

Celles qui ne pouvaient plus se maintenir par leurs propres moyens, trouvaient d'ailleurs souvent des créanciers ou des concurrents plus aisés prêts à acquérir à bon marché des droits sur leur capital, mais malgré tout peu disposés en général à stopper un outillage pourtant guère rémunérateur.

(1) Dans l'Est notamment, certains industriels particulièrement avisés ont préféré reculer devant les exigences formulées par les établissements de crédit locaux, au point de vue surtout du contrôle de leur gestion, pouvant obtenir toutes facilités de la part de banques suisses pourtant moins placées pour apprécier leur solvabilité.

Dans ces conditions, un grand nombre d'établissements ont changé de mains ; mais, dans la plupart des cas, la gestion est restée la même sous le contrôle soit des banques, soit des créanciers, soit même des liquidateurs des sociétés en déconfiture. Un nombre extrêmement restreint a été complètement fermé.

Tous ces faits contribuent pour beaucoup à expliquer le désarroi qui régnait avec son maximum d'intensité sur cette branche d'industrie au cours de l'hiver 1931/32. Ce n'est que par la force des circonstances, au moment où la demande s'évanouit presque complètement, où les crédits de toute nature sont impossibles à obtenir, que l'on assiste vraiment à une réduction massive de la production. Il ne s'agit pas là d'un effort concerté de nos industriels : c'est une contrainte qui s'est imposée à chacun d'eux individuellement, et qui constitue d'ailleurs la condition première de la reprise qui suivra.

*
* *

Ce n'est pas à dire que les différents groupements ou syndicats aient attendu cette époque pour faire appel au bon sens de leurs adhérents, ni même que le chômage ne soit pas apparu auparavant dans certains cas.

Le Syndicat Général signale que dès la fin de 1930 le chômage est, suivant les régions, de 8 à 12 heures par semaine, et que dans le centre de Lille, plusieurs entreprises travaillent à moins de 60 % de leur capacité de production, alors que d'autres ferment entièrement leurs portes. Mais il ne s'agit-là que des cas isolés affectant principalement la Normandie et les retorderies du Nord plongées, dès cette époque, dans une situation particulièrement précaire. En Alsace, au 1^{er} janvier 1931, « environ 96 %

des broches et 85 % des métiers étaient encore en marche » (1). Dans les Vosges, de nombreuses entreprises travaillent encore cinquante heures par semaine.

Cependant, dès le mois de juin 1930, le Syndicat Cotonnier de l'Est tentait des efforts dans cette voie et adoptait « le principe du chômage » (2). Les oppositions décevantes rencontrées par sa mise en application étaient telles qu'elles provoquaient, au mois d'août, la démission de son Président. En décembre néanmoins, l'assemblée générale avait fixé les modalités d'application d'une réduction de travail de huit heures par semaine dans la section tissage. Une décision identique du Syndicat Normand entraînant l'adhésion des Alsaciens était arrivée, dès le début de 1931, au même résultat.

Mais il s'en faut que cette diminution des heures de travail, pourtant nettement insuffisante, ait été appliquée partout très scrupuleusement. Une protestation vigoureuse du président du Syndicat Général, donne une idée du manque de cohésion dont faisait preuve à cette date cette industrie pourtant si déprimée.

« Comme conclusion de l'examen de la situation dans les diverses régions cotonnières, le président dénonce en termes vigoureux les conditions presque ridicules dans lesquelles se trouvent placés les représentants qualifiés du Syndicat Général pour saisir le Gouvernement soit dans l'ordre fiscal, soit et surtout dans l'ordre douanier, des réclamations fondées sur la situation catastrophique de l'industrie cotonnière, alors que celle-ci, en ne chômant pas malgré

(1) *L'Industrie de Mulhouse*.

(2) Assemblée générale du 28 juin.

la violence de la crise et les pertes qui s'accumulent chaque jour, s'obstine à apparaître comme une industrie restée absolument indemne. Il tient à déclarer de la manière la plus catégorique qu'à un moment où notre industrie est menacée de nombreuses attaques à son régime douanier, il ne répond plus de pouvoir continuer à défendre efficacement ses intérêts, si elle persiste à donner aux yeux des Pouvoirs Publics l'apparence d'avoir conservé, au plus fort de la crise, son équilibre normal, et aux yeux du monde entier celle de jouir encore de débouchés qui excitent la convoitise de toutes les industries textiles concurrentes. Il adjure en conséquence les représentants des divers syndicats régionaux de prendre, en la circonstance, exemple sur le syndicat du Tissage de l'Est et sur le Syndicat Normand du Tissage, lesquels, préoccupés avant tout de faire entrer le chômage dans la voie des réalisations pratiques, n'ont pas hésité à le mettre en vigueur sans attendre la décision qui sera prise ultérieurement par la Filature » (1).

Dans le courant de l'année 1931, les Goupements corporatifs continuent, mais en vain, à prodiguer à leurs membres des avertissements dont le pessimisme n'a rien d'exagéré. Les industriels les mieux disposés, devant l'opposition constante d'un certain nombre de « dissidents », ont fini par se replier sur eux-mêmes et se regardent les uns les autres courir à la catastrophe, espérant seulement voir leurs voisins « culbuter » avant eux.

Au mois de décembre, le Syndicat Cotonnier de l'Est, ne faisant d'ailleurs qu'enregistrer un état de choses exis-

(1) Extrait du procès-verbal de la réunion du Comité du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière tenue en janvier 1931 sous la présidence de M. Laederich.

tant, décide de porter à partir du 1^{er} janvier 1932 le chômage général à... 12 heures par semaine, avec un maximum de... 40 heures de travail.

Cependant la situation est critique. Malgré le nombre encore restreint mais croissant des usines complètement arrêtées, ce n'est plus quelques heures, mais quelques jours d'arrêt par semaine qui sont nécessaires pour laisser aux stocks considérables accumulés le temps de s'écouler sur un marché dont la demande est infiniment réduite.

De fait, le chômage s'impose dès lors à tous sans restriction. Et il résulte d'une enquête faite en janvier par le Syndicat Général, qu'il atteint, dès cette date, une acuité toute particulière.

Le chômage moyen total, évalué en tenant compte à la fois du chômage complet et du chômage partiel, correspond à un arrêt de 22 heures par semaine pour la filature et de 21 heures pour le tissage, soit environ 45 % de la capacité totale de production. Il s'en faut cependant que ce ralentissement se soit effectué partout avec la même intensité. La décomposition des résultats de cette enquête selon les régions, montre des différences qui vont presque du simple au double, la région des Vosges, la plus importante, restant la moins touchée.

MOYENNE GENERALE DU CHOMAGE HEBDOMADAIRE

(Outillage arrêté et outillage en activité partielle)

Régions		Heures par semaine	% sur 48 heures
Lille	Broches à filer....	18 2/5	38,3
	— à retordre.	21 9/10	45,6
Roubaix-	Broches à filer....	32 1/10	66,6
Tourcoing.	— à retordre.	31	64,5
Vosges	Broches à filer....	18 2/5	38,3
	Métiers à tisser...	17 2/3	36,7
Belfort	Broches à filer....	24 1/2	50,1
	Métiers à tisser...	26 4/5	55,8

Régions		Heures par semaine	% sur 48 heures
Alsace	Broches à filer...	21	43,7
	Métiers à tisser...	21	43,7
Normandie	Broches à filer...	25 2/3	53,4
	Métiers à tisser...	25 1/2	53,1

Le nombre des firmes ayant entièrement arrêté leur fabrication s'élève à 26, représentant 558.588 broches à filer et 6.301 métiers à tisser.

Ces chiffres, qui offrent le maximum de valeur documentaire, puisqu'ils sont établis sur des réponses précises concernant 80 % de l'outillage total (85 % pour les broches à filer — 90 % pour les broches à retordre — 64 % pour les métiers à tisser), ont encore empiré par la suite. Et, au mois de mars, l'Industrie Cotonnière Française ne travaille plus qu'à 45 % de son activité normale (1).

Ces statistiques font ressortir la détresse à laquelle est arrivée cette industrie « dont la faute capitale a été de n'avoir pas su apprécier à leur juste valeur les indices et les premiers effets d'une crise qui, moins sensible au début, persistait sans signe d'amélioration et aurait dû commander une action concertée en temps voulu » (2).

Cette réduction d'activité de plus de moitié est certainement la plus forte qui ait été enregistrée en France, où l'indice général de production est encore de 95 au mois d'avril (1913 = 100) (3).

(1) Syndicat Général. Rapport annuel 1932.

(2) Syndicat Industriel Alsacien.

(3) De tous les indices de production calculés par *La Statistique Générale de la France* sur la base de 100 en 1913, c'est en effet celui de l'Industrie Textile qui est de beaucoup le plus faible ; il atteignait seulement :

85 en décembre 1930 (Indice général 134) ;

59 en — 1932 (— — 111) ;

52 en avril 1932 (— — 95).

Elle dépasse également celle des industries similaires de l'Etranger, où le degré d'activité, par rapport à la normale, se chiffre à cette époque, en Angleterre par 65 %, en Allemagne par 80 %, en Suisse par 75 %, aux Etats-Unis par 67 %.

Il est toutefois pénible de constater que la gravité de la situation, aussi alarmante qu'elle soit, n'a guère modifié l'état d'esprit des industriels. Une seule entente a pu être réalisée dans le sens d'une réglementation de la production par « Le Syndicat des Filatures de Coton Jumel et de Tous Cotons Peignés » au mois de février 1932.

Les stipulations essentielles de cet accord sont les suivantes : « Les entreprises s'engagent à chômer dans la mesure fixée par un Comité Interrégional, à ne pas augmenter le nombre de broches installées, à ne pas participer à la construction de nouvelles filatures et à faire connaître régulièrement les quantités produites et les quantités livrées à un Comité Régional qui organise le contrôle et applique les sanctions prévues. Le chômage a été fixé provisoirement à 44 % des « broches-heure » normales » (1).

Cette initiative forcément restreinte, mais très intéressante, n'a malheureusement pas été suivie, et toutes les tentatives faites pour réaliser des accords analogues dans d'autres sections ont échoué lamentablement.

Le Syndicat Cotonnier de l'Est que les démissions successives de ses principaux adhérents avaient complètement désorganisé, a même dû, pour s'assurer une vitalité nouvelle, s'interdire toute discussion sur les questions « si épineuses » du chômage ou d'entente des prix.

(1) Laufenburger et Pfimlin, *op. cit.*



L'accord a été beaucoup plus facilement réalisé dans les efforts qui ont été tentés pour comprimer les prix de revient, particulièrement en abaissant le taux des salaires. Cependant, la résistance opposée longtemps par le coût de la vie à suivre en France la courbe descendante des prix de gros, n'a pas permis à nos industriels d'obtenir par ce moyen un allègement de leurs frais généraux comparable à celui qui était réalisé dans d'autres pays.

La baisse, très variable suivant les différentes régions, mais qui s'est partout généralisée au cours du premier semestre 1932, s'établit en moyenne à 9 % environ du taux le plus élevé atteint en 1930. La diminution corrélative des salaires qui avait déjà été effectuée dans les industries similaires de l'étranger atteignait 15 % en Angleterre — indépendamment de la baisse résultant de la dévalorisation de la livre sterling —, plus de 15 % en Italie, 20 à 22 % en Belgique (1).

Voici d'ailleurs, à titre comparatif, les indices-or du coût de l'alimentation d'une famille ouvrière calculés dans plusieurs pays sur trois années successives :

	Février 1930	Février 1931	Février 1932
France	118	131	112
Angleterre	150	134	92
Belgique	137	116	94
Italie	146	126	118
Etats-Unis	150	124	103 (2)

De plus, en France, l'application de pareilles mesures était rendue d'autant plus délicate qu'au moment où elle

(1) Syndicat Général, *Rapport annuel* 1932.

(2) *Revue d'Economie Politique* mai-juin 1932. — Dugé de Bernonville : *Les prix*.

devenait possible, la population ouvrière se trouvait précisément éprouvée par une réduction forcée des heures de travail, qui contribuait déjà à restreindre singulièrement ses moyens d'existence.

CHAPITRE III

Les aspects sociaux

Du point de vue social, en effet, la crise ne devait pas manquer d'avoir également des répercussions très graves.

D'une façon générale, cependant, il faut reconnaître qu'en France, ses conséquences, dans ce domaine, ont été moins inquiétantes que dans d'autres pays comme l'Angleterre, l'Allemagne ou les Etats-Unis.

Outre que, comme nous venons de le voir, la diminution des salaires n'a pu être qu'assez tardive, la pénurie de main-d'œuvre dont souffre notre pays en temps normal comporte en période de crise un sérieux avantage. Aussi le nombre des chômeurs est-il resté chez nous relativement restreint : il se montait à 260.000 au mois de mai 1932 contre 5.600.000 en Allemagne, 2.700.000 en Angleterre et plus de 10 millions aux Etats-Unis (1).

Les remarques précédentes s'appliquent tout particulièrement à l'Industrie Cotonnière.

En ce qui concerne les salaires, tout d'abord, ceux-ci, qui depuis 1921 s'étaient sans cesse et progressivement

(1) *Bulletin de l'Union des Syndicats Patronaux des Industries Textiles de France*, M. Catin ; *Les dangers de l'Assurance*, juillet 1932,

accrus, ont enregistré en 1930 une dernière augmentation. Les patrons se sont vus obligés dans bien des cas (1) de prendre à leurs frais, de cette façon, tout ou partie de la participation ouvrière aux charges nouvelles imposées par la mise en vigueur du régime des assurances sociales.

Si la rémunération des ouvriers du textile a été proportionnellement plus augmentée depuis la guerre que celle des autres professions, elle leur demeure néanmoins bien inférieure, comme en témoignent les chiffres ci-dessous publiés par la « Statistique Générale de la France ».

MOYENNE DES SALAIRES ORDINAIRES

Profession	Octobre 1931		1911		Indices en 1931 (Base 100 en 1911)	
	par heure	par jour	par heure	par jour	Sal. hor.	Sal. journ.
Ensemble.....	4.08	33.60	0.46	4.61	887	729
Imprimeurs.....	4.45	35.85	0.50	4.94	890	726
Charpentier	4.39	36.60	0.51	5.05	861	725
Forgeron	4.29	35.05	0.50	5.12	858	685
Tourneur sur métaux.	4.37	35.97	0.53	5.39	824	667
Maçon	4.42	36.78	0.49	4.80	902	766
Terrassier	3.75	31.30	0.39	3.82	962	798
Manœuvre ord.....	3.15	26.04	0.33	3.26	954	611
Tisserand	3.25	26.04	0.35	3.32	923	784 (2)

Cette différence, qui a toujours existé et qui est commune à toutes les industries textiles du monde, s'explique par la possibilité que rencontrent tous les membres d'une famille, hommes, femmes, enfants, à s'employer dans les filatures ou les tissages. Le total des payes mensuelles pour un même foyer finit par dépasser celui que reçoit

(1) Notamment dans les Vosges.

(2) *Revue d'Economie Politique* mai-juin 1932. — Roger Picard :
Le marché du travail.

un ouvrier mineur par exemple, qui est souvent seul à faire vivre sa femme et ses enfants.

Les abattements, dans cette industrie, étaient malgré tout rendus plus difficiles encore. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Consortium Patronal de Roubaix-Tourcoing se soit heurté à des résistances lorsque, dès le mois de mai 1931, il fit connaître son intention d'opérer une réduction de 10 % sur les salaires. Une grève éclata qui dura dix semaines, intéressant plus de 100.000 ouvriers du textile (dans l'industrie lainière surtout) (1). Malgré la cohésion des syndicats cégétistes et des syndicats chrétiens, les employeurs, dont l'intransigeance était accrue par la précarité de la situation dans laquelle ils se trouvaient déjà, triomphaient en juillet après l'échec d'une intervention gouvernementale.

Cette mesure ne s'est étendue que plus tard aux autres régions cotonnières où son application, plus justifiée par l'évolution des prix, a été acceptée, comme dans toute période de dépression, sans beaucoup de protestations.

Les modalités de ces réductions ont été très variées du fait de l'abandon presque général depuis 1921 des contrats collectifs qui, en 1919, avaient unifié en les réglementant les rapports entre patrons et ouvriers.

Dans les Vosges, cependant, malgré la disparition des syndicats ouvriers, la convention du 10 septembre 1919 est restée à la base des modifications effectuées sur les taux des salaires, qui se calculent en pourcentages des chiffres arrêtés à cette date. A la suite des décisions prises unilatéralement par les syndicats patronaux depuis le mois de décembre 1931, l'augmentation sur ces salaires

(1) *Ibid.*

de base, qui avait atteint 75 % en 1930, a été généralement ramenée à 50 % en juillet 1932.

★ ★

Ce sont également les dispositions prévues à cet accord qui ont été appliquées par un grand nombre d'industriels de cette région, au début tout au moins, lorsque ceux-ci ont commencé à réduire les heures de travail de leur personnel.

« En cas de chômage partiel, autre que celui résultant du manque de force motrice ou de matières premières, stipulait l'alinéa 5 du § 4 de cette convention, et pour une cause indépendante de la volonté ou de la faute de l'ouvrier, il sera accordé à l'ouvrier une indemnité équivalant à la moitié du salaire lorsque le chômage atteindra quatre heures consécutives ».

A la vérité, d'ailleurs, le retard apporté par les patrons à consentir une réduction de leur fabrication, avait été plus profitable à leurs salariés qu'à eux-mêmes ; les fileurs et les tisserands français s'étaient trouvés un moment favorisés, par rapport surtout à leurs compagnons de l'étranger. Mais cette circonstance, en aggravant la situation des employeurs, les mettait dans l'impossibilité, du jour où ils étaient contraints à cette extrémité, d'accorder pendant bien longtemps à leurs ouvriers cette subvention onéreuse égale à la moitié des salaires normaux.

La réduction de cette indemnité au quart, et dans bien des cas sa disparition totale, mettaient dès lors les chômeurs dans une situation extrêmement précaire dont les Pouvoirs Publics pouvaient difficilement se désintéresser.

Dès le début de 1931, des instructions ministérielles s'étaient préoccupées d'activer partout la création de

fonds départementaux de chômage « spécialement qualifiés pour secourir les chômeurs des communes de moins de 5.000 habitants » (1).

Cependant, ces mesures concernant seulement le chômage total, n'intéressaient que pour une faible part l'industrie cotonnière dont le nombre d'établissements complètement fermés est resté, comme nous l'avons vu, assez restreint.

La réduction de la production a été plus généralement effectuée, soit par l'arrêt d'une partie de l'outillage, soit par une réduction des heures de travail. Ces formes de chômage partiel, qui présentaient l'avantage d'éviter un licenciement de main-d'œuvre toujours pénible, ont fait elles-mêmes l'objet d'une réglementation quant aux secours dont les intéressés pouvaient se prévaloir et bénéficier.

Un décret en date du 10 mars 1931 est venu « admettre au bénéfice de la subvention de l'Etat les caisses créées par les départements, les communes, les associations professionnelles d'employeurs et d'employés en vue de venir en aide aux salariés qui, tout en continuant à être occupés par leur employeur, sont employés par celui-ci moins de quatre jours par semaine, par suite du manque de travail ».

De nombreuses caisses départementales de chômage partiel furent ainsi créées, également alimentées par les participations des communes. Ces participations qui se montaient à 25 ou 30 % des allocations accordées aux chômeurs résidant sur leur territoire, trop lourdes pour les budgets des petits villages ou pour les employeurs qui

(1) *Revue d'Economie Politique* mai-juin 1932. — M. Oualid : *Législation sociale*.

devaient souvent les prendre à leur charge, furent réduites progressivement jusqu'à 5 % dans les Vosges (1), en même temps qu'augmentait la part incombant au fond national, que le décret du 31 décembre 1931 avait portée dans certains cas à 90 % — quand il y avait plus de 30 chômeurs secourus pour 1.000 habitants.

Le montant des allocations a été également augmenté. Une interprétation élargie des textes légaux permit même, dans certains départements, aux industriels travaillant en moyenne quatre jours entiers par semaine, d'inscrire leurs ouvriers au bénéfice de l'indemnité ainsi accordée, en répartissant leur production mensuelle sur trois semaines pleines, la quatrième étant complètement chômée.

Il est impossible de déterminer avec exactitude le nombre des chômeurs ainsi secourus dans l'Industrie Cotonnière. Outre que les caisses de chômage ne font aucune discrimination entre les divers ouvriers du Textile, ces renseignements ne sont pas centralisés.

Mais si l'on s'en tient aux « états de chômage » dressés par le Syndicat Industriel Alsacien, on peut évaluer à plus des trois quarts la fraction de main-d'œuvre dont le travail était réduit de quatre heures au moins par semaine, ou totalement supprimé, au mois de février 1932.

Malgré la proportion relativement élevée de ce chiffre, il ne semble pas que le syndicalisme ouvrier ait fait, à la faveur de cette crise, des progrès comparables à ceux qu'il avait réalisés en 1921.

Ici encore, les estimations sont rendues extrêmement difficiles. Les effectifs de la C. G. T. accusent peut-être, au cours de ces dernières années, une progression sensi-

(1) Arrêté préfectoral du 18 mars 1932.

ble dans le Nord, à Mulhouse et à Belfort. Il est certain cependant que les Vosges se tiennent à l'écart de ce mouvement, et que toutes les tentatives d'organisation syndicale y ont toujours échoué.

Mais nous aurons l'occasion de voir, au cours de cette étude, que certaines initiatives venant souvent des milieux ouvriers ont attiré l'attention des Pouvoirs Publics. Encouragée, il faut le reconnaître par l'incohérence manifestée au cours de ces circonstances par les chefs d'entreprise, elles tendent toutes à une réglementation plus stricte, sur le plan législatif, du travail et par là même de la production, réglementation dont la rigidité ne laisserait pas d'être quelque peu dangereuse pour la branche qui nous occupe de l'activité nationale.



Quoiqu'il en soit des répercussions qu'a pu avoir au point de vue social un chômage aussi accentué, accompagné d'une réduction des salaires, l'efficacité de ces mesures dans le domaine économique ne saurait être mise en doute.

Les stocks du tissage, en premier lieu, ont été réduits dans de fortes proportions, tombant de 1.115 mètres par métier en décembre 1931 à 982 en mars 1932 et à 732 en décembre.

Par ailleurs, la quantité de balles de coton brut emmagasinées par les filatures passe de 376.000 en juillet 1931 à 214.000 en juillet 1932. Les importations de matière première ont été ramenées au niveau des besoins réduits : la consommation des usines, qui avait été de 496.000 balles au cours du deuxième semestre 1931, n'est plus que de 396.000 pour les premiers six mois de 1932, et les stocks au Havre ont à peu près disparu.

Les prix des produits manufacturés se sont peu à peu ressaisis. L'écart de filature, qui s'était relevé une première fois en mars de 3 fr. 30 à 4 fr. 30, et qu'une nouvelle baisse des cours de coton avait ramené à 3,80, se chiffre aux alentours de 4 fr. 50 à la fin de l'année.

De même, les prix de façon au tissage ont augmenté, passant de 32 francs en mars à 36 et 38 francs en décembre 1932.

Un assainissement de la situation générale s'est produit, encouragé d'ailleurs, dès la fin du deuxième trimestre, par une augmentation sensible de la demande qui résulte de l'épuisement des stocks chez les grossistes français d'une part, et, d'autre part, d'une reprise marquée des

achats de nos colonies : ces derniers restent cependant, pour les neuf premiers mois de l'année, inférieurs à ceux de 1931, en raison de la défaillance de l'Algérie qui seule marque encore une régression.

Devant cette amélioration, il était naturel que l'activité industrielle reprit un rythme plus normal.

De fait, dès le mois d'août, un ralentissement du chômage se manifeste partout. Les usines qui n'avaient fait que réduire les heures de travail, marchent de nouveau pendant 40, puis 48 heures par semaine.

Des entreprises complètement arrêtées depuis un an et plus jugent le moment opportun pour rouvrir leurs portes. Les doubles équipes renaissent dans certains cas, et les industriels semblent reprendre espoir dans un avenir qui leur paraît moins sombre.

Cet optimisme, compréhensible après les heures difficiles traversées au printemps — lesquelles succédaient à une période malsaine qui durait depuis presque deux ans —, risquerait cependant, à être exagéré, d'entraîner à nouveau des conséquences regrettables et nuisibles à toute amélioration vraiment durable et importante de la situation.

Sans doute la dépression économique mondiale se fait-elle moins sentir qu'il y a un an. Sans doute aussi a-t-on pu constater déjà une reprise très nette dans l'activité de certaines industries cotonnières étrangères qui accusent, pour le premier semestre de 1932, une augmentation de leur consommation de coton brut sur les chiffres précédents.

Ces circonstances évidemment favorables ne doivent pas faire perdre de vue que la crise de l'industrie coton-

nière n'est pas uniquement le résultat de la crise mondiale de 1929-30. En France, tout particulièrement, il ne faut pas oublier que la prospérité que les manufactures de coton ont connue jusqu'en 1929 doit être attribuée à des causes qui semblent en grande partie exceptionnelles, et que la progression de l'outillage qui en est résultée a été quelque peu exagérée.

Certes, un certain nombre d'entreprises ont été liquidées, qui ne remarcheront jamais. Mais cette sorte de sélection naturelle est restée très limitée. Certains exemples frappants montrent qu'il y a peu à espérer de ce côté pour un assainissement définitif. Les usines défailtantes trouvent presque toujours de nouveaux acquéreurs tentés par les prix dérisoires qui sont pratiqués.

Enfin, la situation financière de beaucoup d'affaires reste extrêmement précaire et ne saurait résister à un nouvel engorgement des marchés, qui serait cette fois réellement catastrophique.

Il apparaît dès lors que si les industriels français ont le désir de voir bientôt renaître les heures de réelle prospérité qu'ils ont déjà connues, ils doivent coordonner leurs efforts pour affronter les problèmes anciens et nouveaux qui ne vont pas manquer de se poser ou de réapparaître à leurs yeux.

Cette crise ne se résorbera certainement pas aussi rapidement que celle de 1921. Et, si tout permet de penser que les moments les plus critiques sont passés, une longue période de convalescence s'annonce, pendant laquelle une organisation disciplinée de l'activité industrielle semble plus désirable encore qu'elle ne l'était au cours de ces deux dernières années.

En effet, la crise ne pouvait malgré tout être évitée ;

mais une entente plus intelligente semble, dès maintenant, le moyen le plus efficace pour assurer un regain d'activité à l'Industrie Cotonnière Française, que les manifestations nouvelles d'un individualisme anarchique risquent de faire végéter dans de bien mauvaises conditions pendant encore de longues années.

Ces efforts individuels ou collectifs sont à faire, aussi bien du côté de la production que du côté de la consommation, mais doivent surtout être tentés dans le but d'ajuster l'un à l'autre, d'une façon plus rationnelle, ces deux facteurs de prospérité.

TROISIÈME PARTIE

Les Remèdes

CHAPITRE PREMIER

La Production. Compression des Prix de revient

I. — MATIÈRES PREMIÈRES — SALAIRES CHARGES FISCALES

Du seul point de vue de la production, tout d'abord, il ressort de ce qui précède qu'un effort s'impose du côté d'une compression des prix de revient, soit en vue de conserver à notre industrie cotonnière la place qu'elle tient dans le marché national et colonial, soit en vue de lui faciliter la concurrence sur les marchés étrangers.

Le prix de revient, que M. le Professeur Oualid définit comme « la synthèse des conditions générales d'activité d'une industrie » comporte divers éléments qu'on peut diviser en deux catégories : les éléments relativement fixes, communs à l'ensemble des industries, tels que loyer, intérêt de l'argent, primes d'assurances ; et d'autres, propres à chacune d'elles, tels que prix des matières premières, frais de transport, salaires, charges fiscales. Il convient de mettre à part ces derniers qui, seuls, retiendront pour le moment notre attention.

La Matière première

La matière première, dans l'industrie cotonnière, est essentiellement constituée par le coton brut, dont la part dans le prix de vente d'un kilo de filé, chaîne 28, est encore aux bas cours actuels de 50 % environ, et de 30 % dans le prix d'un mètre du tissu de base.

Or la France demeure à cet égard largement tributaire des Etats-Unis, au même titre d'ailleurs que la plupart des nations industrielles de l'Europe. La part du coton américain dans l'approvisionnement de sa filature atteint presque les deux tiers (64,1 % en 1931/32) (1).

Il était tout naturel qu'elle songeât, dans ces conditions, à encourager la culture de ce textile dans ses colonies les plus adéquates.

Sans vouloir examiner ici dans ses détails la question du coton colonial — pour l'étude de laquelle nous ne pouvons mieux faire que renvoyer d'une part au compte rendu du « Congrès National du Coton et des Textiles Végétaux » tenu à Paris en 1931 lors de l'Exposition Coloniale, et d'autre part aux conclusions du rapport présenté par M. Oualid au Conseil National Economique —

(1) Angleterre 56 %, Allemagne 72 %, Belgique 47 %, Espagne 70 %. Italie 70 %, Pologne 85 %, Suisse 46 %, Tchécoslovaquie 77 %.

qu'il nous suffise de constater que la gravité des circonstances qui en ont posé le problème devant l'industrie est aujourd'hui fortement atténuée.

L'Association Cotonnière Coloniale, fondée en 1903 par le Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière sur le modèle et à l'imitation de la « British Cotton Growing Association » n'a réellement exercé une action effective qu'à partir de 1923/24. A cette date, la régression de la production américaine (11.000.000 de balles en 1920/24 contre 144 millions en 1910/14) (1) concordant avec un accroissement considérable de l'outillage, pouvait, plus que jamais, faire craindre une disette sur les marchés non producteurs et tout particulièrement en Europe. La production des Indes, dans la mesure où elle n'était pas réservée à la consommation intérieure, s'orientait surtout vers le Japon.

Mais, outre que les moyens financiers dont disposait l'Association Cotonnière Coloniale étaient assez limités, au regard surtout de ceux qui sont mis en œuvre par les groupements similaires anglais ou belges, la période au cours de laquelle ses efforts furent tentés dans des conditions satisfaisantes a été de trop courte durée pour que les résultats aient pu en être bien concluants.

Certes, les récoltes marquent depuis 1924 une progression continue. Mais une bonne partie de cette production est consommée sur place : par ailleurs, les quantités exportées ne le sont pas toutes à destination de la France, et la part des cotons coloniaux dans l'approvisionnement de la métropole ne dépasse guère finalement le pourcentage restreint de 2 %.

(1) Oualid, rapport cité.

IMPORTATION EN FRANCE DE COTONS COLONIAUX

	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Algérie	542	1.245	1.289	930	1.344	1.248	615
Maroc	12	8	34	19	2	1	—
A. O. F.	271	3.679	3.255	3.220	3.971	4.469	2.186
Indochine	332	21	199	51	2	158	221
Autres Colonies.....	2.284	1.071	575	445	328	577	417
Total pr les Colonies	3.341	6.024	5.352	4.665	5.547	6.453	3.439
Total général....	349.155	368.245	355.723	344.477	367.493	373.082	232.771 (1)

Sans contester les possibilités qui s'offrent de ce côté tant à notre industrie qu'à la mise en valeur de nos domaines coloniaux, il faut reconnaître que les choses ont changé d'aspect depuis ces dernières années. L'augmentation des surfaces ensemencées aux Etats-Unis, jointe à l'introduction dans la culture, notamment dans l'opération délicate de la cueillette, des procédés mécaniques les plus perfectionnés, a déjà entraîné une surproduction dans ce pays, dont la récolte maxima possible est évaluée désormais à vingt millions de balles.

Par ailleurs, la baisse des prix qui en est résultée a rendu critique la situation de nos plantations d'outre-mer. Alors que les prix de revient de nos cotons coloniaux s'établissent à peu près entre 8 et 9 francs le kilo, rendu en France, les cours du « middling » au Havre semblent se stabiliser à l'heure actuelle aux alentours de 4 fr. 20.

Les mesures exceptionnelles prises à la fois par l'Asso-

(1) Ces chiffres, qui sont ceux de l'Administration des Douanes, indiquent les quantités totales importées, et sont toujours très supérieurs à ceux de la Fédération Internationale Cotonnière, qui donnent seulement le nombre des balles de coton consommées par la filature.

ciation Cotonnière Coloniale, par le Gouvernement Français et par les Gouvernements Généraux des colonies intéressées (1) pour venir en aide aux planteurs et aux indigènes en 1931 et en 1932, « ne sauraient être répétées à l'avenir » (2), car elles comportent d'importants sacrifices financiers et engagent l'Etat et les colonies dans une politique anti-économique et dangereuse.

Il ne semble donc pas qu'on puisse poursuivre les espoirs qu'on avait fondés un moment sur nos colonies pour nous affranchir de la dépendance de l'étranger quant à notre consommation de coton brut.

Cela ne veut pas dire cependant qu'il faille cesser les efforts qui ont été faits dans cette voie. Outre qu'il serait pénible de voir réduits à néant « les résultats de plusieurs années de travail continu », il y va dans certaines régions, comme en A. O. F., du prestige de la France auprès des indigènes. « En Afrique du Nord, on plantera autre chose, et cela n'aura pas de conséquence plus grave, mais il n'en sera pas de même dans les régions où le coton est cultivé par l'indigène. Celui-ci, que l'administration et les sociétés avaient poussé à la culture du coton par la promesse de profits certains, perdra confiance ; il limitera cette culture à ses besoins personnels, et, le jour

(1) *Bulletin de l'A. C. C.*, avril 1932. Les tarifs d'égrenage dans les usines de l'A. C. C. sont portés en A. O. F. de 700 à 300 fr. — Les tarifs de chemins de fer sont réduits. — Un arrêté du Gouverneur général, en date du 9 janvier 1932, a réglementé l'attribution d'une prime dont le montant peut atteindre 4 fr. le kilo de coton-fibre (c'est-à-dire égrené), à l'exportation du coton, pour la campagne 1931/32.

(2) M. Hesling, Gouverneur honoraire des Colonies, Directeur général de l'A. C. C. — Rapport sur « la Production Cotonnière Française », présenté au Congrès National du Coton, Paris, 1931.

où les cours seront rétablis, il sera très difficile, peut-être impossible, de lui faire oublier les déboires dont il fera retomber la responsabilité sur l'administration et le commerce français » (1).

D'autre part, toutes choses égales d'ailleurs, et compte tenu des différences de rendement et de la baisse simultanée de tous les produits agricoles, la culture du coton reste plus rémunératrice — pour le moment moins déficitaire — que celle de nombre d'autres produits tropicaux, tel que l'arachide par exemple.

Elle est donc de celles qu'un pays, soucieux d'accroître le bien-être des peuplades qu'il a prises sous sa protection, se doit de stimuler, en concentrant ses sacrifices là tout au moins où il a des raisons d'espérer arriver à un jour à des prix de revient normalement inférieurs à ceux des principaux pays producteurs. Les résultats obtenus en Nigéria Anglaise et au Congo Belge sont autant de raisons de ne pas nous laisser aller au découragement pour ce qui est de ceux que nous pouvons attendre de nos territoires du Sénégal, du Togo ou du Niger.

Enfin, quelle que soit l'assurance que nous ayons de toujours trouver du coton américain en quantité suffisante, nous avons un intérêt politique évident à ne pas rester tributaires exclusifs de l'étranger pour une matière si nécessaire à la Défense Nationale, tant en ce qui concerne l'habillement, que pour la fabrication des explosifs.

Mais surtout, du point de vue purement économique, sans négliger les résultats que pourrait avoir pour notre balance commerciale un accroissement du pourcentage de

(1) M. Hesling, *Journée Industrielle*, 29 octobre 1930, article cité par L. Robert : *La Culture du Coton en A. O. F.*, thèse, Paris, 1931.

notre consommation de coton colonial, ce serait pour nous « un volant susceptible de contribuer, par son action, à la régularisation d'un marché dont les fluctuations de prix sont précisément un des défauts dont se plaignent le plus les industriels » (1).

Le coton est, en effet, une matière essentiellement spéculative. Les aléas d'une culture délicate et, plus encore, le commerce extrêmement compliqué dont il fait l'objet, le nombre considérable des intermédiaires qui s'échelonnent entre le cultivateur et le filateur, expliquent le rôle que la spéculation est amenée à jouer dans l'établissement de ses prix, dont les fluctuations entraînent des répercussions désastreuses sur la situation des industries transformatrices.

Il n'y avait donc rien de tellement surprenant à voir, dans certains pays, l'action gouvernementale essayer de se substituer à ces phénomènes capricieux pour stabiliser des cours qui commençaient à montrer des tendances évidentes à la baisse. La politique de « barrage des prix » dans laquelle s'était engagé le Federal Farm Board des Etats-Unis, pouvait à cet égard être aussi bien profitable aux producteurs qu'aux consommateurs. Cependant, l'échec lamentable auquel cette expérience a abouti — ainsi d'ailleurs que toutes les autres du même genre — montre non seulement les insuffisances de ce système d'intervention, mais aussi et surtout les dangers qu'il comporte pour l'équilibre futur du marché.

Les rapports présentés au dernier Congrès de la Fédération Internationale Cotonnière, qui démontrent scienti-

(1) Oualid, *op. cit.*

fiquement les causes de cet insuccès, présentent à cet égard le plus grand intérêt (1).

« Une fois de plus, écrit M. Revere, spécialiste américain des questions cotonnières, nous avons la preuve tangible de cet axiome, à savoir que la partie n'est pas si grande que le tout et que les appropriations que l'Etat arrache aux contribuables sont loin d'égaliser les ressources d'un commerce libre de toute entrave. L'allocation de 116 millions de dollars par le Federal Farm Board fut insuffisante pour arrêter une baisse de 8 cents par livre, parce qu'elle avait pour ainsi dire enlevé au marché toute autre source de secours. Une organisation aussi formidable doit rester dans l'isolement. Toutes les autres se tiennent à l'écart. Ceux qui sont disposés à risquer leur opinion sur les forces économiques, le jeu réciproque de l'offre et la demande, l'état technique du marché, craignent d'avoir à faire face aux risques qu'implique toute tentative de prévision de la stratégie suivie par un bureau gouvernemental résolu à défier une loi naturelle.

« Si nous voulons nous expliquer pourquoi le gouvernement a échoué dans ses efforts de stabilisation, nous n'avons qu'à considérer les principes sur lesquels repose la fixation des cours. Ce faisant, nous découvrons que tôt ou tard ce que nous appelons le fonctionnement de la loi de l'offre et la demande n'est pas autre chose que la réaction de l'esprit de la collectivité comme aussi celle de son activité dans la tâche de la fixation des cours. Quand on considère le nombre immense d'individus de

(1) Citons plus particulièrement le rapport de M. Daniel Serruys « Sur les influences qui peuvent artificiellement affecter la tendance normale des cours du coton » et celui de M. C. T. Revere, de New-York,

tous les pays du monde qui produisent, fabriquent, emploient, achètent, vendent, économisent et gaspillent, l'ensemble de toutes ces formes d'activité se résout en une entité intelligente qui est aussi proche de la sagesse infinie que peut l'être une chose d'origine humaine. Il n'est point de Bureau ou de Commission législative qui soit capable de tenir compte d'un nombre suffisant de facteurs constitutifs des cours pour se donner le droit de décider souverainement de la valeur des choses ».

Si ces méthodes se trouvent maintenant condamnées, les funestes conséquences de leur courte application n'en pèsent pas moins encore à l'heure actuelle sur le marché, qui souffre surtout d'une accumulation de stocks dont il est difficile d'entrevoir une liquidation rapide.

Certes, les résolutions adoptées à l'unanimité par le Congrès de la Fédération Internationale (1), à laquelle d'ailleurs — il y a lieu de le remarquer — les Etats-Unis ne sont pas affiliés, ont produit une certaine impression de l'autre côté de l'Atlantique. Et le Federal Farm Board s'est engagé à ne pas jeter sur le marché plus de 650.000 balles au cours de l'année 1932-33. De plus, au mois de juillet dernier, le Gouvernement a décidé de

(1) « Pour ces motifs, le Congrès International Cotonnier, réuni à Paris, décide qu'il sera demandé au Federal Farm Board de s'abstenir de mettre en marché les 1.300.000 balles que possède la Stabilization Corporation et une aussi forte portion des stocks détenus par les diverses Coopératives Cotonnières sur lesquels il lui sera possible d'avoir la main ; que le Congrès demande au Federal Farm Board la publication d'un programme défini en application duquel ledit coton sera vendu ferme (sans remplacement du disponible par contrats) tous les jours, et en quantités déterminées qui ne seront pas une cause de gêne pour le marché ».

prélever 500.000 balles sur ce stock en faveur de la Croix-Rouge qui doit les faire transformer en tissus destinés aux indigents (1).

Il ne resterait donc plus, dans ces conditions, qu'à régler le sort des deux millions de balles bloquées par les Coopératives.

Mais la présence de cette « inconnue » suspendue sur le marché n'a pas été le seul résultat de l'action néfaste du Farm Board, à laquelle on doit imputer en grande partie les récoltes pléthoriques qui, depuis trois ans, contribuent bien plus encore à l'avilissement des prix. « En effet, l'élément suprême de faiblesse inhérent à la nature même des essais de fixation des cours se trouve dans la tentation inévitable qu'ils créent d'augmenter la production. L'appel de secours adressé au Gouvernement, la demande insistante en faveur de ce qu'on appelle le secours agricole, viennent du producteur à haut prix. Tout programme garantissant un prix suffisamment élevé pour assurer un bénéfice au planteur marginal, stimule la production à un point incroyable » (2).

Les chiffres ci-dessous montrent comment s'est comportée la production de coton américain depuis 1929, date de l'intervention gouvernementale, en face d'une consommation sans cesse décroissante :

	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33
Surfaces cult. (acres).	46.695.000	47.067.000	46.078.000	41.189.000	37.290.000
Récoltes (balles).....	15.296.000	14.500.000	13.755.000	16.628.000	12.727.000
Consommation.....	15.000.000	13.000.000	10.900.000	12.300.000	13.000.000
Carryover	4.395.000	5.939.000	8.710.000	12.911.000	12.000.000 (3)

(1) *International Cotton Bulletin*, octobre 1932.

(2) C.-T. Revere, *rapport cité*.

(3) *International Cotton Bulletin*, octobre 1932. Ces 3 derniers chiffres sont approximatifs.

Même en retranchant des 12.911.000 balles 1.500.000 représentant les stocks des filatures des Etats-Unis, les quantités à reporter sur la campagne 1932-33 se trouvent correspondre à peu près à une année de consommation mondiale de coton américain.

Si l'on ajoute à cela que les estimations sur la récolte en cours se révèlent supérieures, en quantité, aux prévisions faites au début de la saison (1), que par ailleurs la production mondiale, bien qu'étant en régression, dépasse néanmoins les besoins — qui n'atteindront vraisemblablement pas 24 millions de balles —, et que l'offre totale (récoltes et stocks) est évaluée pour cette année à plus de 38 millions de balles, si l'on ne perd pas de vue enfin que la Russie, avec deux millions de balles, arrive maintenant au troisième rang avant l'Egypte, il n'y a pas lieu de s'étonner que les cours du coton se maintiennent à un niveau extrêmement bas.

La loi de l'offre et la demande, quels que soient les efforts tentés pour s'y soustraire, demeure suprêmement efficiente, et l'on ne peut raisonnablement espérer, dans l'état actuel du marché, revoir les prix atteindre avant longtemps des niveaux bien supérieurs.

(1) Le *Farm Board* publie tous les mois des rapports qui font connaître les évaluations approximatives de la récolte. Les cours se trouvent fortement influencés par ces bulletins, suivant que ceux-ci annoncent une augmentation ou une diminution des chiffres parus le mois précédent.

Le 8 décembre 1932, les quantités récoltées sont évaluées à 12.727.000 balles contre 11.947.000 en novembre et 11.306.000 à la première estimation du mois d'août : cette nouvelle a été suivie immédiatement d'une baisse des cours en bourse.

D'ailleurs, si ces derniers sont vivement désirés par les producteurs, ils n'offrent pas le même intérêt pour l'industrie. Sans doute la consommation est-elle stimulée par la hausse, mais la reprise peut et doit se produire aux prix actuels qui, ayant atteint leur minimum, sont naturellement haussiers en face de l'accroissement lent mais déjà sensible de la demande, en admettant bien entendu que ne se produise pas une augmentation corrélative de la production. « Dans l'état actuel de régression du pouvoir d'achat mondial, énonçait le Président du Syndicat Cotonnier au Congrès de Paris, nous avons en effet besoin de coton bon marché si l'on veut que nous en consommons beaucoup ».

Malheureusement, les cours du coton subissent partout, à l'heure actuelle, directement ou indirectement, l'influence de la bourse de New-York, qui est sans contredit celle où s'exerce la spéculation la plus désordonnée.

Les mouvements de hausse comme celui qui s'est produit au mois de septembre 1932 (1), aussi bien sur les valeurs que sur toutes les matières premières, doivent être attribués uniquement aux manifestations bruyantes d'un optimisme artificiellement exagéré pour « remettre en marche » l'économie des Etats-Unis. Ces tendances velléitaires sont certainement les plus à craindre : du fait que ni les épargnants, ni les industries consommatrices ne peuvent suivre dans cette voie les spéculateurs professionnels, il s'ensuit infailliblement une baisse qui, même si elle laisse les cours à un niveau encore supérieur à ce qu'ils étaient auparavant — ce qui a été le cas pour le

(1) Les cours du coton sont passés de 4 cents 91, le 11 juin, à 8 cents 84 le 7 septembre.

coton — contribue à démoraliser à nouveau le marché, où la confiance tarde ensuite à renaître.

Avant que l'on en soit arrivé, comme l'espère M. Seruys, « par la prospection statistique et économique des besoins du marché mondial, à donner à la fois aux producteurs une juste rémunération de leur travail, et aux consommateurs la stabilité qu'ils désirent », il serait intéressant, en ce qui nous concerne, que la bourse du Havre arrivât à s'affranchir un peu des sujétions de celle de New-York, dont elle n'est actuellement qu'un reflet. Cette question de la stabilité des cours, d'une importance capitale, est liée chez nous au problème de l'approvisionnement, et nos milieux cotonniers, qui n'ont pas manqué déjà de s'associer aux critiques adressées à la politique du Farm Board, ne sauraient se désintéresser des efforts qui peuvent être faits en vue d'assurer à cet égard à notre marché du Havre l'indépendance que son organisation actuelle lui permettrait d'acquérir (1).

(1) Voir à ce sujet le rapport de M. Oualid qui analyse minutieusement l'organisation du marché du coton au Havre, sur laquelle nous ne pouvons revenir.



Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent, les fluctuations des prix du coton affectent à peu près au même titre les industries transformatrices de ce textile de tous les pays.

D'autres éléments du coût de production, au contraire, contribuent à mettre l'industrie française dans une situation très particulière au regard de ses concurrents étrangers.

C'est tout d'abord le cas du prix du charbon, produit que l'on peut faire également rentrer dans la catégorie des matières premières.

« L'industrie cotonnière, nous dit M. Oualid, consomme en France aujourd'hui plus de un million et demi de tonnes par an, représentant une valeur totale d'environ 175.000.000 de francs, sur la base de 112 francs la tonne. Cette quantité se répartit à raison de 3 kilos de charbon pour un kilo de filés, et de 30 kilos pour une pièce de 100 mètres... Ce qui représente 8 % du prix de façon pour les filés, et 17 % environ pour les tissus, en comprenant dans ce dernier la fabrication du fil même ».

Ce pourcentage n'est pas le même pour toutes les régions. Les Centres du Nord, en effet, s'approvisionnent sur place, ainsi que celui de Roanne, tandis que l'Alsace emploie le combustible de la Sarre et que les Vosges s'alimentent aux bassins du Nord et du Pas-de-Calais. Il en résulte, pour cette dernière région, un désavantage sensible du fait de la majoration considérable que font subir les tarifs de transport à une matière aussi pondé-

reuse (1). Cependant, ce désavantage est compensé pour les usines des Vosges par l'emploi fréquent des chutes d'eau dont la présence est d'ailleurs une des raisons de leur installation dans cette partie de la France. Il est à présumer que les industriels pourront bientôt profiter de l'énergie électrique du Rhin, dont le programme d'aménagement vient de recevoir un si brillant commencement d'exécution.

Notre plus grand centre cotonnier continuera néanmoins à être handicapé par sa position géographique, mal desservie par des voies de communication peu pratiques. « Les frais de transport jouent en effet un rôle grandissant dans le prix de revient de la matière première rendue à l'usine et dans le prix du produit fabriqué rendu au lieu de consommation ou au port d'embarquement ».

En effet, leurs coefficients d'augmentation depuis 1924 se maintiennent en général très supérieurs à 5. Depuis 1928, cependant, des efforts ont été faits par les réseaux français pour rétablir au profit des ports du Havre ou de Dunkerque les avantages que les industriels de l'Est trouvaient à importer leur coton directement, par Anvers et Strasbourg. Il n'en reste pas moins qu'aux cours actuels du coton, ces frais viennent grever assez lourdement les charges de l'industrie vosgienne pour laquelle le coût du transport de la matière première du Havre à la filature représente à lui seul environ 6 % du prix de façon du filé.

(1) Cette majoration est de l'ordre de 30 %, et, dans la haute vallée de la Moselle, le charbon revient à 160 fr. la tonne et entre pour 13 % dans le prix de façon d'un kilo de filés.

Les chemins de fer subissent d'ailleurs depuis quelques temps la concurrence de plus en plus sérieuse des transports fluviaux qui, avec le développement récent des transbordements sur camions-autos entre le port d'arrivée et l'usine, arrivent encore à des prix inférieurs de moitié.

Nous croyons savoir cependant que de nouveaux tarifs, tenant mieux compte des besoins de cette industrie, viennent d'être présentés à l'homologation du ministre des Travaux Publics. D'autre part enfin, il n'est pas douteux que la « percée des Vosges », dont les travaux sont actuellement en cours et qui doit donner naissance à une ligne internationale à grand trafic, viendra améliorer sous peu, à cet égard, aussi bien la situation de Mulhouse que celle de la Haute Vallée de la Moselle.

Les Salaires

Si l'Industrie Cotonnière Française a toujours été désavantagée, du fait de ces circonstances, par rapport surtout aux usines du Lancashire, que la présence d'un bassin houiller et la proximité des ports plaçaient dans de meilleures conditions au regard de l'exportation, ces différences ont été longtemps compensées au profit de la France par les salaires relativement bas qu'elle pouvait appliquer.

A l'heure actuelle, au contraire, l'impossibilité où se trouve notre pays d'ajuster la rémunération de sa main-d'œuvre au niveau de celle que pratiquent ses voisins contribue pour beaucoup à accentuer le malaise dont souffrent plus que d'autres ses industries exportatrices.

La proportion relative de cet élément du prix de revient n'a cessé de s'accroître en face de la baisse des

prix du coton. Aux cours actuels, les salaires, malgré la légère diminution qu'ils ont subie en Juillet 1932 (1), représentent plus de 30 % du prix de revient du produit fini (calicot 3/4 20 × 20) (2).

Il est peu probable, par ailleurs, qu'on puisse arriver à imposer aux ouvriers une réduction nouvelle de leurs moyens d'existence. Le décalage subsiste en effet, en France, entre les prix de gros et les prix de détail, et le coût de la vie a plutôt augmenté, dans les Vosges en tous cas (3), au cours du dernier trimestre de 1932.

Au reste, ce problème n'intéresse pas que notre exportation. De même qu'il a été à la base du déséquilibre entre la production et la consommation, lequel a entraîné la crise, de même il continue à dominer à l'heure actuelle la vie économique du pays aussi bien que sa politique financière.

Les charges fiscales

Les surcharges fiscales qui sont venues depuis la guerre frapper l'industrie et le commerce français ont d'ailleurs contribué pour beaucoup à augmenter cet écart entre les différentes catégories de prix, qui rend maintenant plus difficile une compression des dépenses publiques.

Le Syndicat Général s'est efforcé récemment de déterminer le plus scientifiquement possible le coefficient

(1) Voir plus haut.

(2) « Ils entrent pour plus de 40 % dans le prix de façon du filé et pour plus de 60 % dans celui du tissu. Le facteur main-d'œuvre est donc plus important dans le tissage que dans la filature ». Oualid, rapport cité.

(3) Renseignement communiqué par M. Joubin, directeur du Syndicat Cotonnier de l'Est.

d'augmentation des charges fiscales directement supportées par l'industrie cotonnière depuis 1913. Il résulte de cette étude, reproduite par M. Oualid, que ce coefficient pouvait être estimé à 75 en 1927-28 : mais il reste encore, aux cours actuels du coton, au taux élevé de 32, soit 6,4 en valeur or. Ce chiffre, très élevé si on le compare aux dépenses budgétaires qui, bien que considérables, sont seulement treize fois supérieures à celles d'avant-guerre (2,5 en valeur or), s'explique du fait que l'effort fiscal n'a pas été réparti de la même façon sur toutes les catégories de contribuables. Les autres industries accusent des augmentations du même ordre : 40 pour l'industrie sidérurgique (1), 75 pour l'industrie lainière en 1927 (2).

Si l'industrie cotonnière a toujours supporté sans aucune protestation, en période de prospérité, ces surcroûts de charges qui affectent ses prix de revient, si même elle a été favorable dès le début au principe des assurances sociales, il est naturel qu'elle joigne ses doléances à celles des autres au moment où ses forces contributives se trouvent presque complètement épuisées.

A vrai dire, le Syndicat Général Cotonnier a toujours eu l'attention plus particulièrement tournée vers la taxe sur le chiffre d'affaires, qui ne constitue pas sans doute une charge spéciale pour les industriels, mais qui, en raison des transformations multiples auxquelles sont

(1) D'après l'Assemblée générale de la Société des Aciéries de Longvy, du 28 septembre 1932.

(2) D'après le rapport présenté au Conseil National Economique sur l'industrie de la laine, par M. Marcel Rives.

soumis les produits textiles, alourdit particulièrement les prix de vente à la consommation. Jusqu'à présent, les représentants autorisés des milieux cotonniers s'étaient contentés de dénoncer les dangers que présenterait un remaniement de cet impôt, sous la forme d'une taxe unique à la production, tel qu'il a été projeté à plusieurs reprises au Parlement ou par le Ministère des Finances, et réalisé sur le charbon, le thé, le café, et autres produits.

« Ce faisant, répond le Syndicat à l'enquête du Conseil National Economique, on irait au-devant des plus graves dangers, soit sous le rapport des conditions de la production et du commerce, soit sous le rapport de la concurrence étrangère, soit sous le rapport du coût de la vie. D'une étude que nous avons faite de la question, sur la base des prix pratiqués en mars 1927, nous sommes en mesure de conclure que le seul système concevable de taxe à la production, en ce qui concerne notre industrie, c'est-à-dire le système d'une taxe unique à l'importation de coton brut, comporterait, pour assurer approximativement le même rendement qu'aujourd'hui, le taux énorme de 20,3 % sur la matière première, et que, pour les fils et tissus vendus au sortir de l'usine, la surcharge résultant de la taxe unique par rapport au régime actuel représenterait pour les filés plus que le montant des droits de douane, et pour les tissus plus de 20 % de ces droits ».

« Cette taxe, ajoute M. Oualid, devrait même être inversement proportionnelle au mouvement des prix de la matière première, puisque, tous les éléments du prix de revient autres que celui-là demeurant relativement stables, et le prix de vente ne s'abaissant pas dans la

mesure du prix de la matière première, il faudrait élever proportionnellement le tarif de la taxe perçue sur celle-ci pour maintenir à cette taxe le rendement fiscal de celle qu'elle remplacerait ».

Plus récemment, cependant, tout en participant activement aux travaux poursuivis par l'Union Textile pour la recherche de la formule la plus heureuse à réaliser quant à la réforme qui s'impose de cet impôt, le Syndicat Cotonnier, devant les difficultés croissantes de la situation, a adopté une attitude plus positive. Encouragé par l'exonération dont viennent de bénéficier (Avril 1930) dans l'industrie lainière « toutes les affaires de vente ou de façon comprises entre le stade de la laine brute et celui de la filature », il s'est efforcé de demander au Parlement, de concert avec les autres groupements textiles, un dégrèvement pur et simple de 1 %, à titre transitoire, sur le taux actuel de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Ces revendications se sont malheureusement heurtées à l'opposition formelle du gouvernement, motivée par les difficultés actuelles d'équilibre budgétaire. Il serait souhaitable cependant que les industries textiles, qui ne sont en aucune façon appelées à profiter du programme d'outillage national, obtinssent satisfaction le plus rapidement possible sur ce point, auprès des Pouvoirs Publics.

A l'Etranger, en effet, cette taxe n'existe pas ou atteint un niveau beaucoup plus faible qui, au maximum, ne dépasse pas 0,85 % en Allemagne et 1 % en Belgique.

Il faut noter d'ailleurs qu'au regard de la concurrence étrangère, outre l'exonération générale de la taxe de 2 % dont bénéficient les ventes de produits destinés à l'exportation, les exportateurs d'articles de coton ont droit au remboursement du droit d'entrée de 2 % perçu sur des

quantités égales de coton brut importé. Ce régime d'admission temporaire, qui fonctionne d'une façon très spéciale, a été étendu successivement des filés aux tissus de coton pur dès 1926, et aux tissus mélangés en 1928.

D'autre part enfin, dans le but d'égaliser les charges qui pèsent sur les produits fabriqués à l'intérieur, par suite de l'impôt sur le chiffre d'affaires, et celles supportées par ceux qui viennent de l'étranger, la loi de finances du 31 mars 1932 a relevé le taux de la taxe à l'importation à 4 % pour les produits semi-ouvrés et à 6 % pour les produits finis, étant entendu que les filés aussi bien que les tissus de toute nature sont compris dans cette dernière catégorie.

II. — AMÉLIORATION DES CONDITIONS TECHNIQUES DE PRODUCTION

Quels que soient les résultats obtenus ou à obtenir encore sur ces différents postes du prix de revient pour arriver par là à une réduction effective du coût de production, il ne semble pas que les chefs d'entreprises soient en mesure d'exercer de ce côté une action très efficace. Aussi bien en ce qui concerne les charges fiscales que le taux des salaires ou les cours du coton, ils ne peuvent guère que formuler des vœux qu'il appartienne aux autorités compétentes de prendre en considération.

Plus directement à leur portée et plus immédiatement efficaces pourraient être au contraire les efforts qui tendraient au même résultat par une amélioration des conditions techniques de production.

« Cet effort de rationalisation, fait remarquer le délégué du Syndicat, ne devrait certes pas s'inspirer de l'idée d'une production à outrance dont les événements économiques mondiaux viennent de mettre les dangers crûment en lumière, mais seulement du souci d'assurer par unité de production la fabrication la plus économique possible ». « Cet objectif, poursuit-il, comporte naturellement un effort constant pour moderniser l'outillage et en assurer le service de la manière la plus rationnelle par l'ouvrier » (1).

(1) M. Angliviel de la Beaumelle, rapport présenté au Congrès de 1931.

Si l'on peut ajouter encore avec M. de La Beaumelle que, « sous la pression de l'âpre concurrence des quelques six ou sept cents firmes de l'Industrie Cotonnière Française, chaque entreprise réalise le plus souvent d'elle-même les améliorations mécaniques nécessaires », il faut reconnaître cependant que le terme même de « rationalisation » et l'idée qu'il concrétise ne sont pas toujours très bien accueillis chez nous par les milieux industriels, qui les interprètent souvent, à tort ou à raison, comme synonymes de « surproduction ».

Peut-être également la réputation dont a joui pendant longtemps la qualité de notre matériel de filature et de tissage, certainement hors de pair avant la guerre, a-t-elle nui aux perfectionnement d'ensemble qu'il eut été possible d'apporter, dans son utilisation surtout, au cours des années qui ont précédé la crise. Sans doute, comme l'observaient des visiteurs étrangers, nos usines étaient-elles, vers 1910, sous le rapport de l'outillage, « absolument à la hauteur des usines similaires des Etats-Unis » (1) ; il est malheureusement peu probable que nous puissions soutenir la comparaison à l'heure actuelle.

Certes, depuis cette époque, des progrès ont été faits, qui nous placent à cet égard devant nos concurrents anglais et peut-être devant nos concurrents allemands — qui possèdent encore en filature une proportion de métiers continus supérieure à la nôtre —. Mais si nous sommes arrivés à perfectionner la technique ancienne à un point où il est économiquement difficile de réaliser de nouveaux progrès, nos industriels n'ont réservé jusqu'à maintenant qu'un accueil très modéré aux procédés

(1) Oualid, *rapport cité*.

modernes de fabrication, et ils continuent souvent, dans la mesure où ils les ont adoptés, à les exploiter selon les vieilles méthodes auxquelles ils sont habitués.

Cette sorte de préjugé contre les méthodes dites américaines provient en grande partie de ce qu'elles sont mal comprises par des chefs d'entreprises qui, sans beaucoup les connaître, les jugent d'office inapplicables en France, où les conditions de la production diffèrent évidemment de ce qu'elles sont aux Etats-Unis.

Des considérations techniques trop développées dépasseraient le cadre de cet ouvrage. Mais il est intéressant, à cet égard, de lire les déclarations faites à Paris en 1931 par un spécialiste américain, invité par la Fédération Internationale Cotonnière à donner à ses membres, pour la plupart enropéens, des éclaircissements sur ces prétendues « méthodes américaines ».

« Le principe unique, dit-il, sur lequel reposent ces procédés est la nécessité absolue de mesurer scientifiquement les éléments fondamentaux des diverses opérations. Quand un fil se casse sur un métier, le fait est dû à une cause définie. Quelquefois la cause en est imputable au métier lui-même, mais elle peut aussi venir de n'importe quelle opération précédente qui a eu lieu dans la salle d'ouvraison, de cardage ou toute autre ; c'est notre devoir à nous fabricants de découvrir le « pourquoi » de tout ce qui arrive ».

Il expose ensuite toute une série d'expériences auxquelles il s'est personnellement livré et qui consistent, après avoir déterminé minutieusement toutes les causes des perturbations survenant dans la marche des usines — arrêts des métiers, irrégularités, déchets, etc... —, à y remédier dans la mesure du possible sans négliger le

moindre détail. Les résultats obtenus sont vraiment surprenants.

Voici d'ailleurs la conclusion de ce rapport dont les enseignements précieux sont à retenir : « Une multitude de visiteurs européens sont venus voir un nombre considérable d'usines américaines qui fabriquent soit un seul produit, soit très peu de genres différents, et ils ont senti qu'en Amérique le progrès avait été réalisé plus dans cette direction que dans toute autre. Tout en admettant que des usines américaines aient pu se spécialiser dans un certain produit, je tiens à insister sur ce point que de très grands progrès ont été réalisés dans des usines fabriquant divers genres de tissus. Par exemple, une des usines qui a étudié très attentivement la question faisait à l'époque 56 genres de tissus : chaque genre comprenait plusieurs types ou dessins différents. Cette usine possédait environ 60.000 broches. Une usine de 25.000 broches avait cent vingt-cinq couleurs différentes au moment de notre visite. S'il est plus facile pour une usine fabriquant un seul article de faire meilleure figure, j'affirmerai sans crainte de contradiction que n'importe quelle usine, qu'elle s'occupe d'un seul article ou d'un grand nombre, trouvera un intérêt matériel à appliquer les méthodes d'analyses dont j'ai parlé. En résumé, la méthode appelée américaine consiste :

1° A faire une analyse aussi scientifique que possible des éléments relatifs à chaque machine et à chaque opération.

2° A éliminer tout travail inutile.

3° A vérifier continuellement le fonctionnement de la machine et le travail qu'elle fournit.

4° A installer l'usine en établissant un juste équilibre.

entre les divers éléments variables sans pousser l'un quelconque de ces derniers à l'excès.

5° Lors du renouvellement des machines, à y procéder en utilisant le genre et la grandeur de machine les plus économiques.

Ajoutons que M. Paine est directeur de la « Textile Development Company », affaire qui s'est créée dans le but d'appliquer ces méthodes dans les usines où les dirigeants restent sceptiques : ces maisons, spécialisées dans l'organisation technique, sont tellement sûres de leurs succès qu'elles ne demandent comme rémunération qu'un faible pourcentage sur les économies réalisées par les industriels qui font appel à leurs services.

Ce n'est pas à dire qu'on n'ait pas déjà tenté en France d'améliorer le rendement du travail. Certains chefs d'entreprise ont même obtenu des résultats appréciables (1). Mais, outre que ces expérimentations sont en nombre assez restreint, elles ne présentent pas en général un caractère aussi scientifique.



Il faut reconnaître d'ailleurs que les succès ont été grandement facilités aux Etats-Unis par l'extension généralisée des métiers automatiques, qui représentent plus de 80 % du matériel de tissage.

Aussi est-ce peut-être de ce côté que devraient s'orienter tout d'abord les efforts des industriels français.

(1) M. Qualid signale que, dans telle usine de l'Ouest, le rendement moyen de cent broches en 10 heures est passé de 14 k. 200 à 15 k. 800 et le rendement par métier de 64.500 à 75.000 duites, grâce à l'emploi de salaires progressifs, primes à la production, de facilités accordées au personnel féminin (sièges de repos, aides pour les petites réparations et soins aux métiers).

Le procès du métier automatique n'est aujourd'hui plus à faire. Une enquête préparée par la Fédération Internationale Cotonnière a donné lieu en 1929, au Congrès de Barcelone, à une série de discussions très intéressantes qui ont parfaitement défini la nature et les avantages des métiers automatiques, en concluant presque sans restrictions à sa supériorité incontestable sur le métier ordinaire et à l'avenir certain qui l'attend, même en Europe, dans l'industrie textile moderne (1).

Il peut paraître surprenant, dans ces conditions, que leur nombre, en France, n'ait pas accusé depuis la guerre une progression plus sensible, étant donné la quantité d'installations nouvelles qui ont été effectuées au cours de cette décade.

Les raisons généralement invoquées par les industriels pour justifier cette abstention s'inspirent de considérations à la fois techniques, financières et sociales. Ces métiers, tout d'abord, se prêtent surtout à la fabrication uniforme des articles courants, ce qui n'est pas le fait de la production française, caractérisée par la diversité et la fantaisie. Par ailleurs, leur prix de revient est environ deux fois plus élevé que celui d'un métier ordinaire, et dépasse donc la capacité financière de la plupart des entreprises, de trop faibles dimensions. Enfin, réduisant de plus de moitié le nombre des ouvriers, leur montage entraînerait un « chômage technologique » susceptible d'attirer des représailles de la part des travailleurs.

(1) Nous ne pouvons songer à reproduire ici les extraits de tous ces rapports dont les conclusions sont telles qu'une maison de construction de métiers automatiques suisse, jugeant qu'il lui était difficile de trouver une meilleure publicité, les a publiés in-extenso dans ses brochures de vente, sans y ajouter le moindre commentaire.

Sans méconnaître la part de bien fondé contenue dans ces observations, nous en ajouterons une quatrième qui paraît plus explicative : les industriels, chez nous comme dans toute l'Europe, sont habitués aux métiers ordinaires et reculent devant les risques et les difficultés que présente la mise au point de machines qui procèdent plus de la mécanique que du tissage proprement dit. Dans tous les cas, il est certain que les chefs d'entreprise qui avaient réalisé cette innovation n'ont eu qu'à se louer d'une pareille initiative, qui a atténué chez eux les conséquences de la crise.

A vrai dire, les conditions économiques actuelles ne sont plus très favorables à l'adoption d'un machinisme nouveau, plus facile à introduire dans une affaire qui se crée ou qui s'agrandit, qu'à substituer à un vieux matériel déjà existant. Cependant, si l'on envisage un avenir qu'il faut espérer rapproché, nos tisseurs ne doivent pas se laisser devancer dans cette voie par leurs concurrents européens.

Les répercussions sociales que risquerait d'avoir chez nous une multiplication sur une plus vaste échelle des métiers automatiques ne sont à vrai dire pas très inquiétantes dans une industrie qui souffre en temps normal d'une pénurie de main-d'œuvre très accentuée. D'ailleurs, il ne faut exagérer l'importance du licenciement d'ouvriers qui en résulterait. Si 18 ouvriers suffisent pour conduire 100 métiers automatiques, là où il en faut 35 pour une quantité égale de métiers ordinaires, il n'en est pas moins vrai que ce fait offre précisément la possibilité de faire marcher ce matériel perfectionné à double équipe.

Certes, il ne saurait être question d'envisager pour le moment un accroissement de production. Mais le métier automatique bat moins vite que le métier ordinaire, à 140 coups environ contre 200. Rien n'empêche par conséquent de concevoir le remplacement de 300 vieux métiers par 200 nouveaux seulement, lesquels, travaillant 16 heures par jour, arriveraient à une production identique en réalisant une économie de main-d'œuvre de l'ordre de 25 %.

Cette formule d'utilisation est également celle qui s'impose du point de vue financier. Alors que l'installation d'un tissage ordinaire revient environ en ordre de marche à 10.000 francs par métier, il faut en compter 15.000 pour un équipement automatique. Mais l'exploitation de ce dernier au moyen de deux équipes permet d'assurer en temps normal une rémunération facile du capital investi, ainsi qu'un amortissement du matériel très suffisamment rapide.

Malheureusement, si l'on peut tenir pour certain qu'un bon nombre de vieilles affaires se trouvaient, avant la crise, dans la possibilité financière de réaliser ce genre de transformation ou d'extension, il est infiniment moins sûr qu'il en reste beaucoup, à l'heure actuelle, capables d'opérer elles-mêmes ce rajeunissement qui s'impose. Cette solidité financière des entreprises cotonnières, corollaire de leur structure familiale, et qui les rendait moins que d'autres tributaires des banques et du crédit, a fini en effet par être sérieusement ébranlée par la persistance des difficultés de leurs trésoreries qu'un marché malsain rendait trop souvent débitrices.

La situation s'est aujourd'hui complètement modifiée. Et le concours des établissements de crédit, plus fréquent

qu'autrefois, a mis beaucoup d'industriels dans une posture extrêmement délicate qu'ils doivent s'efforcer avant tout d'assainir. Il serait certes dangereux pour ceux-là de s'aventurer dans de nouvelles immobilisations au moindre signe de reprise. Ils retomberaient dans les fautes commises en 1925 par les cotonniers anglais qui, croyant revenues les heures de prospérité, se sont chargés d'une dette flottante extrêmement gênante, laquelle constitue le plus grand obstacle à la gestion normale de leurs entreprises (1). Non seulement, en effet, les années suivantes ne leur en ont pas permis l'amortissement, mais maints d'entre eux se trouvent depuis longtemps obligés de produire à perte pour en servir les intérêts.

L'attitude actuelle des banques françaises à l'égard de l'industrie cotonnière rendrait d'ailleurs difficile le financement d'une pareille politique de « surcapitalisation ».

Mais, s'il ne faut agir dans ce sens qu'avec le plus grand discernement, il n'en reste pas moins qu'il appartient aux industriels soucieux de leur avenir de prévoir un programme de renouvellement du matériel ancien, dont la réalisation progressive devra être effectuée dès qu'ils seront en mesure de faire raisonnablement les efforts financiers nécessaires.



Le dernier obstacle à toutes ces mesures de rationalisation réside enfin dans la diversité actuelle de la pro-

(1) D'après les affirmations de M. Titt, député-maire de Manchester, reproduites dans un numéro de *Vu* du 21 septembre 1932 : *la grève du Lancashire*.

duction et dans les changements que lui imposent les fluctuations incessantes de la mode.

Peut-être cette affirmation, invoquée *a priori* depuis longtemps par de nombreux industriels, est-elle encore susceptible de révision. Sans contester que la fabrication correspond chez nous à des besoins différents de ceux qui existent aux Etats-Unis, il faut reconnaître qu'il existe, surtout en ce qui concerne l'industrie du coton, certains articles de base pour lesquels la demande subit dans l'ensemble peu de variations. La diversité n'apparaît que dans les articles fantaisie.

Si elle subsiste cependant à l'intérieur des usines qui se consacrent aux articles courants, la cause doit en être recherchée, pensons-nous, dans les deux faits suivants.

En premier lieu, en raison précisément des prix de revient élevés et des faibles marges qui en sont la conséquence directe, chaque industriel éprouve le désir bien légitime d'introduire chez lui un nouvel article dès que celui-ci se révèle plus rémunérateur, sacrifiant ainsi l'uniformité de sa fabrication à un avantage forcément momentané, qui n'atteint que quelques centimes par mètre de tissu.

Cette diversité semble résulter en second lieu des modifications survenues, surtout au cours de ces dernières années, dans les méthodes commerciales de vente. Les tisseurs sont sans aucun doute, à l'heure actuelle, à la merci des exigences d'une clientèle dont les ordres portent parfois sur des quantités relativement infimes de tissus qu'ils doivent s'engager à ne pas reproduire. « Non seulement une telle manière de faire, remarque M. Oualid, majore considérablement les frais généraux, mais elle oblige les industriels à accroître leurs stocks et la variété de leurs produits, faisant d'eux de véritables

grossistes, car cette pratique modifie profondément les conditions mêmes de la production, les détaillants n'ayant plus d'intérêt à passer par les négociants en gros ».

Il semble cependant qu'on puisse remédier encore à cet état de chose, à condition toutefois de substituer ici aux efforts individuels l'effort collectif. Seuls, en effet, des organismes réglementant la production et la vente d'un assez grand nombre d'usines pourraient arriver, en se défendant contre les prétentions des acheteurs, à réduire la quantité de ces dispositions de tissus (dont le consommateur ne tient souvent aucun compte), et à en répartir ensuite la fabrication parmi des usines spécialisées qui, de ce fait, obtiendraient plus facilement de leur outillage le rendement optimum.

S'il apparaît finalement que de pareilles institutions doivent aider dans une large mesure la généralisation de ces méthodes de rationalisation, la nécessité de ces organismes devient plus immédiatement évidente lorsqu'il s'agit, non seulement d'abaisser les prix de revient à un niveau adéquat au pouvoir d'achat nouveau de la clientèle, mais de maintenir un équilibre approximatif entre la production et la consommation.

CHAPITRE II

Ajustement de la Production à la Consommation

I. — SA NÉCESSITÉ

Sans doute peut-il paraître inutile, au moment où nous écrivons ces lignes, de vouloir réglementer un état de chose dont l'ordre semble avoir été rétabli par le libre jeu des forces économiques.

Ce n'est pas cependant faire preuve d'un pessimisme exagéré que de penser que des efforts doivent être faits si l'on veut maintenir entre la consommation et la production l'équilibre actuel dont la stabilité — d'ailleurs toute relative — risque à nouveau d'être ébranlée.

En effet, la reprise croissante qui s'est produite, dans l'Est du moins, dès le mois de septembre, et que nous avons déjà dénoncée, ne laisse pas d'être quelque peu inquiétante en face des restrictions nouvelles qu'apporte déjà une partie de la clientèle (1).

Les événements de l'hiver 1931-32 permettent d'autre part de douter de l'efficacité de l'action syndicale au cas où s'imposerait encore une réduction de la production.

(1) L'Indochine par exemple recommence à espacer ses ordres, en raison de la chute persistante des cours du riz qui, de 3 fr. 20 au premier semestre 1932, sont encore tombés à 2 fr. 67 en novembre.

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. de la Beaumelle, ces mesures de short-time concerté, en supposant même qu'elles soient appliquées avec discipline « présentent de graves et nombreux inconvénients : entre autres, elles laissent subsister les équipements industriels qui peuvent être en surnombre et n'opposent aucun obstacle à la création de nouvelles broches ou de nouveaux métiers : elles renchérissent la production tout en diminuant le pouvoir d'achat de l'ouvrier ».

« En fait, ajoute le délégué du Syndicat, si l'on veut suivre avec une exactitude suffisante le mouvement de la production et celui des ventes, neutraliser l'outillage en excédent, éviter l'équipement de nouvelles usines ne correspondant pas à des besoins réels du marché, si l'on veut même organiser momentanément le chômage partiel des usines lorsque cette mesure s'avère indispensable, si l'on désire enfin amorcer des ententes internationales en vue de mieux aménager les débouchés mondiaux des diverses grandes industries cotonnières, toutes ces mesures régulatrices du marché intérieur et du marché extérieur ne sauraient être efficacement prises que par le moyen d'organismes, dont les modalités peuvent être diverses, mais qui auront toujours pour objet essentiel de contrôler la production et la vente, tout au moins en ce qui concerne les principaux articles de base fabriqués dans la région » (1).

Quelle que soit l'époque à laquelle ont été prononcées ces paroles, cette véritable réforme s'impose à l'industrie cotonnière dans les circonstances actuelles plus que jamais.

(1) M. A. de la Beaumelle, *rapport cité*.

Il n'est pas besoin de retracer ici tous les avantages incontestables — et d'ailleurs aujourd'hui incontestés — des ententes industrielles en général. Il suffit de remarquer combien peu nombreuses restent les grandes branches d'activité où n'ont pas encore été réalisées ces sortes d'accords aux formes variées, qui tous ont contribué à atténuer, dans une plus ou moins large mesure, la gravité des conséquences d'une crise pour d'autres si désastreuses. Ces unions, constituées avec succès en France dans la sidérurgie, la métallurgie, parmi les producteurs de sucre, de potasse, de soie artificielle, de produits chimiques de toutes sortes, de papier, dans la verrerie même, montrent assez tout le profit que l'industrie du coton aurait pu et pourrait encore en retirer.

Ce n'est pas en effet que du seul point de vue d'une diminution éventuelle de la production, ou de son maintien au niveau actuel, qu'une pareille entente présenterait des avantages certains. Sa nécessité se fait aussi bien sentir pour éviter un nouvel effondrement des prix de vente, qui n'est pas toujours, nous l'avons vu, la conséquence d'un resserrement de la demande, mais souvent celle de la concurrence d'affaires défailantes qui cherchent par tous les moyens à augmenter la liquidité de leur trésorerie. Ces sortes de réalisations forcées sont des plus néfastes en période de dépression, puisqu'il suffit qu'elles se produisent dans une entreprise pour qu'immédiatement toutes les autres se trouvent dans l'obligation d'ajuster leurs prix au niveau le plus bas.

Ce phénomène, qui a contribué maladroitement à aggraver dans une large mesure la situation déjà désastreuse de nos industriels, serait évité si ces derniers pouvaient réaliser, du moins quant aux articles

courants, une entente sur les prix, laquelle, avantageuse pour tous les fabricants, ne serait pas difficile à imposer à la clientèle. Si les grossistes se refusent en effet à acheter une marchandise lorsqu'ils savent qu'ils peuvent la trouver à meilleur marché dans une usine voisine, il leur importe peu de payer un mètre de tissu 1 fr. 80 au lieu de 1 fr. 60, surtout lorsque la concurrence étrangère — et c'était le cas chez nous en juillet 1932 (1) — est encore plus chère sur le marché intérieur.

Les industriels pourraient en outre difficilement mériter le reproche d'augmenter ainsi le coût de la vie. Il suffit de considérer les indices des prix pour constater que les produits textiles — et les cotonnades plus encore — enregistrent le niveau le plus bas des indices calculés par la Statistique Générale de la France.

	1932		
	Fin septembre	Fin octobre	Fin novembre
Indice général (45 articles).....	397	392	391
Produits nationaux	445	444	448
Produits importés	309	298	290
Denrées alimentaires	436	435	438
dont aliments végétaux (8 art.)..	373	379	375
— animaux (8 art.)..	481	479	490
Matières industrielles (25 art.).....	363	355	352
minéraux, métaux	351	338	336
divers	431	428	427
Textiles (6 articles)	263	252	243

Tout en participant de cette façon à l'assainissement du marché par le relèvement des marges, sur lesquelles seule une diminution des quantités produites devrait normalement exercer une action déprimante, ces organismes de contrôle pourraient également aider à l'assainissement technique et financier de l'industrie coton-

(1) Renseignement communiqué par le Syndicat Cotonnier de l'Est.

nière, par la suppression effective des entreprises qui ne sont plus viables à aucun titre.

« Ne vaut-il pas mieux, écrivait M. Laederich en 1931, envisager la disparition de quelques unités vétustes plutôt que de les voir, en contribuant à maintenir une surproduction ruineuse, se débattre dans les convulsions d'une longue agonie, nuisible à la corporation toute entière ? » (1).

Les événements postérieurs ont malheureusement démontré que cette élimination ne se produit pas spontanément. Les entreprises défaillantes trouvent trop souvent, en effet, des acquéreurs qui, les ayant payées à vil prix, se figurent pouvoir en retirer un profit plus ou moins certain. Il semble donc que le sort de ces affaires, pour la plupart en moratoire, en liquidation judiciaire même, et complètement dépourvues de crédit, doive être au plutôt réglé par la collectivité intéressée qui, seule, peut être suffisamment puissante pour imposer sa volonté, et en décider, après rachat, la fermeture définitive ou provisoire selon les cas.

La nécessité d'une intervention s'est fait tellement sentir qu'il s'est trouvé certains industriels pour préconiser, sous la pression des circonstances et devant l'inertie de leurs confrères, un recours aux Pouvoirs Publics.

(1) Discours d'ouverture au Congrès de la Fédération Internationale, à Paris.



Si l'amélioration de la situation a heureusement évité une pareille extrémité, l'industrie cotonnière reste encore de ce côté directement menacée.

Nous avons déjà fait précédemment allusion à certains projets d'ordre législatif ou gouvernemental qui ont pour objet une nouvelle réglementation de la durée du travail, et par là même de la production.

Qu'il s'agisse d'une limitation du travail de nuit des femmes et des enfants, d'une diminution des heures de dérogation accordées à l'industrie textile, ou, sur un plan plus général, d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail applicable à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, ces questions ont donné lieu au Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière à la fois à des études approfondies et à des enquêtes concluantes.

En ce qui concerne la proposition Reille-Soult, tendant à étendre l'interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants entre 20 heures et 6 heures du matin, la majorité des industriels, filateurs et tisseurs, s'est prononcée pour le maintien du statu quo. Si cette réforme apparaît comme socialement désirable, elle risquerait, à être réalisée par la France isolément, d'entraîner des conséquences graves pour l'industrie qui nous intéresse, laquelle se trouverait dans l'obligation de supprimer les doubles équipes ou de ramener la durée de chacune d'elles à 7 heures : cette mesure ne tarderait pas

alors à être étendue à l'équipe simple, nous mettant vis-à-vis de la concurrence étrangère dans une position plus défavorable encore.

Les groupements textiles ont été également invités au cours de l'année 1932, par le Ministère du Travail, à donner leur avis sur une demande formulée en 1926 et en 1929 par des organisations ouvrières, mais reprise récemment avec plus d'insistance par un Syndicat Patronal, demande tendant à une restriction des heures de dérogation prévues au profit de l'Industrie Textile par le décret du 12 décembre 1919. L'Union Textile, après consultation des groupements intéressés, a réclamé le maintien intégral des dérogations en vigueur, absolument nécessaires pour conserver à la production de ces industries l'élasticité dont elle a besoin pour répondre à une demande normalement irrégulière.

Enfin, l'industrie cotonnière n'a pas manqué de joindre ses protestations à toutes celles qui ont été unanimement adressées contre les projets de réduction à 40 heures de la durée hebdomadaire du travail, s'efforçant de faire ressortir les conséquences désastreuses que pourrait entraîner pour elle l'application de cette mesure aussi anti-sociale qu'anti-économique. L'augmentation des prix de revient qui en résulterait, tant dans la filature que dans le tissage, évaluée dès maintenant à 17 % (1), mettrait cette branche d'industrie dans l'impossibilité absolue de défendre son marché intérieur et ses marchés d'exportation contre la concurrence des pays étrangers, où une nouvelle convention de ce genre n'aurait pas plus de raison d'être respectée que celle de Washington. Au

(1) Syndicat Général. Rapport annuel 1932.

reste, le caractère absurde d'une semblable conception a été suffisamment démontré pour qu'il soit inutile d'y insister davantage.

Bien qu'aucune de ces propositions n'ait encore abouti, elles n'en demeurent pas moins inquiétantes par l'intérêt qu'elles ont suscité auprès des Pouvoirs Publics. « De toute évidence, écrit M. de la Beaumelle, l'importance que ces problèmes ont revêtue au cours de ces derniers mois apparaît, dans une large mesure, comme un des effets de la crise persistante qui, dans tous les pays, a réduit au chômage total ou partiel une importante fraction de la population ouvrière. On ne saurait toutefois trop insister sur le danger qu'il peut y avoir, en pareille matière, à demander à des solutions improvisées sous la pression de difficultés momentanées un remède au chômage, alors que les problèmes relatifs à la durée du travail doivent être étudiés en tenant compte des nécessités auxquelles toutes les branches de la production nationale, et particulièrement l'industrie textile si défavorisée en temps normal par le déficit chronique de sa main-d'œuvre, devront faire face au moment de la reprise de l'activité économique ».

II. — LES MODALITÉS

Quelle que soit la force des critiques que l'on puisse adresser à ces solutions d'inspiration étatiste, il est évident que les industriels cotonniers sont mal venus à les formuler, quand c'est précisément leur incapacité qui sert de base aux raisonnements de ceux qui les préconisent. Sans doute, la majorité d'entre eux « préfèrent encore la ruine à l'intervention de l'état », mais ils risquent à ne pas se défendre, de voir un jour l'une et l'autre se réaliser.

Si la nécessité d'une concentration et d'une organisation nouvelles s'impose ainsi au moins autant dans les circonstances présentes qu'aux moments les plus critiques de la crise, leur réalisation se heurte encore à de nombreuses difficultés.

On ne saurait méconnaître cependant qu'au cours de l'année 1932 des progrès certains se sont manifestés, tant dans la mentalité des industriels où les oppositions de principe ont presque disparu, que dans le sens des résultats effectifs déjà obtenus.

Nous avons eu l'occasion de signaler, dans la deuxième partie de cet ouvrage, les efforts intéressants qui ont abouti à une entente entre les filateurs de coton Jumel. Sans que cet exemple ait été strictement suivi dans d'autres domaines, les filateurs de Roubaix-Tourcoing ont également conclu un accord réunissant 85 % des broches de la région, et réglementant la production et la vente d'une façon extrêmement sévère. En quelques

mois, ils sont arrivés à réduire leurs stocks de filés de 5 millions à 3 millions de kilos.

Dans les Voges, enfin, sur l'initiative heureuse de quelques industriels éclairés, il a été formé au mois de septembre une société ayant pour objet le rachat en commun des affaires en difficulté. La « Société d'Etudes pour l'Industrie Textile », au capital restreint, ne fait, comme son nom l'indique, qu'étudier les offres qui lui sont soumises ou qu'elle sollicite au besoin : elle provoque ensuite, s'il y a lieu, la création de sociétés filiales dont le capital est soucrit par les industriels qui, du fait du voisinage ou des sortes de fabrication, ont intérêt à voir disparaître ou à remettre plus tard en marche pour leur propre compte les usines dont ils se rendent ainsi acquéreurs pour les fermer provisoirement, ou les démolir complètement suivant les cas.

Il est à présumer que des résultats concluants viendront bientôt démontrer aux esprits les plus sceptiques les avantages qu'ils peuvent retirer de combinaisons de ce genre, lesquelles défendent aussi bien l'intérêt général de l'industrie cotonnière que les intérêts particuliers de ses représentants les plus avisés.

On ne saurait en effet tenir pour suffisants les résultats ainsi acquis. Outre qu'ils ne concernent qu'une fraction très restreinte de la production, ils ne semblent pas devoir survivre longtemps aux circonstances qui les ont engendrés : ils sont l'œuvre de quelques bonnes volontés isolées, et celles-ci n'ont pu arriver encore à mettre sur pied les organisations d'ensemble qui, seules, pourraient assurer à cette industrie un regain futur de réelle vitalité.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de signaler ici que les efforts faits en France restent bien en-dessous de ceux qui ont été réalisés par nos concurrents étrangers, encore que les résultats obtenus n'aient pas été aussi satisfaisants qu'en ce qui concerne les autres grandes industries.

En Angleterre, où existent les entreprises cotonnières les plus puissantes du monde, un projet réglementant les prix était approuvé, dès 1928, par des sociétés représentant 20.000.000 de broches. Plus récemment, des industriels de la région de Manchester ont constitué une association au capital de 8 millions de livres pour se défendre contre les inconvénients de la situation actuelle (1).

En Allemagne, si les cartels sont moins nombreux dans l'industrie cotonnière que dans celles de la soie, de la laine ou du jute, les entreprises du Sud s'entendent cependant depuis 1911 pour réglementer les prix. Une seule firme contrôle un million de broches et 15.000 métiers.

En Tchécoslovaquie, les prix sont également réglementés depuis 1929 et, en 1931, le nombre de broches a été réduit de 20 %, après une entente avec les banques qui contrôlent les usines.

En Italie, le « *Syndicato Italiano dei Filatori* » réglemente les prix de la filature de coton américain depuis 1929.

En Pologne, un cartel s'est constitué depuis le début de la crise, limitant la production de 90 % de l'outillage.

Aux Etats-Unis, la « *General Cotton Corporation* », groupant 5 millions de broches, a décidé d'en arrêter un million.

(1) Oualid, *rapport cité*.

Au Japon enfin, trois sociétés groupant 3 millions de broches et 33.000 métiers, exercent un contrôle presque absolu sur l'ensemble de la production (1).



S'il est difficile pour l'industrie cotonnière française d'adopter intégralement l'une quelconque de ces solutions, qui varient selon les conditions d'activité industrielle propres à chacun de ces pays, elle peut néanmoins s'en inspirer pour déterminer le sens dans lequel elle doit orienter ses efforts.

Il ressort des exemples ci-dessus qu'une organisation de la production est réalisable, soit dans le cadre d'une vaste association syndicale, soit au moyen d'ententes entre producteurs groupant un nombre suffisant d'unités pour imposer leur volonté à la totalité.

Or, le Syndicalisme Patronal, en premier lieu, tel qu'il est compris et appliqué en France dans cette branche d'industrie, ne paraît pas préparé à remplir une pareille fonction. Son rôle actuel n'est certes pas négligeable, mais il reflète trop l'individualisme caractéristique de la structure sociale de cette industrie pour pouvoir « s'élever du stade du syndicat conçu comme organisme de défense des intérêts généraux de ses membres jusqu'à celui de l'organisation industrielle proprement dite sous tous ses aspects » (2). En outre, l'insuccès des efforts tentés dans ce sens au cours de ces dernières années par de nombreux syndicats régionaux les a tellement discrédités

(1) *The Cotton Industry Since The War*, op. cit.

(2) Oualid, rapport cité.

qu'il serait vain de vouloir renouveler, sous leur égide, des tentatives de ce genre.

Enfin, un remaniement complet de ces groupements déjà existants, dans le but de les rendre à même d'exercer un contrôle efficace sur la production et la vente, se heurterait, dans l'état actuel des choses, à de graves difficultés dont les principales ont été exposées par les représentants de l'Industrie Cotonnière Allemande, plus portés que d'autres à rechercher une solution de ce côté :

« 1° L'administration de ces syndicats, en raison du grand nombre de maisons y participant, exigerait un personnel extraordinairement nombreux et de grands sacrifices de temps et d'argent.

2° Le caractère spéculatif de la matière première annule toutes les décisions prises par des administrations centrales aussi importantes en vue de la disposition des produits, ou, en tous cas, les rend peu lucratives.

3° Les différences de qualités, même là où il s'agit d'articles identiques, gêneraient beaucoup à la fois l'administration intérieure des syndicats et l'organisation de la vente » (1).

Si la concentration insuffisante des entreprises et l'absence de discipline syndicale qui en résulte s'opposent encore à une centralisation aussi complète et aussi brutale de la production, c'est plus modestement, semble-t-il, vers une atténuation de ces obstacles que risqueraient d'aboutir utilement les efforts de ceux qui ont le réel désir d'arriver à un résultat effectif.

Tel est du moins le sens général des suggestions pro-

(1) Rapport du Comité des Associations Patronales des Filateurs Allemands au Congrès de 1931.

posées dans certaines régions.⁽¹⁾ par les industriels eux-mêmes qui, individuellement et théoriquement — il faut le reconnaître — font preuve d'une réelle compréhension des nécessités de l'heure présente.

Certes, le morcellement excessif de l'Industrie Cotonnière Française ne permet pas d'espérer une concentration financière ou technique des entreprises actuelles par voie de rachats et d'amalgamations. Mais, dans les conditions actuelles de la production, cette concentration est certainement réalisable sur le terrain de la vente, autant du moins qu'on puisse en juger par les résultats qui ont déjà été obtenus de ce côté.

Les industriels cotonniers français, excellents techniciens, ne se sont jamais beaucoup préoccupés de l'écoulement de leurs produits. L'importance moyenne de leurs affaires ne leur permettant pas en général d'avoir des agents exclusifs, ils s'adressaient à de petits représentants qui, le plus souvent, assuraient la vente de leur production, en é cru, auprès des grossistes — négociants, commissionnaires — des principaux marchés. Ces derniers, qui devaient tenir des assortiments extrêmement variés et importants pour répondre à la demande de toute la clientèle de demi-gros et de détail, faisaient fonction, par leurs achats à terme et la constance de leurs besoins, de régulateurs du marché : ils déchargeaient de cette façon les industriels d'une grosse partie des risques commerciaux.

Peu à peu, cependant, des changements se sont pro-

(1) En particulier dans les Vosges, où le Syndicat avait prié les industriels de donner personnellement leur avis sur les solutions à adopter.

duits dans ce système de distribution. Des maisons d'impression importantes, de gros confectionneurs, les grands magasins ont commencé à s'adresser directement aux fabricants, lesquels ont encouragé cette concurrence qui leur offrait des prix plus élevés. Par contre, la dimension plus restreinte des ordres et leur grande variété, laissant à l'industrie les risques de variations des cours ou de changements de mode, ainsi que les frais d'entretien des stocks, devaient stimuler le développement de groupements de vente organisés pour mieux supporter ces charges nouvelles.

De fait, à l'heure actuelle, huit de ces groupements contrôlent la vente des produits de plus de 1.500.000 broches et de 40.000 métiers environ.

Quelque minime que soit encore la fraction d'outillage ainsi surveillée, et quelque variées que soient les modalités de ces petits cartels, leur généralisation serait certainement la formule la plus facilement réalisable, qui constituerait le premier pas nécessaire à une entente de plus vaste envergure.

Commercialement, d'ailleurs, elle s'impose plus que jamais. La tendance déjà constatée, à l'affaiblissement de la fonction régulatrice des négociants en gros, voire à leur élimination totale, n'a fait que s'accroître depuis la crise. Les pertes massives qu'ils ont subies les ont amenés peu à peu à traiter leurs affaires de la même façon que leurs propres clients, sur de petites quantités renouvelées fréquemment, et à imposer des conditions draconiennes aux industriels qui, finalement, restent seuls à supporter tous les risques commerciaux. Les chefs d'entreprises les plus hardis, et quelquefois les plus imprudents, ont d'ailleurs contribué à accroître cette tendance en vendant

directement à la clientèle de demi-gros des tissus blanchis ou imprimés à leur propre compte.

Cette suppression d'un échelon d'intermédiaires, auquel le fabricant lui-même se substitue, suppose une production assez vaste pour rémunérer les capitaux nécessaires, et surtout une adaptation commerciale à laquelle les industriels sont en général peu faits. Un groupement de vente important est donc mieux à même de remplir ce rôle qu'un manufacturier isolé.

Financièrement, les avantages d'une pareille combinaison ne sont pas moins considérables. Outre la suppression possible d'un versement de la taxe sur le chiffre d'affaires, les industriels réalisent le profit qui revenait aux grossistes devenus désormais un rouage superflu.

Techniquement, enfin, la concentration de la vente permet cette répartition plus rationnelle de la fabrication dont les avantages ont été précédemment démontrés.

Si de telles organisations ne se sont pas davantage développées, c'est que leur fonctionnement se heurte toujours à l'individualisme et à l'orgueil des industriels, qui ne veulent pas consentir à aliéner la moindre parcelle de leur indépendance. De fait, dans la majorité des groupements déjà existants, l'union a été réalisée sous l'autorité d'un seul, dictant sa volonté aux autres. Mais certains de ces comptoirs ont été constitués selon une formule plus souple, capable de ménager les susceptibilités de chacun.

Il n'est donc pas chimérique, dans ces conditions, de penser que des initiatives heureuses viendront peu à peu à bout de toutes ces funestes résistances et pourront favoriser l'extension de ces groupements de vente, lesquels seront un terrain tout préparé pour une organisation générale de la production. Il est évident, en effet, que si

l'écoulement des produits de toute une région cotonnière était drainé par une douzaine de grosses firmes, des accords deviendraient possibles dans le cadre même du syndicat. Pris à la presque unanimité, ils s'imposeraient à tous et aboutiraient facilement, le cas échéant, pour les principaux articles, à une réglementation de la production et des prix.

★★

Tel semble être le seul moyen pour l'Industrie Cotonnière Française, étant donné les conditions très particulières où elle évolue, d'opérer dès maintenant le redressement énergique qui lui éviterait les nombreuses difficultés dans lesquelles elle ne manquera pas de se débattre pendant longtemps encore, si elle ne peut compter que sur l'élimination naturelle des moins aptes pour arriver dans l'avenir à un assainissement définitif de sa situation.

« Le problème, écrit M. Catin dans la *Revue d'Economie Politique*, ne consiste pas seulement à traverser la période de dépression avec le minimum de dommages, mais à adapter la production à une consommation normalement inférieure à celle qui avait servi de base à l'équipement de beaucoup d'usines » (1).

Il serait infiniment regrettable que la légère reprise du deuxième semestre de l'année 1932 fasse trop vite oublier les vicissitudes passées et les risques futurs, et entraîne un ralentissement des efforts qui ont besoin de ténacité pour aboutir de ce côté aux résultats auxquels ils peuvent et ils doivent arriver.

(1) M. Catin, *Les Industries Textiles* (*Revue d'Economie Politique*, mai-juin 1932).

CHAPITRE III

La Consommation. — Recherche des Débouchés

I. — LE MARCHÉ INTÉRIEUR

Une organisation du marché comme celle que nous venons d'esquisser dans ses grandes lignes, supposant de la part des organismes de vente une connaissance approfondie des besoins de la clientèle ainsi qu'une concentration avantageuse des moyens financiers, permettrait également une prospection à la fois plus rationnelle et plus fructueuse des débouchés.

Il ne s'agit pas seulement, en effet, d'ajuster la production à la consommation. Des efforts plus positifs doivent être également tentés en vue de ramener cette dernière à un niveau correspondant à la capacité productive totale de l'outillage existant.

Or, il faut reconnaître qu'en France les milieux industriels, jusqu'à présent, n'ont pas fait preuve dans cette voie de beaucoup d'initiative.

★ ★

La diminution progressive de la demande du marché intérieur aurait pu les inquiéter pourtant, à juste titre, dès longtemps avant la crise. A vrai dire, d'autres pays

s'étaient déjà préoccupés de remédier à la régression de la consommation due principalement, chez les peuples civilisés, à l'évolution de la mode féminine et à la faveur plus grande dont jouissent maintenant d'autres textiles.

Aux Etats-Unis, notamment, le principal groupement corporatif de l'industrie cotonnière (1) a fondé, lors de la crise de 1926, un service spécial — « the New Uses Section » — en vue d'étudier les moyens d'augmenter la consommation des articles de coton, soit en trouvant et en vulgarisant des usages nouveaux, soit en intensifiant les usages déjà existants. Les recherches de ce bureau, menées de front avec celles des Départements de l'Agriculture et du Commerce, et portant à la fois sur les emplois industriels, domestiques et vestimentaires, ont été suivies d'une propagande appropriée d'une efficacité certaine.

L'Allemagne n'a pas tardé à imiter cette initiative et la Fédération Internationale adoptait en 1929, au Congrès de Barcelone, la résolution suivante : « Ce Congrès recommande à chaque pays affilié de former un comité de propagande cotonnière en vue d'examiner les moyens qui pourraient tendre à développer les usages des produits de coton, et demande au Comité International d'entrer en contact étroit avec ces différents comités en vue de coordonner leurs efforts. »

En Angleterre, cette idée a été mise en œuvre avec succès dès le début de la crise, conjointement par le « Cotton Trade Statistical Bureau » de Manchester et le « Textile Institute » de Londres. La participation importante de l'industrie cotonnière aux grandes foires annuel-

(1) Le *Textile Cotton Institute*.

les des Industries Britanniques, et les « Semaines du Coton » organisées par ces groupements ont, sans aucun doute, favorisé une reprise de la consommation du marché intérieur qui occupe aujourd'hui une place prédominante, à cet égard, dans l'Europe entière.

« En France, écrit le délégué du Syndicat, la question est encore à l'étude car, étant donné l'étroitesse relative de notre marché national, le caractère moins influençable de la clientèle française, le manque d'organisation d'ensemble du commerce de détail et l'absence d'une presse textile à grand rayonnement, les chances de succès ne sont pas les mêmes qu'aux Etats-Unis. Il y a évidemment lieu de croire que tout au moins sur un terrain spécial et limité, celui de la Haute Couture, la propagande en faveur des articles de coton pourrait donner des résultats appréciables ; mais cet effort, si utile et même si nécessaire qu'il puisse être, ne se présente pas avec une efficacité assez rapide, et n'aurait pas en France une portée assez massive pour que l'on puisse y voir un remède topique à la crise actuelle » (1).

Ces lignes semblent bien refléter l'indifférence désabusée qui caractérise l'état d'esprit des personnalités les plus compétentes de notre industrie cotonnière dès qu'il s'agit d'innover. Aussi motivée que soit cette mentalité, elle n'en est pas moins profondément regrettable, puisqu'elle est la négation de toute initiative désintéressée.

Quoiqu'il en soit, si tout est à faire chez nous dans ce domaine, rien ne paraît impossible. Il n'est pas question évidemment d'introduire en France des méthodes de publicité massive qui, d'ailleurs, sont loin d'avoir été

(1) A. de la Beaumelle, *rapport cité*,

le seul facteur des succès remportés aux Etats-Unis. Il ne s'agit pas non plus de rechercher par là un remède direct et immédiat à un phénomène dont les causes sont autrement variées et dont l'intensité est déjà fortement atténuée.

Mais ce ne serait pas faire œuvre inutile, pensons-nous, même en France, que de constituer un bureau de recherches, chargé d'étudier les débouchés industriels possibles qui s'offrent ou qui pourraient s'offrir à cette industrie.

La consommation domestique pourrait être également accrue si l'on s'efforçait, par une propagande adaptée à la nature de notre marché, de faire ressortir ou simplement de rappeler au public les avantages des articles de coton : solidité, prix modérés, résistance au lavage, etc. Les résultats obtenus par certaines entreprises privées (1) donnent à penser qu'une publicité intelligente est susceptible, chez nous comme ailleurs, d'influencer le consommateur et de stimuler ses besoins.

L'attention des finisseurs pourrait être également attirée sur un textile depuis longtemps négligé, et des recherches pourraient être faites en vue de donner aux tissus de coton une apparence plus conforme aux goûts actuels de la clientèle.

Un tel travail, qui nécessiterait une collaboration bien comprise des filateurs, des tisseurs et des apprêteurs, suppose évidemment des capitaux considérables ; et c'est là, probablement, la difficulté la plus grande à laquelle il se heurte aujourd'hui. On ne peut que regretter, à cet égard, que le Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière

(1) D. M. C., Spongia, Noveltex, par exemple.

n'ait pas pris plus tôt une initiative pour laquelle il semblait particulièrement désigné, à une époque où il aurait pu profiter des moyens financiers dont disposaient largement les particuliers et l'Etat.

Cependant, la rareté actuelle des capitaux ne suffit pas à expliquer l'absence totale de ce genre d'efforts. Même en ce qui concerne le domaine restreint de la Haute Couture, le défilé de mannequins qui avait si élégamment clôturé le Congrès de la Fédération Internationale en 1931, à Paris, — et dont l'idée ne revient même pas à la France (1) — n'a jamais été réédité par la suite.

Peut-être est-il plus surprenant encore de constater que les principales revues textiles ne traitent presque exclusivement que les questions techniques de fabrication, et qu'aucun des journaux quotidiens, même dans les grands centres cotonniers, ne consacrent de chroniques suivies à une industrie qui intéresse souvent toute la région. Le rôle de la presse est pourtant considérable ; il serait particulièrement efficace chez nous, non seulement auprès de la clientèle, mais aussi auprès des industriels eux-mêmes, à qui une formation trop exclusivement technique fait souvent ignorer ou négliger les problèmes généraux de la branche d'activité qui les concerne. Il est intéressant de souligner à ce sujet l'importance d'un journal comme le « Manchester Guardian », qui consacre tous les jours plusieurs pages à l'industrie du Lancashire, et qui est lu avec intérêt non seulement dans la région, mais dans l'Angleterre toute entière.

Il y a là une tâche toute indiquée pour le Syndicat Général, rentrant dans le cadre à la fois du rôle qu'il

(1) Il y en avait déjà eu un au Congrès de Barcelone en 1929.

s'est assigné et de ses possibilités actuelles. Au lieu de se borner à constater les difficultés en face desquelles il se trouve, il pourrait utilement, semble-t-il, concevoir un programme défini dont la réalisation progressive devrait s'effectuer au fur et à mesure des moyens financiers que des efforts énergiques lui permettraient de trouver auprès des milieux intéressés.

Enfin, cette orientation nouvelle de son activité se superposerait de la façon la plus heureuse à la politique de protectionnisme outrancier dans laquelle il s'est engagé, et qui est la seule qu'il ait suivie jusqu'à maintenant pour étendre les débouchés de l'Industrie Cotonnière Française.

II. — LE MARCHÉ COLONIAL

Certes, c'est grâce au régime douanier institué en 1892 par M. Mélines — d'ailleurs originaire des Vosges — que notre industrie a connu jusqu'à la guerre un essor ininterrompu. Cette tarification se justifiait alors pour la France par les difficultés techniques dans lesquelles se débattait cette branche d'activité à peine naissante, par le prix élevé de machines venant de l'étranger et par l'infériorité d'une main-d'œuvre inexpérimentée.

Rapidement, cependant, l'extension considérable de l'outillage rendait le marché intérieur trop étroit et mettait les industriels dans la nécessité d'exporter. Les colonies assimilées fournissaient alors un débouché naturel tout trouvé, et les milieux cotonniers, depuis la guerre surtout, ont orienté tous leurs efforts de ce côté, cherchant à réserver également à l'industrie française l'exclusivité de ces marchés en plein essor et aux possibilités illimitées.

Nous avons eu l'occasion d'apprécier les résultats obtenus : la souplesse à laquelle notre industrie cotonnière est contrainte pour répondre à la demande infiniment variée du marché intérieur lui a permis de s'adapter rapidement aux besoins si divers des différentes parties de notre Empire Colonial qui, en 1929, absorbait à lui seul plus du quart de la production française de tissus, dont la valeur dépassait un milliard de francs.

Le Syndicat n'a pas cessé, au cours de ces dix dernières années, de prendre une part active à toutes les négocia-

tions qui sont intervenues entre la Métropole et ses Colonies :

Protestations contre les revendications de personnalité douanière formulées en 1925 au Congrès du Régime Douanier Colonial, à Marseille, par certaines colonies assimilées.

Interventions au sujet de la procédure des dérogations lors de la rédaction du texte de la loi du 13 avril 1928, ou, ultérieurement, en ce qui concerne l'accord de certaines de ces dérogations.

Participation à l'établissement du tarif métropolitain en Tunisie, par décret beylical en date du 24 juillet 1928.

Démarches en vue du relèvement de la surtaxe frappant les marchandises d'origine étrangère en A. O. F.

Négociation de l'accord Franco-Japonais, relatif à l'Indochine, et signé au mois de mai 1932.

Cette politique vient de triompher encore tout dernièrement en Afrique Occidentale française : l'Industrie Cotonnière Française est arrivée, après une campagne longue et vigoureuse, à obtenir une protection intéressante pour ses produits, par l'établissement de droits qui rapprochent très sensiblement du tarif minimum métropolitain le tarif douanier des tissus de coton étrangers importés dans la zone libre de l'A. O. F. (Sénégal, Soudan, Guinée, Mauritanie, Niger) (1).

Tout en reconnaissant que ce dernier marché représente pour nos industriels un nouveau débouché très important (presque un million de pièces de 100 mètres), et sans vouloir contester aucunement la légitimité de ces

(1) Délibération du Conseil du Gouvernement de l'A. O. F. du 24 novembre 1932.

revendications, il est permis toutefois de se demander si l'on peut fonder encore sur notre immense empire colonial tous les espoirs qui avaient contribué dans une large mesure au développement des moyens de production de cette branche textile.

A l'heure actuelle, en effet, nos possessions les plus riches, essentiellement productrices de matières premières, souffrent d'une misère profonde ; de plus, des vérités nouvelles ont été dégagées, lesquelles peuvent faire douter d'un retour rapide à une prospérité qui a été précisément une des causes de la crise.

Tout d'abord, comme l'exposait M. Serruys lors d'une conférence en 1931, « ce qu'on peut dire c'est que la production des matières premières aux colonies a été abordée avec des espoirs un peu trop impétueux, des méthodes un peu trop généreuses, qu'on n'a pas tenu compte que, pour un même produit, il y avait quelquefois pléthore dans le monde et, qu'en tous cas, il serait vain de pouvoir produire si on ne peut concurrencer » (1).

L'avenir de ces grands pays agricoles apparaît donc désormais comme moins brillant ; la concurrence s'annonce beaucoup plus difficile, et l'on peut se demander dans ces conditions si la politique économique et financière suivie jusqu'à maintenant par la France vis-à-vis de ses possessions d'outre-mer procure à ces dernières les moyens indispensables à une reprise future de l'essor qu'elles avaient connu depuis la guerre.

A vrai dire, la Métropole semble avoir davantage profité de ce développement merveilleux qu'elle ne paraît

(1) Conférence faite au Congrès du Commerce des Colonies, lors de l'Exposition Coloniale, juillet 1931.

l'avoir provoqué ou même aidé. Nous n'avons prêté que 15 milliards à nos colonies — y compris les 5 milliards de l'emprunt de 1930 —, alors que les Anglais ont investi dans leurs Dominions plus de 200 milliards. En Afrique, les colonies anglaises possèdent 35.000 kilomètres de voies ferrées, et les colonies belges 6.500, alors que nous n'en avons que 2.500 en Afrique Occidentale Française (1).

Si par ailleurs les industries métropolitaines se sont efforcées de réserver à leurs articles l'exclusivité de ces vastes marchés, il est douteux que les avantages concédés en retour aux produits coloniaux aient été aussi considérables.

La section Indochinoise de l'Union Coloniale soulignait récemment cette absence flagrante de réciprocité : « Le Ministère du Commerce, rapporte-elle, continue à s'opposer au relèvement des droits d'entrée sur les riz d'origine étrangère, alors qu'il serait naturel d'assurer aux riz indochinois le bénéfice de l'effort consenti par l'Indochine pour développer la consommation du riz en France. Cette opposition, qui est fondée sur le désir de ménager les intérêts des Etats-Unis, s'explique mal lorsqu'on songe au peu d'égards que ce pays a eu ces dernières années pour le commerce d'exportation français » (2).

Quelque modestes que soient encore aujourd'hui ces sortes de protestations, on peut craindre, devant l'attitude du gouvernement, — qui a été jusqu'à étendre à certains

(1) Philippe Bonnet, *Les Emissions de valeurs mobilières en France depuis 1926*, thèse, Paris, 1931.

(2) *Journée Industrielle*, 26 octobre 1932.

produits de nos colonies des mesures de contingentement —, qu'elles ne deviennent dans l'avenir de plus en plus vigoureuses, parce que justifiées. Il est bien évident que la Métropole, si elle veut éviter de « retomber dans les erreurs et l'anachronisme du pacte colonial », devra un jour ou l'autre donner une élasticité plus grande à ce régime d'assimilation douanière qui, s'il n'est pas comme on l'a prétendu « une absurdité ou une malhonnêteté » (1), ne semble pas réaliser non plus la formule la plus heureuse de mise en valeur de nos colonies lointaines.

Il n'était pas inutile d'insister quelque peu sur cette question, bien qu'elle dépasse le cadre de cette étude. Nos méthodes de colonisation ne sont pas, comme on le croit volontiers en France, tellement supérieures à celles des autres pays, du point de vue économique du moins. Mais cette légende a peut-être causé du tort en faisant croire aux possibilités quasi-illimitées que notre Empire Colonial semblait réserver à nos seules industries nationales.

Certes, la clientèle des 60 millions d'indigènes qui peuplent ces territoires constitue pour la France un facteur considérable d'équilibre et de prospérité économiques. Sans doute, la généralisation des modifications récemment apportées au régime douanier de l'A. O. F. pourrait-elle constituer pour nos industriels un soulagement immédiat, bien qu'incomplet. Sans doute enfin, comme le fait remarquer M. Oualid, « l'Indochine, quatre fois plus peuplée que l'Algérie, ne demande à la Métropole

(1) Penavaire, *Le Problème Cotonnier et l'Indochine Française*, thèse, Paris, 1927.

qu'une quantité de cotonnades deux fois moindre ». Mais l'accès de ces populations à un degré de civilisation et d'enrichissement égal semble précisément, et par ailleurs, subordonné à l'octroi d'une indépendance économique plus grande, qui pourrait bien avoir comme première conséquence de rendre plus difficile à l'Industrie Cotonnière Française la lutte sur un pareil marché.

Si l'on ne peut, en définitive, qu'approuver les efforts qui ont pour but de favoriser l'entrée aux colonies des produits de la Métropole, et se féliciter des résultats obtenus, c'est commettre une erreur dangereuse, à notre avis, que de croire que dans un avenir proche ou même éloigné, le marché colonial pourra suffire avec le marché intérieur à faire travailler d'une façon suffisamment rémunératrice l'outillage pléthorique de notre industrie cotonnière. Erreur dangereuse car, en se reposant sur cet avenir facile et séduisant, on en arrive à négliger totalement les marchés étrangers proprement dit.

C'est d'ailleurs à peu près exactement ce qui s'est passé pour cette branche d'industrie : non seulement rien de positif n'a été fait pour encourager l'exportation, mais la politique protectionniste suivie par le syndicat a certainement nui aux industriels tournés vers l'étranger, et par là même, à la corporation toute entière.

III. — LES MARCHÉS ÉTRANGERS

Si des droits élevés frappant les cotonnades étrangères à leur entrée en France se justifiaient à l'origine pour permettre à notre industrie un essor dont les débuts sont toujours difficiles, leur nécessité se faisait beaucoup moins sentir au cours des années qui ont précédé la crise : les importations, tant pour les filés que pour les tissus, ne représentaient alors que 1 à 2 % de la consommation nationale.

A vrai dire, les remaniements douaniers de 1927 ont comporté une diminution appréciable des taxes frappant cette catégorie de produits, et le délégué du Syndicat reconnaît lui-même que ce dégrèvement ne semble pas avoir « gravement affecté l'industrie cotonnière » (1). Tout permet de supposer au contraire que les concessions ainsi accordées ont facilité, par les contreparties qu'elles ont entraînées de la part de nos principaux clients, les exportations considérables qui ont caractérisé les années 1927 et 1928.

On peut donc s'étonner de la brutalité des mesures prises par cette industrie pour parer, ces années dernières, à une augmentation des importations qui pourtant, en 1930, n'atteignaient pas, au plus, 3 % de notre consommation. Non pas certes que les prétextes invoqués soient injustifiés : certaines considérations d'ordre technique, fiscal ou social militent en faveur d'une défense de

(1) Syndicat Général. Rapport annuel 1929.

notre marché national contre l'invasion des produits de certains pays ; mais il y a lieu de tenir compte de la majoration considérable qui s'est déjà produite mécaniquement « ad valorem » sur les droits frappant ces articles, du fait de la baisse importante enregistrée par les prix du coton brut. L'incidence de ces droits oscille, aux cours actuels, entre 25 et 40 % de la valeur des marchandises taxées (1).

Il n'est donc peut-être pas très adroit, de la part d'une industrie exportatrice, de s'être associée à une politique de contingentement qu'elle qualifie elle-même « d'anormale et difficile » (2), et qui, depuis son avènement, a été l'objet des critiques les plus sévères.

« Le système du contingentement, écrit M. Naudin dans la *Revue d'Economie Politique* (3), n'en aboutit pas moins à la paralysie des échanges. Il a pour effet de tarir d'importantes sources de revenus : droits de douane, taxes sur le chiffre d'affaires, commissions des courtiers, frêts maritimes, etc..., sans parler des pertes de bénéfices des exportateurs qui subissent des représailles ».

« Ces pratiques désorganisent le commerce intérieur lui-même. Elles permettent de maintenir quelques temps les prix, mais, comme la baisse du pouvoir d'achat du consommateur s'amplifie, le marasme des affaires augmente, car le coût élevé des marchandises en rend le pla-

(1) Chaîne 28 : 30 % ; trame : 25 % ; calicot $\frac{3}{4}$ 20 X 20 sur la base de 1 fr. 36 le mètre : 42 % ; percale : 37 % ; nansouk : 30 % en écu, 20 % pour le teint. Renseignements communiqués par le Syndicat Cotonnier de l'Est.

(2) Syndicat Général. Rapport annuel 1932.

(3) *La Politique Douanière et les Accords Commerciaux* (*Revue d'Economie Politique* mai-juin 1932).

cement chaque jour plus difficile. Mais surtout la ruine des exportateurs amène le chômage dans certaines industries essentielles, comme le textile : des milliers d'ouvriers qui travaillaient dans les affaires d'exportation voient leurs salaires diminuer, de sorte que le marché français lui-même voit sa capacité d'absorption réduite dans l'importantes proportions ».

Les milieux cotonniers eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas manqué de protester contre cette politique en tant que facteur de vie chère, quand elle s'applique aux produits agricoles; et M. Alfred Wallach, industriel et député de Mulhouse, dénonçait récemment à la Chambre les inconvénients néfastes des représailles qu'elle suscite. « Le textile français, disait-il, est pratiquement et de plus en plus exclu des marchés suisses pour une question de fromage, et il est sacrifié en Suède et en Danemark pour une question de beurre ».

Il apparaît donc que l'industrie cotonnière pourrait adopter, tout au moins au fond, une attitude plus logique et plus libérale, s'inspirant en cela de l'esprit dont témoigne l'industrie de la laine, peut-être mieux compréhensive de ses intérêts généraux. Les déclarations que le Comité Central de la Laine vient d'adresser récemment au Ministère du Commerce à l'occasion d'une enquête faite par ce dernier au sujet de la révision des accords franco-allemands, méritent à cet égard d'être signalés : non seulement elles font preuve d'une réelle compréhension de la nécessité, généralement admise aujourd'hui, d'une déflation douanière, mais elles sont également l'expression d'une ligne de conduite qu'à la différence de tant d'autres en France, cette industrie a toujours respectée, d'accord avec les principes énoncés.

« Notre conclusion sera donc la suivante, déclare M. Eugène Mathon, rédacteur de cette note ; les difficultés auxquelles les producteurs français ont à faire face présentement tiennent sans doute au niveau trop élevé de leurs prix de revient par rapport aux possibilités d'achat de leur clientèle. Mais il serait illusoire, à notre avis, de prétendre remédier à ce mal par de nouvelles mesures de contingentement ou de relèvements tarifaires, alors que nous sommes devenus, — toutes les statistiques et toutes les constatations de voyageurs en font foi — l'un des pays les plus chers du monde.

« Nous tenons d'ailleurs à attirer votre attention, Monsieur le Ministre, sur un autre danger : celui qui consiste, pour les particuliers, pour les groupements ou même pour les gouvernements, à approuver du bout des lèvres le principe de la démobilisation douanière en général, quitte à réclamer ensuite des relèvements partiels pour telle ou telle branche de la production nationale, soi-disant insuffisamment protégée. Cette procédure classique présente, à notre avis, un très sérieux inconvénient : les relèvements fragmentaires de cette nature se traduisent invariablement par des représailles exercées par les pays étrangers visés contre nos principales industries d'exportation, et l'on aboutit fréquemment à sacrifier de gros chiffres d'affaires à l'exportation avec, pour contrepartie, une réduction insignifiante des tonnages importés.

« Nous pourrions ajouter qu'à l'heure actuelle, la limitation à outrance des importations a pour effet de réduire de plus en plus les possibilités de règlement de nos clients, tant en ce qui concerne nos créances courantes, que nos créances arriérées, et que toute politique douanière exagérément protectionniste ne peut, à cet

égard, que contribuer à aggraver l'anarchie monétaire internationale et à ruiner les créanciers français » (1).

Certes, l'industrie cotonnière est moins tournée vers l'exportation proprement dite que l'industrie lainière. Mais quelle que soit la fraction de sa production qu'elle écoule sur les marchés étrangers — et nous avons vu que celle-ci est supérieure à 10 % —, ses intérêts sont ceux de toute industrie exportatrice, du moment qu'elle se trouve dans l'obligation absolue d'avoir recours à ces débouchés. La fermeture de ces derniers provoque en effet sur le marché intérieur ou réservé une offre excessive qui avilit les prix et contribue à la ruine de tous les industriels.

Enfin, et surtout peut-être, un repliement sur le marché français, métropolitain ou colonial, en supprimant la concurrence internationale, fait disparaître en même temps l'un des stimulants les plus énergiques de l'esprit d'entreprise, aussi bien dans le domaine technique que dans le domaine commercial. Il n'y a probablement pas lieu de rechercher plus loin la cause des infériorités qui placent à l'heure actuelle l'Industrie Cotonnière Française dans une situation peu avantageuse au regard de ses concurrentes étrangères. La facilité des affaires depuis la guerre explique certainement dans une large mesure le manque d'organisation et la persistance des méthodes archaïques qui caractérisent encore bon nombre d'entreprises industrielles et de maisons de vente.

(1) *Journée Industrielle* du 2 novembre 1932.



Il faut reconnaître cependant qu'un effort très intéressant avait été tenté en 1924, sous les auspices du Syndicat Général lui-même, pour réorganiser un groupement important qui devait s'occuper de l'exportation des cotonnades vers l'étranger et les colonies non assimilées.

Le Comptoir Cotonnier Français, société à forme coopérative au capital de 10.000.000 de francs souscrit par des industriels, et disposant d'une subvention de 5 millions de francs du Gouvernement, était destiné, dans la pensée de ses créateurs, à venir en aide à l'industrie, au moment où celle-ci devait être privée du débouché allemand : « il fournissait par là la meilleure réponse à opposer à ceux qui prétendraient reprocher aux industriels de limiter leurs efforts au maintien de leurs prépondérance sur le marché national » (1).

Malheureusement cet organisme n'a pas donné par la suite tous les résultats qu'on en attendait. Si l'idée en était excellente, les modalités de sa réalisation le mettaient en effet dans une situation difficile vis-à-vis d'actionnaires trop nombreux et nullement engagés à lui réserver la totalité de leurs exportations. Ceux-ci, répondant par l'indifférence ou la mauvaise volonté aux sollicitations du Comptoir Cotonnier en période de prospérité, ont contribué à le discréditer en faisant ressortir l'incapacité où il se trouvait de remplir son rôle, lorsqu'en période de crise ils lui demandaient d'écouler tous leurs excédents de production.

L'attitude même du syndicat n'était pas faite pour

(1) Syndicat Général. Rapport annuel 1924.

l'encourager, alors qu'en 1928, ce dernier dénonçait « le caractère fâcheux des résultats de la politique largement exportatrice de 1927 : usure des forces financières de l'industrie, naissance à l'étranger et, ce qui est plus grave, auprès des Pouvoirs Publics eux-mêmes, d'une véritable légende représentant l'Industrie Cotonnière Française comme jouissant désormais de conditions de production assez favorables pour devenir largement exportatrices ». Il allait même jusqu'à « espérer le redressement prochain d'un état de chose dont il appréhendait la prolongation, en se félicitant de ce que certains importants marchés étrangers, particulièrement sollicités par notre exportation en 1927, paraissaient dès lors se fermer peu à peu devant elle » (1).

Sans méconnaître tout ce qu'il y avait de factice, à cette époque, dans ces mouvements de marchandises, ni le rôle important joué par la dépréciation antérieure de notre devise, on peut regretter cependant qu'un organisme comme le Comptoir Cotonnier Français n'ait pas été à même de profiter de ces circonstances exceptionnelles pour prendre sur ces marchés étrangers des positions qu'il lui eût été facile de conserver par la suite.

Quoi qu'il en soit, ces efforts n'ont pas été faits, et l'on s'est en général borné à constater à la fois le déclin de nos exportations et les progrès de la concurrence étrangère, en reportant un peu paresseusement tous les espoirs sur un marché colonial dont la demande était sans cesse croissante.

(1) Syndicat Général. Rapport annuel 1928.

EXPORTATIONS DE TISSUS DE COTON
PAR LES DIFFÉRENTES INDUSTRIES COTONNIÈRES DU MONDE

		1927	1928	1929
		—	—	—
France	Q. M.	784.196	732.119	670.067
(Etranger seulement) ..	—	402.431	370.521	259.201
Belgique	—	389.827	440.002	444.396
Italie	—	528.661	577.258	617.385
Allemagne	—	350.699	340.588	367.872
Etats-Unis	mille Yards ²	556.000	546.000	564.000
Japon	—		1.418.000	1.790.000

Il serait salutaire, semble-t-il, dans l'état actuel des choses, pour l'Industrie Cotonnière Française toute entière, que des efforts fussent également tentés de ce côté, qui devraient consister tout d'abord dans une modification, quant au fond, de l'état d'esprit des représentants les plus qualifiés de cette branche de l'activité nationale.

Certes, les difficultés sont aujourd'hui plus nombreuses, en raison surtout du niveau élevé de notre coût de production qui nous met en état d'infériorité pour affronter la lutte avec la concurrence étrangère.

Des résultats intéressants pourraient être cependant obtenus, du point de vue commercial, par un remaniement approprié du Comptoir Cotonnier français. Ce dernier, dont le chiffre d'affaires depuis 1924 est resté inférieur à 100 millions de francs, gagnerait à voir réduire le nombre de ses actionnaires dont la fidélité pourrait par ailleurs lui être assurée par une modification heureuse des statuts. Son importance et ses moyens d'action pourraient être également et utilement accrus par le concours précieux que ne manqueraient pas de lui apporter, tant du point de vue technique que du point de vue financier, les comptoirs de vente qui sont à la

base de l'organisation industrielle nouvelle dont nous avons précédemment parlé.

Le Syndicat, tout en continuant à intervenir efficacement dans la politique douanière du gouvernement, pourrait orienter son activité d'une façon plus positive vers des solutions destinées à encourager l'exportation : amélioration du système bancaire, assurance crédit, aide financière à solliciter des Pouvoirs Publics, comme celles dont bénéficient de nombreuses industries cotonnières à l'étranger, et dont l'avance faite en 1924 au Comptoir Cotonnier constitue un précédent, peu encourageant peut-être, mais susceptible d'être renouvelé.

Du point de vue international enfin, l'industrie cotonnière française trouverait avantage à s'intéresser au projet de convention cotonnière proposé par l'Association Cotonnière de Belgique à la réunion du Comité de la Fédération Internationale, tenue à Londres au mois de février 1932.

Ce projet, qui vise à la réduction progressive des droits de douane dans tous les pays signataires, est calqué sur l'accord de même nature qui est déjà intervenu entre la France, la Belgique et les Pays-Bas pour l'industrie de la laine.

Il y a là, sans aucun doute, un effort des plus intéressants vers cette « démobilisation douanière » considérée comme la condition première d'une reprise des échanges internationaux, et auquel la France, qui vient au troisième rang des pays exportateurs de cotonnades, se doit de souscrire intégralement.

Il est évident, malgré tout, que le réveil des énergies

individuelles et collectives provoqué par une pareille politique, ne pourra pas supprimer les causes fondamentales qui avantagent les pays neufs, sur le marché économique mondial, au détriment des vieux pays de l'Europe Occidentale. « Mais il reste à l'industrie française, comme le fait remarquer M. le Professeur Oualid, l'exportation d'articles plus légers de poids, mais gros de valeur ».

Il est à craindre que nous nous trouvions toujours dans l'obligation de défendre notre marché intérieur contre les articles ordinaires de provenance japonaise, par exemple ; mais c'est certainement par un renouvellement de son goût et de sa fantaisie que l'Industrie Cotonnière Française reprendra sur le marché international la place qu'elle aurait dû y conserver.

« Les échanges supposent la diversité des fabrications, expression elle-même de la diversité des aptitudes nationales » (1). Il est à espérer que nos industriels cotonniers, dont les aptitudes nombreuses n'ont besoin que d'être stimulées, justifieront à nouveau la réputation qui, jusqu'à ces dernières années, mettait la France à l'avant-garde des nations les plus raffinées du monde civilisé.

(1) P. Lucius, *Faillite du capitalisme ?* Paris, 1932.

CONCLUSION

Perspectives d'Avenir

Il serait difficile, et d'ailleurs imprudent, de vouloir formuler, au début de cette année 1933, un pronostic quelconque sur l'évolution prochaine de la situation économique du monde.

Mais si les indices du redressement final tant attendu ne peuvent encore être dégagés avec certitude, il apparaît cependant comme évident que, depuis le milieu de l'année précédente, la crise a cessé de s'aggraver. Et malgré l'échec au mois de septembre de la dernière manifestation de cette politique « d'économie dirigée » qui a entraîné la chute de son plus ardent protagoniste, les prix semblent s'être généralement stabilisés à des cours un peu supérieurs à ce qu'ils étaient auparavant.

Les indices de production accusent partout une légère amélioration, et les statistiques de chômage enregistrent une diminution progressive des ouvriers sans travail.

★★

La situation de l'industrie cotonnière prise dans son ensemble témoigne d'une tendance identique. Les cours du coton, malgré les rapports sur la récolte américaine qui n'ont pas cessé d'être défavorables, se maintiennent

fermes à New-York aux environs de six cents, et paraissent échapper depuis quelque temps à une spéculation excessive.

La consommation de coton brut en 1932, et par conséquent la production de filés, restent inférieures à celles de 1931 (1). Mais le commerce international des tissus est en augmentation sensible sur l'année précédente, et a atteint, au cours du troisième trimestre, son niveau le plus élevé depuis le début de 1930.

Ce phénomène est dû principalement au développement considérable des exportations japonaises, stimulées à la fois par la dépréciation du yen et par le relâchement du boycottage hindou. L'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne a également permis à l'industrie du Lancashire de participer à cette reprise. Mais la comparaison des exportations de ces deux pays montre que l'Angleterre perd pied de plus en plus, sur les marchés extra-européens, devant l'afflux des produits de son imbattable concurrent.

Cette redistribution du commerce mondial s'annonce plus grave encore du fait que la Filature japonaise continue à travailler au ralenti, tout en poursuivant sans cesse l'installation d'usines nouvelles.

Le commerce européen reste d'ailleurs pour l'instant en dehors de cette compétition : les entraves de toutes natures apportées au système des échanges sur le vieux Continent ont eu comme conséquence une diminution accrue des importations de filés et tissus de coton dans les principaux marchés.

Au reste, la situation économique des pays d'Europe

(1) D'après le *Cotton Trade Statistical Bureau*, Manchester (*Quarterly Bulletin*, décembre 1932).

demeure extrêmement complexe, en raison des troubles politiques et des difficultés budgétaires auxquels ils sont en proie, qui constituent l'obstacle le plus grave à la reprise des affaires.



En France, ce n'est guère que vers la fin de l'année qu'ont apparu les premiers signes de convalescence. Le nombre des chômeurs inscrits n'était plus au début de novembre que de 250.000 contre 300.000 au mois de mars. Les prix traduisent maintenant chez nous la même stabilité que dans le reste du monde, sans d'ailleurs que l'ajustement des prix de détail aux prix de gros se soit poursuivi d'une façon satisfaisante. L'indice général de la production se maintient depuis quelque temps à 95, marquant très nettement une tendance à la hausse.

Si ces manifestations sont d'autant plus évidentes que la crise avait atteint son paroxysme dans les premiers mois de l'année 1932, les prophéties sont d'autant plus difficiles à faire que l'évolution de l'activité économique, en France, est à l'heure actuelle presque entièrement subordonnée aux questions de politique financière qui dominent la vie du pays tout entier.

Les experts chargés de préparer le projet de budget de 1933 ont fait précéder leurs suggestions de considérations générales qui résument en quelques lignes définitives l'état actuel de la situation :

« L'armature de notre production nationale, écrivent-ils, a traversé, jusqu'ici, sans atteinte profonde, la dure crise qui lui a été imposée ; elle a su s'adapter aux conditions nouvelles qui lui étaient offertes et garde intacte sa puissance pour des lendemains meilleurs.

« L'abondance des capitaux, sur notre marché, permet de donner une entière satisfaction à toutes les demandes qui pourraient être formulées par l'agriculture, l'industrie ou le commerce, quelle qu'en soit l'étendue.

« Notre pays reste ainsi armé, dans tous les domaines, pour participer, dans des conditions favorables, aux reprises inévitables. Mais certaines considérations entravent encore la reprise de notre activité.

« Considérations internationales, d'abord, réclamant, dans le domaine politique, des apaisements et, sur le terrain commercial, des facilités et des libertés.

« Considérations intérieures, ensuite, levant les incertitudes que fait peser sur le développement de notre production la gestion de nos finances publiques, éventuellement même, l'avenir de notre monnaie » (1).

La restauration de nos finances publiques est en effet aujourd'hui la condition première de celle de notre balance commerciale. Elle est liée par ailleurs à la politique sociale du gouvernement qui décidera, dans une large mesure, de l'avenir économique de la France.

*
* *

Il apparaît indispensable, dans ces conditions, que les grandes branches de l'industrie, comme celle qui a fait l'objet de cette étude, prennent enfin conscience de leur importance et de leurs droits, et s'organisent fortement de façon à occuper dans l'économie et la politique nationales la place qu'elles devraient avoir pour défendre avec chance de succès leurs intérêts vitaux.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Industrie

(1) *L'Européen*, 20 janvier 1933.

Cotonnière, la reprise récente dont elle a bénéficié, à une époque où se place d'ordinaire une dépression saisonnière, ne saurait manquer de redonner confiance aux industriels. Ses possibilités de débouchés, du côté colonial notamment, lui éviteront toujours le sort réservé à l'industrie du Lancashire, où des villes entières s'efforcent déjà d'attirer des industries nouvelles, par tous les moyens, pour pouvoir subsister.

Cependant, son importance même lui commande des efforts pour remédier à la régression profonde de la consommation des articles de coton.

Par un ajustement approprié de sa production à la consommation, comme de la consommation à ses moyens de production, elle peut arriver à l'heure actuelle à un assainissement véritable de sa situation : elle aura alors toutes les raisons d'espérer participer plus tard à l'essor nouveau dont l'optimisme clairvoyant de M. Siegfried signalait, il y a plus d'un an, les possibilités reconfortantes (1) :

« Si dans un avenir prochain, écrit-il, la guerre civile, les dissensions politiques, les fléaux de toutes sortes qui ont frappé l'Asie durant ces dernières années pouvaient s'arrêter ou même simplement s'atténuer, il y aurait là, et très vite, un élément de reprise formidable dont notre pessimisme actuel ne mesure pas assez la portée...

« Dans la phase présente de l'évolution humaine, nous pouvons légitimement escompter un progrès matériel rapide ; l'efficacité de la production est merveilleuse, mais l'adaptation de la consommation à cette production accrue ne se fait que lentement et, d'un point de vue

(1) Siegfried, *rapport cité*.

politique malheureusement essentiel, la guerre, la révolution ou le désordre sont susceptibles de tout compromettre. Que la paix règne, ce processus d'adaptation se fera lentement peut-être, mais sûrement ; il n'est pas douteux alors que la consommation ne retrouve, mais cette fois pour s'y consolider, le niveau auquel elle s'était prématurément élevée ».

Vu : *Le Président,*

William OUALID.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Les causes de la crise

CHAPITRE PREMIER. — LES CAUSES DE LA CRISE

MONDIALE	11
----------------	----

CHAPITRE II. — LES CAUSES DE LA CRISE DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DANS LE MONDE

.....	24
-------	----

I. — *Augmentation de la capacité productive.*

II. — *Ralentissement relatif de la consommation.*

III. — *Changements survenus dans les pouvoirs concurrentiels des principaux pays producteurs.*

CHAPITRE III. — L'INDUSTRIE COTONNIÈRE FRAN-

ÇAISE	49
-------------	----

I. — *Ses caractères principaux.*

II. — *Son évolution.*

J. Z., <i>Crise ind. cot.</i>	14
-------------------------------	----

DEUXIEME PARTIE

Les aspects de la crise

CHAPITRE PRELIMINAIRE. — LES PREMIÈRES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE SUR L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DANS LE MONDE	79
CHAPITRE PREMIER. — LA CRISE DU COTON	83
CHAPITRE II. — LES ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE FRANÇAISE.	88
I. — <i>Situation commerciale.</i>	
II. — <i>Situation industrielle.</i>	
CHAPITRE III. — LES ASPECTS SOCIAUX	118

TROISIEME PARTIE

Les remèdes

CHAPITRE PREMIER. — LA PRODUCTION.	
Compression de prix de revient	131
I. — <i>Matières premières. Salaires. Charges fiscales.</i>	
II. — <i>Amélioration des conditions techni- ques de production.</i>	
CHAPITRE II. — AJUSTEMENT DE LA PRODUCTION A LA CONSOMMATION	163
I. — <i>Sa nécessité.</i>	
II. — <i>Les modalités.</i>	

CHAPITRE III. — LA CONSOMMATION.

Recherche des débouchés 180

I. — *Le marché intérieur.*II. — *Le marché colonial.*III. — *Les marchés étrangers.*

CONCLUSION

PERSPECTIVES D'AVENIR 203

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AFTALION (A.). — *L'Industrie Textile en France pendant la guerre*, Paris, 1924.
- ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLIE. — *Les Possibilités Economiques de la France : le Textile*. Conférence faite à l'Ecole des Sciences Politiques, 1926.
- BLOUD (M.). — *Le Problème Cotonnier et l'A. O. F.*, Thèse Paris, 1925.
- BONNET (P.). — *Les Emissions de Valeurs Mobilières en France depuis 1925*, Thèse Paris, 1931.
- KUTRER. — *La Crise des Industries Textiles Anglaises*, Thèse Paris, 1931.
- LAUFENBURGER et PFLIMLIN. — *Cours d'Economie Alsacienne*, Tome deuxième : *l'Industrie de Mulhouse*, Paris, 1932.
- LÉSCURE (J.). — *Des Crises générales et périodiques de Surproduction*, Paris, 1932.
- LUCIUS (P.). — *Faillite du Capitalisme ?* Paris, 1932.
- MAURETTE. — *Les grands marchés de matières premières*, Paris, 1930.
- PEARSE (A. S.). — *The Cotton Industry of India*, Manchester, 1930.

PENAVAIRE. — *Le Problème Cotonnier et l'Indochine Française*, Thèse Paris, 1927.

RANDON DE GROLIER (J.). — *L'Industrie Cotonnière dans les Vosges*, Thèse Paris, 1927.

ROBERT (L.). — *La Culture du Coton en A. O. F.*, Thèse Paris, 1931.

SIBILLE (I.). — *La situation de l'Industrie Cotonnière dans l'Est de la France de 1914 à 1921*, Thèse, Paris 1922.

RAPPORTS ET DOCUMENTS

Conseil National Economique, avril 1932

Rapport de M. le Professeur Oualid sur l'*Industrie Cotonnière Française*.

Rapport de M. A. Rives sur l'*Industrie de la Laine*.

Fédération Internationale Cotonnière

Congrès de Paris, 1931. — Principaux rapports :

A. DE LA BEAUMELLE, délégué du Syndicat général de l'Industrie Cotonnière Française. — *Causes de la Dépression de l'Industrie Cotonnière Française. Remèdes*.

A. SIEGFRIED (France). — *La Crise de l'Industrie Cotonnière et la crise mondiale*.

D. SERRUYS (France). — *Des influences qui peuvent artificiellement affecter la tendance normale des cours du Coton*.

R. LAEDERICH, Président du Syndicat général de l'Industrie Cotonnière Française. — *Discours d'ouverture à la séance inaugurale*.

Baron E. DE MOREAU D'ANDROY (Belgique). — *La Crise des Industries du Coton.*

S. S. PAINE (Etats-Unis). — *De la Production massive dans l'Industrie Cotonnière.*

C. T. REVERE (Etats-Unis). — *Des causes diverses exerçant une influence défavorable sur le prix normal du Coton.*

Rapports présentés par l'Association Cotonnière de Belgique : par la « Fédération of Masters Cotton Spinners Association » de Manchester ; par le « Comité des Associations patronales des Filateurs Allemands » ; par la Société Suisse des Filateurs, Retordeurs et Tisseurs ; par l'Association Japonaise des Filateurs de Coton, Osaka.

International Cotton Statistics of Consumption and Stocks of Cotton. — Publication semestrielle.

International Cotton Bulletin. — Organe trimestriel ; novembre 1929 à octobre 1932.

Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française

Rapports annuels et Statistiques, 1921 à 1932.

Informations diverses : notes, circulaires, etc.

Syndicat Cotonnier de l'Est

Comptes rendus des Travaux et des Séances du Comité, 1929 à 1932.

Association Cotonnière Coloniale

Bulletins trimestriels.

Congrès National du Coton et des Textiles végétaux, Paris, 1931.

Cotton Trade Statistical Bureau, Manchester

Quarterly Bulletin, mai 1931 à septembre 1932.

*Statistical Evidence on the present position and prospects
of the Lancashire Industry*, 1929.

The Cotton Industry since the War, 1931.

REVUES ET JOURNAUX

Revue d'Economie Politique.

Bulletins mensuels de l'Union Textile.

L'Economie nouvelle.

Le Redressement Français.

La Réforme Economique. — N^{os} spéciaux.

Le Coton, mars 1931.

Le Congrès du Commerce des Colonies, février 1932.

La Journée Industrielle.

Le Temps, suppléments financiers.

L'Information.

Le Pour et le Contre.

The Manchester Guardian, juillet-août 1932.

L'Européen.

La Revue Textile.

L'Industrie Textile.

